

---

# Evaluation finale des performances du projet d'Appui aux Initiatives Locales pour la Promotion de la Paix (AILP) Burkina Faso, Mali et Niger

---

## Rapport Final



Avec l'assistance technique du cabinet  
Ingénierie Internationale en Décentralisation  
et Développement local (2ID Sarl)  
Email : [cabinet2id@gmail.com](mailto:cabinet2id@gmail.com)

**Août 2024**

## TABLE DES MATIERES

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	<b>4</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>5</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b> .....	<b>6</b>
<b>RESUME EXECUTIF</b> .....	<b>7</b>
<b>I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION</b> .....	<b>12</b>
1.1. JUSTIFICATION DE L'ÉVALUATION / ZONE D'ÉTUDE .....	14
1.2. RAPPEL DES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE .....	14
<b>II. METHODOLOGIE D'EVALUATION</b> .....	<b>15</b>
2.1. DÉTERMINATION DE L'ÉCHANTILLON .....	15
2.2. MOBILISATION DES RESSOURCES ET STRATÉGIE DE COLLECTE DES DONNÉES .....	16
2.3. TRAITEMENT, ANALYSE DES DONNÉES ET RAPPORTAGE .....	16
2.4. ASSURANCE QUALITÉ .....	16
2.5. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET LIMITES DE L'ÉVALUATION .....	17
<b>III. RESULTATS</b> .....	<b>18</b>
<b>3.1. ANALYSE DE LA PERTINENCE</b> .....	<b>18</b>
3.1.1. <i>Pertinence du projet par rapport au contexte et priorités des pays en matière, de cohésion sociale</i> .....	18
3.1.2. <i>Pertinence par rapport au choix de partenariat avec les organisations formelles et informelles</i> .....	20
3.1.3. <i>Pertinence des objectifs du projet par rapport aux groupes cibles et leur perception programme</i> .....	21
3.1.3. <i>Pertinence des approches du projet pour une éventuelle réplication</i> .....	23
3.1.4. <i>Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces au niveau de la conception</i> .....	24
<b>3.2. ANALYSE DE L'EFFICACITÉ DU PROJET</b> .....	<b>25</b>
3.2.1. <i>Effectivité et bilan de réalisation des activités du Résultat 1</i> .....	25
3.2.2. <i>Niveau d'évolution des indicateurs du résultat 1</i> .....	26
3.2.3. <i>Effectivité et bilan de réalisation des activités du Résultat 2</i> .....	31
3.2.4. <i>Niveau d'évolution des indicateurs du résultat 2</i> .....	32
3.2.5. <i>Effectivité et bilan de réalisation des activités du Résultat 3</i> .....	37
3.2.6. <i>Niveau d'évolution des indicateurs du résultat 3</i> .....	38
<b>3.3. ANALYSE DE L'INDICE DE LA COHÉSION SOCIALE</b> .....	<b>43</b>
<b>3.4. ANALYSE DE L'EFFICIENCE</b> .....	<b>46</b>
3.4.1. <i>Analyse de la gestion des ressources humaines</i> .....	46
3.4.2. <i>Analyse de la gestion des ressources matérielles</i> .....	46
3.4.3. <i>Analyse de la gestion des ressources financières</i> .....	47
3.5. ANALYSE DES EFFETS /CHANGEMENTS .....	48
<b>3.6. ANALYSE DE LA DURABILITÉ</b> .....	<b>49</b>
3.6.1. <i>Durabilité sur le plan institutionnel</i> .....	49
3.6.2. <i>Durabilité sur la stratégie de faire-faire</i> .....	50
3.6.3. <i>Analyse de la pérennisation des structures mises en place</i> .....	50
3.6.6. <i>Analyse de la pérennisation des activités de renforcement des capacités</i> .....	51
3.6.7. <i>Facteurs externes ayant contribué à l'atteinte des résultats et objectifs du projet et facteurs</i> .....	52
<b>3.7. ANALYSE DES QUESTIONS TRANSVERSALES</b> .....	<b>53</b>
3.7.1. <i>Analyse de la prise en compte du genre, l'âge ou le handicap (inclusion)</i> .....	53
3.7.2. <i>Analyse de la Mise à l'échelle</i> .....	54
3.7.3. <i>Analyse de l'approche transfrontalière</i> .....	54
3.7.4. <i>Analyse de l'effet catalyseur</i> .....	55

<b>3.8. LEÇONS APPRISSES .....</b>	<b>57</b>
<b>3.9. BONNES PRATIQUES .....</b>	<b>58</b>
<b>3.10-CONCLUSION-RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>59</b>
3.10.1. CONCLUSION .....	59
3.10.2. RECOMMANDATIONS : .....	59
<b>ANNEXES .....</b>	<b>61</b>
ANNEXE 1 : TERMES DE RÉFÉRENCE .....	61
ANNEXE 2 : VERSION FINALE DES OUTILS DE COLLECTE DE DONNÉES .....	61
ANNEXE 3 : DONNÉES BRUTES TABULÉES .....	61
ANNEXE 4 : BIBLIOGRAPHIE .....	61
ANNEXE 5 : LISTE DES PERSONNES CONSULTÉES .....	61
ANNEXE 6 : EVOLUTION DE L'INDICATEUR 1.A DE LA BASELINE À L'ENDLINE PAR TRANCHE D'ÂGE ET SEXE .....	62
ANNEXE 7 : EVOLUTION DE L'INDICATEUR 2.B DE LA BASELINE À L'ENDLINE PAR TRANCHE D'ÂGE ET SEXE .....	62
ANNEXE 8 : EVOLUTION DE L'INDICATEUR 2.C DE LA BASELINE À L'ENDLINE PAR TRANCHE D'ÂGE ET SEXE .....	63
ANNEXE 9 : EVOLUTION DE L'INDICATEUR 3.D DE LA BASELINE À L'ENDLINE PAR TRANCHE D'ÂGE ET SEXE .....	63
ANNEXE 10 : RÉPARTITION DES COMPOSANTES DE L'INDICE DE LA COHÉSION PAR SEXE .....	64
ANNEXE 11. RÉPARTITION DE L'ÉCHANTILLON DES MÉNAGES À ENQUÊTER PAR VILLAGE ET OSC .....	65
ANNEXE 12 : NOMBRE D'ENTRETIEN RÉALISÉ POUR CHAQUE CIBLE .....	66

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

<b>AILP</b>	: Appui aux Initiatives Locales de Promotion de la Paix
<b>HACP</b>	: Haut Autorité de la Consolidation de la Paix
<b>UNPBF</b>	: United Nations Peacebuilding Fund
<b>OSC</b>	: Organisation de la Société Civile
<b>OCB</b>	: Organisation Communautaire de Base
<b>GANE</b>	: Groupes Armés Non Étatique
<b>FDS</b>	: Forces de Défense et de Sécurité
<b>FGD</b>	: Focus Group de Discussion
<b>ICS</b>	: Indice de Cohésion Sociale
<b>STD</b>	: Service Technique Déconcentré
<b>VBG</b>	: Violences basées sur le genre
<b>TOC</b>	: Théorie du Changement
<b>PNDES</b>	: Plan national de développement économique et social
<b>CREED</b>	: Cadre Stratégique pour la Relance Économique Et le Développement Durable
<b>SNPREV</b>	: Stratégie National de la Prévention de la Radicalisation et de l'Extrême Violent
<b>ODD</b>	: Objectifs de Développement Durable
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>COFO</b>	: Commissions Foncières
<b>CAFO</b>	: Coordination des Associations et ONG féminines
<b>AGR</b>	: Activité Génératrice de Revenu
<b>CNSP</b>	: Conseil national pour la sauvegarde de la patrie

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Cohérence du projet par rapport au PNDES-II 2021-2025 .....	18
Tableau 2 : Cohérence par rapport au CREED .....	19
Tableau 3 : Cohérence par rapport à la SNPREV .....	19
Tableau 4 : Pertinence par rapport aux Objectifs de Développement Durable (ODD) .....	20
Tableau 5 : Pertinence des approches utilisées du projet .....	23
Tableau 6 : Forces, faiblesses, opportunités et menaces au niveau de la conception .....	24
Tableau 7 : Etat de réalisation des activités du Résultat 1 .....	25
Tableau 8 : Forces-faiblesses -Opportunités-Menaces du résultat 1 .....	26
Tableau 9 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 1 .....	27
Tableau 10 : Etat de réalisation des activités Résultat 2 .....	31
Tableau 11 : Forces-faiblesses -Opportunités-Menaces du résultat 2 .....	32
Tableau 12 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 2 .....	32
Tableau 13 : Etat de réalisation des activités Résultat 3 .....	37
Tableau 14 : Forces-faiblesses -Opportunités-Menaces du résultat 3 .....	38
Tableau 15 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 3 .....	38
Tableau 16 : Evolution de l'indice de Cohésion Sociale de la baseline à l'endline .....	43
Tableau 17 : Analyse des ressources humaines .....	46
Tableau 18 : bilan d'exécution physique et financière du projet .....	47
Tableau 19 : Analyse du dispositif et de la pérennisation des réalisations ou investissements physiques .....	50
Tableau 20 : Analyse du dispositif et de la pérennisation des activités de renforcement des capacités .....	51
Tableau 21 : Analyse de la prise en compte du genre au niveau des différentes activités implémentées .....	53
Tableau 22 : Différentes partenaires ayant mobiliser d'autres ressources .....	56
Tableau 23 : Principales bonnes pratiques du projet .....	58

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

Graphique 1 : Evolution de l'indicateur 1.a de la baseline à l'Endline .....	28
Graphique 2 : Evolution de l'indicateur 1.b de la baseline à l'endline .....	29
Graphique 7 : Evolution de l'indicateur 2.a de la baseline à l'endline .....	33
Graphique 4 : Evolution de l'indicateur 2.b de la baseline à l'endline .....	34
Graphique 5 : Evolution de l'indicateur 2.c de la baseline à l'endline .....	35
Graphique 6 : Evolution de l'indicateur 3.a de la baseline à l'endline .....	39
Graphique 7 : Evolution de l'indicateur 3.b de la baseline à l'endline : .....	40
Graphique 8 : Evolution de l'indicateur 3.c de la baseline à l'endline .....	40
Graphique 9 : Evolution de l'indicateur 3.d de la baseline à l'endline .....	41

## RESUME EXECUTIF

Le programme appui aux initiatives locales de promotion de la paix (AILP), a pour objectif global « Renforcer les capacités des organisations de la société civile locales pour la promotion d'une paix positive et de gestion non violente des conflits dans la zone du Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali et Niger). Sa mise en œuvre est assurée par Mercy Corps et ses partenaires locaux, pour une durée de 30 mois allant de février 2022 à août 2024.

En fin de mise en œuvre, Mercy Corps a prévu une évaluation finale (endline) dans le but de mesurer la performance du projet en termes de pertinence par rapport au contexte sécuritaire, économique et politique, d'efficacité en termes d'atteinte des objectifs, d'impact, de durabilité à l'avenir et le succès de l'intégration du genre.

Pour mener à bien cette évaluation finale (endline), le cabinet **Ingénierie Internationale en Décentralisation et Développement local (2ID)** a adopté une démarche méthodologique participative en quatre phases : (i) **la phase préparatoire** qui a consisté à l'élaboration du rapport de démarrage (échantillonnage, outils de collecte de données et chronogramme) après une réunion de cadrage de la mission tenue le 14 Août 2024 en mode virtuel (Microsoft Teams); (ii) **la phase de collecte de données sur le terrain**, faite de quatre (4) principales étapes : la mobilisation des ressources humaines, la formation des enquêteurs, la collecte des données et la supervision de la collecte des données ; (iii) **la phase de traitement et d'analyse des données collectées** et (iv) **la phase de rapportage et de restitution**.

Cette démarche participative a permis d'obtenir les résultats suivants :

**Pertinence :** Au regard des témoignages rapportés et propos recueillis lors des entretiens avec les bénéficiaires, nous concluons que la pertinence du projet est avérée et répond aux besoins des populations bénéficiaires. Les stratégies utilisées sont pertinentes et permettent d'obtenir les résultats escomptés. L'approche multisectorielle/multi-acteur est jugée pertinente au regard de la diversité et caractère multiforme des besoins prioritaires des populations identifiées dans le domaine de la sécurité alimentaire, entrepreneuriat des jeunes et femmes et de la cohésion sociale avec l'implication des OSC, des autorités administratives/locales, les services techniques, etc. Les priorités-pays des 3 pays en lien avec la consolidation de la paix et la cohésion sociale à travers leurs axes stratégiques et objectifs sont prises en compte au niveau des objectifs, des résultats attendus et des actions développées par le projet sur le terrain. Le caractère multisectoriel a nécessité l'inclusion et l'implication de plusieurs acteurs dans le but d'atteindre les résultats et les objectifs escomptés. Malgré la pertinence, une stratégie de sortie / désengagement écrite impliquant les communes, les OSC locales, les autorités administratives/services techniques n'a pas été définis à l'avance. |

### **Efficacité :**

**Analyse des performances des indicateurs du résultat 1 :** Sur 9 indicateurs, 2 sont des indicateurs de résultats et 7 des indicateurs de processus. Parmi les 2 indicateurs de résultats, un seul n'a pas atteint la cible fixée mais avec un taux d'atteinte de 77% (il s'agit de l'indicateur 1.a) contrairement aux 6 indicateurs de processus qui sont au-delà de leur cible fixée en fin de programme. Le taux moyen d'atteinte des indicateurs du résultat 1 est de 97,4%. Au regard du niveau d'exécution des activités du résultat 1 (100%) et du taux moyen d'atteinte de ces indicateurs, la mission estime qu'un mécanisme de financement rapide d'interventions ponctuelles à destination des organisations de la société civile locales du Liptako-Gourma pour résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées est fonctionnel à travers l'accompagnement de 82 OSC porteuses d'idées de projets de paix pertinents, l'évaluation des besoins de paix avec l'implication de 200 acteurs (dont 53 femmes, 97 hommes et 57 jeunes) et 170 membres des OSC, le développement d'outils de gestion de fonds, la mise en œuvre de 110 micro-projet sur la paix. Cela est confirmé par 62,1% des membres de la communauté qui pensent qu'à travers les interventions / activités ponctuelles les organisations de la société civile locale sont capables de résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées dans leur communauté et 97% des membres des organisations de la société civile qui estiment que le mécanisme de financement leur a permis d'être plus efficace pour répondre aux besoins prioritaires en matière de transformation de conflits dans leur zone d'intervention.

**Analyse des performances des indicateurs du résultat 2 :** Le niveau d'exécution physique est de 100% et le taux moyen des indicateurs du résultat 2 est de 81%. Sur les 4 indicateurs de résultat, 1 a connu une régression et 2 n'ont pas atteint la cible fixée, il s'agit des indicateurs (respectivement 2.b, 2.c et 2.d) mais avec un taux d'atteinte moins satisfaisants pour l'indicateur 2.b avec un taux de régression d'environ 4 points et des taux satisfaisants pour l'indicateur 2.c avec 59% de taux d'atteinte et 2.d avec 70% de taux d'atteinte. Au niveau des indicateurs de processus 1 indicateur n'a pas permis de calculer le taux d'atteinte à cause de l'absence de cible fixée en fin de programme (il s'agit de l'indicateur 2.1.3 : Nombre d'ateliers d'échange transfrontalier organisés avec la présence des principales OSC impliquées). La mission conclue que les capacités des organisations de la société civile locale à identifier, planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer des projets répondant aux préoccupations des communautés locales et visant la prévention et la gestion non violente des conflits à travers le renforcement de capacités de 221 personnes en cycle de gestion de micro-projets, 242 personnes en analyse des conflits et gestion non violente des conflits, 173 personnes en « Ne Pas Nuire et sensibilité aux conflits » et 165 personnes en médiation et techniques de négociations

basées sur les intérêts grâce à des réunions de coordinations et des ateliers d'échange transfrontaliers. Le niveau de performance des indicateurs est observé avec 84,9 % des microprojets mis en œuvre avec succès par les organisations de la société civile, une baisse de la proportion qui passe de 45,57% à 41,4% des membres de la communauté pensent que leur communauté est paisible, sûre et sécurisée, 46,8% des membres de la communauté déclarent que les activités des organisations de la société civile locale en matière de prévention, de gestion non violente des conflits et la promotion d'une paix positive sont satisfaisantes et 7 des initiatives transfrontalières portées par les OSC portant sur la promotion de la paix de part et d'autre de la frontière ont été développées. Le niveau de performance des indicateurs est jugé satisfait malgré la baisse de l'indicateur 2.b « membres de la communauté pensent que leur communauté est paisible, sûre et sécurisée ».

**Analyse des performances des indicateurs du résultat 3 :** Le niveau d'exécution physique est de 100% et le taux moyen des indicateurs du résultat 3 est de 94,3%. Sur les 4 indicateurs de résultat, un seul n'a pas atteint la cible fixée, il s'agit de l'indicateur 3.d mais son taux d'atteinte est de 61%. Au niveau des indicateurs de processus un seul aussi n'a pas atteint la cible (Indicateur 3.2.1 Nombre d'OSC qui ont partagés les résultats des microprojets avec les bailleurs ou décideurs politiques) mais le taux d'atteinte est de 88%. La mission conclut que les organisations de la société civile locale dans la zone du Liptako-Gourma documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires afin de démultiplier les effets des activités organisées et de créer des tremplins vers de nouvelles opportunités à travers le renforcement de capacités de 190 personnes sur le mécanisme d'apprentissage (la capitalisation des bonnes pratiques et les leçons apprises), le partage de résultats des microprojets de 66 OSC et 20 documents de capitalisation avec les bailleurs ou décideurs politiques (32 participants). Le niveau de performance est observé avec 98,61 % des membres des OSC qui documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires. Il ressort que 100% des membres des OSC pensent être mieux équipés pour identifier et partager les meilleures pratiques, 100% des membres des OSC qui déclarent avoir appris de nouvelles expériences grâce aux rencontres de partage d'expériences et 48,4% des membres de la communauté qui déclarent avoir amélioré les interactions paisibles et la confiance avec les membres des communautés de l'autre côté de la frontière.

**Analyse de l'indice de la cohésion sociale :** Il faut noter que l'indice de Cohésion sociale s'est amélioré de la baseline à l'endline en passant de 41,72% à 54,76% des enquêtés qui trouvent que la cohésion sociale est forte au sein de leur communauté, soit une hausse de 13 points. Cela a été possible grâce à certains facteurs tels que la participation à certaines activités communautaires. Il faut souligner que l'intervention du projet AILP a contribué à réduire la violence liée à l'accès, à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, pâturages), à la prévention de la violence inter et intra-communautaire avec 160 conflits communautaires prévenus à travers notamment l'établissement des actes de sécurisation foncière et le recours à la parenté/Alliance à plaisanterie, à la prévention de la violence liée aux crimes organisés et aux groupes armés non étatiques, à la réduction de la vulnérabilité à l'extrémisme violent avec 844 membres des OSC qui ont été formés sur diverses thématiques (« Do No Harm », Médiation/Négociation, Sensibilité au conflit, Gestion de projet et Capitalisation) et l'amélioration de la cohésion sociale avec 433 Initiatives de promotion de la paix ont été appuyé.

**Efficiences :** Le projet a été exécuté à travers la bonne gestion des ressources humaines, matérielles et financières. Le rapport coût/efficacité révèle que le projet a été efficace car le ratio coût efficacité est égale à 1, le ratio 100% / 100% donne 1. Ce qui signifie que l'exécution du projet a été efficace dans la gestion des ressources financières. Les ressources humaines ont été gérées de façon très rationnelle afin d'assurer l'atteinte des résultats dans le temps imparti et avec les moyens disponibles. Il s'agit concrètement de la bonne planification (annuelle, trimestrielle, mensuelle) des activités avec la répartition des tâches, le suivi-évaluation rapproché des activités (réunions mensuelles, trimestrielles et annuelles), et le suivi-évaluation intensif des activités sur le terrain avec la forte implication des services techniques déconcentrés de l'Etat et autres acteurs. L'importance de multi-acteurs engagées au niveau des ressources humaines a permis d'être efficace à travers l'utilisation des ressources et la technologie locales (par exemple la responsabilisation des artisans locaux en mettant à leur disposition les machines pour le curage et fonçage des puits pastoraux dans la région de la boucle du Mouhoun) pour faciliter la mise en œuvre du projet AILP. Il faut souligner que le processus de recrutement du staff a subi un retard qui malheureusement à entrainer un retard dans le démarrage effectif du projet.

**Effets/ Changements :** Au niveau des autorités locales et OSC, les actions du projet ont permis un rapprochement entre autorités locales et les OSC (issues de la communauté) entraînant une amélioration des relations intercommunautaires. Un engagement communautaire de la part des OSC et des populations bénéficiaires qui s'explique par une appropriation/adhésion aux actions du projet. L'implication des OSC locales a favorisé une adhésion et une forte mobilisation de la communauté bénéficiaires notamment dans le cadre des évaluations des besoins et l'identification des solutions. Cela se justifie avec un taux de réalisations des activités des OSC/OCB à au moins 80%. Au moins 433 initiatives communautaires de renforcement des capacités de la cohésion sociale qui ont été exécutées. La participation, la gestion et la responsabilisation de la communauté elle-même à travers la mise en

place des comités de paix, de gestion de conflit, la participation à des cadres de concertations et le renforcement de capacités des leaders communautaires et autorités administratives ont permis à ces acteurs de s'approprier des outils et trouver des solutions aux conflits dans leurs localités. Le projet a également contribué à l'amélioration de la confiance non seulement au sein des communautés mais aussi entre les populations et les autorités locales et services techniques. Sur le plan culturel et sportif, la reprise des anciennes pratiques abandonnées notamment des courses des chameaux, des chevaux et de lutte traditionnelle, activités ayant permis de regrouper plusieurs couches sociales renforçant du coup une renaissance de la confiance entre les différentes communautés déchirées par la situation sécuritaire qui avait malheureusement entraîné l'arrêt de certaines activités culturelles. **Au niveau du volet social**, la réhabilitation des puits pastoraux, la mise en place des banques de céréales avec la mise en place des comités de gestions des infrastructures ont contribué à une bonne gestion des ressources naturelles pour les transhumances qui jadis étaient des facteurs de division des communautés à cause de la rareté des ressources en eau entre les pasteurs et les agro-pasteurs. Il y a eu également la réhabilitation du centre de santé transfrontalier entre le Burkina et le Mali a permis de prendre en compte le volet social au sein de la communauté en termes d'amélioration de l'accessibilité aux soins de santé. L'on note également la prise en compte du volet économique, en ce sens, il faut noter que les microprojets ont permis de renforcer l'autonomisation des couches les plus vulnérables (jeunes et femmes) qui ont trouvé aujourd'hui des AGRs (maraîchage, embouche) à faire au niveau de trois pays et une contribution des femmes. Au-delà des AGRs, Mercy corps a initié les groupements féminins à la transformation agroalimentaire et à l'écoulement des produits transformés en organisant des foires. Ces femmes arrivent à subvenir à leurs besoins et aux besoins de leurs familles en participant à la gestion du budget familial tout en apportant leur contribution au bon fonctionnement du foyer.

**Durabilité :** La valorisation du capital humain a été déterminante sur le projet, ce qui présage d'une bonne pérennité des actions à la fin de mise en œuvre du projet sur le plan institutionnel et la stratégie de faire-faire. Les actions visant l'autonomisation des jeunes et des femmes dans la gestion des microprojets augmentent considérablement le niveau d'appropriation de ceux-ci. Aussi, les renforcements des capacités des personnes ressources locales (OSC/OCB, leaders communautaires, les bénéficiaires, etc.) et l'implication des services techniques de Etats permettent de garantir la durabilité. Mais la question qui reste posée est celle de l'appropriation après projet. Ce qui suppose que des sorties soient organisées/renforcées pour le suivi avec les services techniques et les autorités locales. Il serait plus judicieux de travailler à transférer les acquis aux communes afin qu'ils les intègrent à leur patrimoine pour un suivi (en cours de mise en œuvre). Le focus du projet sur les jeunes, les femmes et les leaders communautaires permet une bonne appropriation du projet par les bénéficiaires, ainsi qu'une amélioration durable de la coexistence pacifique dans la zone du projet.

#### **Questions transversales :**

**Analyse de la prise en compte du genre :** En conclusion, la prise en compte du genre a tenu compte des femmes, jeunes (filles et garçons) et des personnes en situation d'handicap lors de la conception. Lors de la mise en œuvre des activités, des dispositions ont été pris en compte dans toutes les composantes du projet notamment lors de la section des OSC/OCB (au moins 30% dirigées par les femmes) et la mise en œuvre des activités (60% des OSC/OCB ont ciblé la problématique du genre, le renforcement des capacités des femmes et des jeunes, les microprojets tels que les AGR sont portés par la majorité par des femmes et des jeunes, l'unité de savonnerie des femmes de Taboy au Mali). Aucun bénéficiaire n'a été exclu du fait de son sexe, de son âge, de son handicap et de son statut de Personnes Déplacées Internes (PDI). La stratégie de genre promue par le projet vise l'égalité entre les sexes et l'autonomisation (économique et sociale) des femmes à travers la promotion des activités économiques renforçant leur estime personnelle et leur rôle au sein du ménage.

**Analyse de la Mise à l'échelle :** L'approche de capitalisation des expériences et l'identification des bonnes pratiques a suscité d'autres financements à travers le programme AILP. Les ateliers nationaux de capitalisation ont été un potentiel de répliquabilité et de généralisation à l'échelle nationale et dans les municipalités où les interventions n'ont pas touché en fonction de l'utilité pratique des activités du projet qui ont été mises en œuvre.

**Analyse de l'approche transfrontalière :** L'approche transfrontalière à travers le partage d'expériences entre les OSCs de ces différents pays a permis également le renforcement de la coopération entre certaines OSCs des différents pays et surtout de renforcer la coopération transfrontalière entre les différentes communautés à travers la réalisation des activités socioculturelles. Mais le plus grand défi a été noté dans le choix de certaines communes de la zone d'invention qui ne sont pas forcément des communes frontières ce qui n'a pas facilité l'implémentation de cette approche mais aussi le réseautage transfrontalier des OSC.

**Analyse de l'effet catalyseur :** L'effet catalyseur est observé à travers la visibilité des OSC auprès des autres acteurs de développement ou bailleurs (94,37% des OSC interrogées dont 88,24% au Burkina Faso, 96,3% au Mali et Niger) et la mobilisation d'autres ressources auprès d'autres partenaires, soit 42,25% des OSC interrogées (58,82% au Burkina Faso, 22,22% au Mali et 51,85% au Niger). Le nombre de partenaires varie de 1 à 4 pour le Burkina Faso et le

*Mali et de 1 à 6 pour le Niger. Les montants mobilisés par partenaires varient de 1 million à 230 millions dans les 3 pays. La Mise en œuvre du projet a été une source d'opportunités spécifiques pour ces OSC d'où l'effet catalytique.*

### **Quelques leçons apprises**

- *L'implication des organisations locales (OSC, OCB) en tant que partenaires de mise en œuvre du projet AILP facilite la mobilisation des populations cibles du fait de leur proximité. Avec la crise sécuritaire, des stratégies d'adaptation permettent de continuer la mise en œuvre du projet. Ceci renforce davantage l'idée selon laquelle, la collaboration entre les ONG et les organisations locales est primordiale.*
- *La collaboration avec les services techniques et les autorités administratives en tant que contrôleurs du respect des normes sectorielles dans l'identification de certaines activités, édictées par l'Etat est une évidence. Leur implication en tant que membres de comité de sélection et de suivi contribue à n'en point douter de leur expertise comme une stratégie menant au renforcement de l'efficacité et de la durabilité du projet.*
- *L'implication et la responsabilisation de la communauté bénéficiaire dans la mise en œuvre du projet sont pertinentes et permettent d'engranger de bons résultats car elles permettent aux bénéficiaires de faire eux même leurs diagnostics, de les porter et de les solutionner.*

### **Synthèse des Bonnes pratiques (voir description au point 3.9) :**

- **La stratégie de faire-faire ;**
- **L'approche participative et inclusive ;**
- **La sensibilisation sur la paix / cohésion sociale couplée aux Micro-projets communautaires ;**
- **La mise en place de comité de sélection et de suivi des OSC.**

### **Recommandation à l'endroit Des UNPBF**

- *Pour les futures interventions, mener une réflexion approfondie sur une stratégie écrite de désengagement en fin de mise en œuvre de projet afin de permettre aux collectivités, aux services techniques /collectivités/OSC locales de poursuivre le suivi et l'appui conseil des bénéficiaires ;*
- *Prévoir une phase de consolidation des acquis en listant les activités ayant connues des succès avec l'implication des STD et les collectivités et étendre la zone de couverture à d'autres communes ;*

### **Recommandations à l'endroit de Mercy Corps**

- *Pour des projets similaires, Organiser un atelier de désengagement avec les acteurs clés (services techniques, collectivités, les bénéficiaires et les leaders communautaires) en les responsabilisant pour le suivi et l'appui conseil pour une continuité des actions/acquis ;*
- *Mener des réflexions vers une capitalisation de stratégie d'adaptation liée à la sensibilité aux conflits pour des projets similaires au regard du contexte sécuritaire volatile ;*
- *Tenir compte de l'approche frontalière dans le choix des communes lors du ciblage géographique pour faciliter son implémentation pour les futures interventions dans la mise en œuvre de projet similaire ;*
- *Prévoir un plan d'analyse avec des outils de collecte des informations pour le suivi et la gestion des risques internes et externes selon l'approche de Mercy Corps ;*
- *Revoir le taux de préfinancement à la hausse (50%) avec un suivi afin de permettre à ces OSC de mettre en œuvre les activités planifiées pour les futures ;*
- *Rechercher les coûts réels des activités au niveau local afin de permettre aux OSC d'avoir un financement qui répond au budget alloué par Mercy Corps ;*
- *Adopter des stratégies de réorientations de certaines activités vers la sensibilisation en utilisant les radios locales afin de permettre à certaines OSC d'exécuter la totalité des activités planifiées.*

### **Recommandations à l'endroit des OSC/OCB**

- *Continuer l'appui conseil et l'accompagnement des bénéficiaires dans la pérennisation des acquis du projet (comité de gestion, AGR, périmètre maraîcher, Banque de céréales, Unité de transformation du savon, etc.) en s'orientant vers d'autres partenaires.*

### **Recommandations à l'endroit des collectivités (Mairie) / STD/Autorités administratives**

- *S'approprier et inscrire les réalisations du projet dans le patrimoine communal afin de continuer le suivi après le projet (exemple réhabilitation des forages, mise en place de BC, périmètres maraîchers, réhabilitation de centre de santé, comité de gestion de conflits) ;*
- *Continuer le suivi des bénéficiaires du projet afin de pérenniser les actions du projet (rôle régalién) en impliquant les services techniques de l'Etat.*

### **Recommandations à l'endroit des bénéficiaires**

- *S'approprier des acquis du projet et développer des initiatives autour des microprojet afin de renforcer leur résilience et autonomisation financière.*

## I. Contexte et justification

Les groupes extrémistes violents récemment installés dans la région du Liptako Gourma ont su utiliser les divisions et frustrations existantes pour développer l'adhésion à leur mouvement. Ils fondent leurs campagnes de recrutement et leur expansion géographique en s'appuyant sur les griefs des populations locales, à savoir le sentiment d'exclusion, le manque de participation des jeunes aux activités socio-économiques et politiques, l'absence ou le dysfonctionnement de services sociaux de base, les conflits autour de l'accès aux ressources naturelles partagées et la faible présence des forces de sécurité gouvernementales. Ils utilisent les populations nomades pour faciliter la circulation des armes à travers les frontières poreuses et inciter les jeunes réfugiés dans les camps. Ils développent aussi un argumentaire de protection pouvant parfois susciter l'adhésion des communautés se sentant insécurisées et abandonnées par les Etats. La situation d'extrême pauvreté dans laquelle se trouve une bonne partie des ménages ruraux de la zone conduit aussi certains à s'intégrer dans les groupes armés pour des raisons économiques.

Le programme appui aux initiatives locales de promotion de la paix (AILP) couvre la zone du Liptako-Gourma, un vaste espace couvrant des parties du Niger, du Mali et du Burkina Faso avec des zones peu peuplées (déplacement vers les zones plus sécurisées), notamment le long des frontières, ce qui favorise le commerce illicite, la montée des groupes armés non étatiques et la migration illégale. La violence armée a forcé un nombre sans précédent de civils à abandonner leurs foyers à la recherche de zones plus stables. Les dynamiques conflictuelles observées dans la région allient des problématiques très anciennes (liées aux castes, partage des ressources, transition démocratique et décentralisation) sur lesquelles se sont greffées des situations plus récentes (installation des groupes armés, insécurité résiduelle).

Le programme AILP renforce la collaboration entre les acteurs de la société civile, y compris entre les pays, les services déconcentrés de l'état, les mairies des communes, la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) pour mutualiser leurs efforts en matière de consolidation de la paix et d'amélioration de la sécurité dans la zone du Liptako Gourma. Les activités de suivi ont été conduites conjointement par Mercy corps et ses partenaires de mise en œuvre. Il s'agit du suivi de routine sur le terrain, les évaluations de référence et finale. Le programme a permis d'adresser les facteurs clés qui sont à la base des conflits dans la zone du Liptako-Gourma à travers les microprojets portés par les acteurs exclus ou marginalisés (femmes, jeunes, éleveurs) et en priorisant les thématiques clés suivantes :

- Impact du changement climatique et des risques climatiques : réduction de la violence liée à l'accès, à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, pâturages) ;
- Mobilité et déplacement : prévention de la violence inter et intra-communautaire ;
- Prévention de la violence liée aux crimes organisés et aux groupes armés non étatiques.

**L'objectif global du programme AILP** est de renforcer les capacités des organisations de la société civile locales pour la promotion d'une paix positive et de gestion non violente des conflits dans la zone du Liptako-Gourma.

Pour atteindre cet objectif, Mercy Corps se concentrera sur trois résultats en coordination avec les partenaires OSC/OCB dans les 3 pays. Ces trois résultats sont les suivants :

**Résultat 1** : Un mécanisme de financement rapide d'interventions ponctuelles à destination des organisations de la société civile locales du Liptako-Gourma pour résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées est fonctionnel ;

**Résultat 2** : Les capacités des organisations de la société civile locale à identifier, planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer des projets répondant aux préoccupations des communautés locales et visant la prévention et la gestion non violente des conflits ;

**Résultat 3** : Les organisations de la société civile locale dans la zone du Liptako-Gourma documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires afin de démultiplier les effets des activités organisées et de créer des tremplins vers de nouvelles opportunités.

Le programme est mis en œuvre par Mercy Corps à travers des organisations de la société civile (OSC) locales et les structures étatiques chargées des questions de paix et de cohésion sociale dans les trois pays du sahel à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger. C'est un projet d'une durée de 24 mois allant du 18 février 2022 au 17 février 2024. Cependant, il a bénéficié d'une extension sans couts de 6 mois, ce qui a rallongé sa durée à 30 mois (du 18 février 2022 au 24 Aout 2024). Ce programme biannuel est basé sur la théorie du changement (**TOC**) suivante :

**SI** des initiatives et projets de la société civile burkinabè, malienne et nigérienne sont développés et soutenus techniquement et financièrement pour assurer la sécurité humaine et la cohésion sociale dans la région du Liptako-Gourma, **SI** les capacités des organisations de la société civile locale en analyse, prévention et gestion des conflits sont renforcées ET **SI** elles sont accompagnées à se mettre en réseau, échanger et évaluer les résultats de leurs actions, **ALORS** ces organisations de la société civile contribueront à réduire significativement et durablement les facteurs de conflits au niveau local, contribuant ainsi au développement de la sécurité, de la paix et la cohésion sociale dans la zone du Liptako-Gourma.

Ce programme AILP fait l'hypothèse que les organisations de la société civile de la région ont un meilleur accès aux zones reculées de la région du Liptako-Gourma et une meilleure connaissance des problématiques conflictuelles localisées. Par conséquent, elles sont les mieux placées pour répondre aux situations de conflits et aux défis de paix rencontrés au niveau local. Afin de mieux tirer parti de leur ancrage sur le terrain, et faisant suite à une évaluation organisationnelle préalable pour identifier et analyser les besoins qu'elles auraient, Mercy Corps a proposé une intervention à la carte (renforcement des capacités organisationnelles, formation en gestion de projet, gestion financière, rapportage, le suivi et l'évaluation, analyse et gestion des conflits, médiation, communication, etc.) visant à renforcer leurs capacités. Un accent particulier a été mis sur l'analyse approfondie du contexte, des conflits et le renforcement de la capacité en prévention et gestion des conflits comme gage de notre engagement à l'approche "Ne Pas Nuire" et de qualité de l'intervention proposée. Dans le cadre de l'ensemble des programmes de cohésion sociale et de gestion des conflits mis en œuvre récemment par Mercy Corps dans la zone, les organisations locales avec lesquelles nous travaillons, qu'elles soient de petites ou moyennes OSC ou de très petites organisations communautaires tels que les groupements de jeunes, de femmes, mettent l'accent sur la nécessité de renforcer leurs capacités organisationnelles et surtout techniques sur les volets analyses des conflits, processus de gestion pacifique, processus de médiation et négociations basés sur les intérêts, processus de communication. De plus, ces compétences acquises sont attachées à l'individu qui les a acquis, en plus d'être partagées au niveau de la structure, améliorant ainsi les capacités d'intervention de la structure en plus des capacités individuelles qui pourront être utilisées à nouveau dans d'autres contextes et lors d'autres expériences de vie. La sensibilisation et la formation sur ces thématiques sont donc cruciales pour Mercy Corps pour assurer la durabilité de l'intervention.

Mercy Corps conduit une évaluation finale pour mettre en évidence les performances du programme en termes d'atteinte des objectifs et les écarts, les effets du projet, de meilleures pratiques et de formuler des recommandations qui vont permettre à d'autres programmes de ce genre d'avoir des résultats satisfaisants.

## 1.1. JUSTIFICATION DE L'ÉVALUATION / ZONE D'ÉTUDE

Conformément au planning de mise en œuvre du programme AILP, à la fin de la deuxième année du programme après la mise en œuvre des activités, une évaluation finale des performances doit être réalisée par une partie externe. Cette évaluation est une partie intégrante de la gestion du cycle de projet et intégrera des modules nécessaires à l'évaluation des activités. L'étude a été réalisée dans les trois (3) pays d'intervention du programme AILP, à savoir au Burkina Faso, au Mali et au Niger. La zone géographique ciblée comprend la région de Tillabéri au Niger (dans huit (8) communes (Dessa, Sakoir, Ayorou, Say, Tamou, Ouro Guéladio, Abala, Sanam), au Burkina Faso dans trois (03) communes de la région du Nord à savoir Ouahigouya, Namissiguima, Séguénéga et dans trois (03) communes de la région de la Boucle du Mouhoun (Nouna, Djibasso et Madouba) et les régions de Bandiagara, Gao et Menaka au Mali (dans six (6) communes de la région de Bandiagara (Bandiagara, Soroly, Koro, Koporo Pen, Bankass, Kani Bonzoni) ; dix (10) communes de la région de Gao (Gao, Sony Aliber, Gounzoureye, Bourem, Taboye, Tarkint, Ansongo, Ouattagouna, Tessit, Bara) et quatre (4) communes de la région de Menaka (Menaka, Zgarette, Assakaraye, Tinabaw)).

## 1.2. Rappel des objectifs de l'étude

Cette évaluation est une évaluation externe et vise à la fin de la mise en œuvre du programme, d'évaluer sa performance en termes de pertinence par rapport au contexte sécuritaire, économique et politique. Elle vise à évaluer l'efficacité en termes d'atteinte des objectifs, d'impact, de durabilité à l'avenir et le succès de l'intégration du genre afin de fournir les informations nécessaires pour apprécier les plans initiaux et connaître l'efficacité de la stratégie de mise en œuvre. Le but est de savoir/comprendre l'atteinte des résultats escomptés à la fin de la mise en œuvre du programme

- De façon spécifique, il s'agit de :
- Évaluer la pertinence du programme ;
- Évaluez les progrès globaux (ou leur absence) et détectez les signes de réussite ou d'échec ;
- Examiner la gestion du projet pour assurer son alignement avec la réalisation des « réalisations » ou des « effets directs » (résultats) ainsi qu'avec l'exécution des activités ;
- Évaluer le degré de satisfaction des différents intervenants et participants au programme en fonction des résultats obtenus à la date de l'évaluation ;
- Identifiez d'autres problèmes ;
- Évaluer la durabilité des activités réalisées ;
- Définir l'orientation pour d'autres programmes de ce genre dans le Liptako-Gourma ;
- Tirer les enseignements sur la conception, l'exécution et la gestion du programme dans les 3 pays.

## II. METHODOLOGIE D'EVALUATION

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette évaluation a été essentiellement participative. Elle a combiné l'approche qualitative et quantitative dans l'objectif de faire une analyse de la contribution du projet aux résultats attendus, ou inattendus, positifs ou négatifs. Elle a permis de toucher les acteurs cibles du projet notamment les **bénéficiaires directs** : les OSC/OBC, la communauté bénéficiaire de la zone d'intervention, etc.

La phase pratique de l'étude s'est faite suivant les étapes ci-après : une rencontre de cadrage **tenue en ligne (en mode virtuel) via Microsoft Teams le 14/08/2024 entre l'équipe du commanditaire**, suivi d'un état des lieux de l'information à travers la revue documentaire (**voir en annexe 4 : Bibliographie pour l'ensemble des documents consultés**) et l'élaboration du rapport de démarrage prenant en compte l'échantillon quantitatif/qualitatif, les outils, le planning et les stratégies de mise en œuvre de la mission.

### 2.1. Détermination de l'échantillon

Pour des raisons de comparaison le processus d'échantillonnage des données quantitatives à l'évaluation finale a suivi celui de la Baseline. Les étapes de l'échantillonnage sont les suivantes :

#### ➤ **Approche quantitative**

**Étape 1 : Echantillonnage géographique** : Au premier degré, 100% des régions et des communes des 3 pays de mise en œuvre du projet ont été retenus sauf la région de Ménaka au regard de la situation sécuritaire.

**Étape 2 : Type d'échantillonnage des bénéficiaires** : La méthode probabiliste a été retenue pour la constitution des échantillons pour l'enquête ménage. L'échantillonnage par grappe a été utilisé et a constitué à sélectionner aléatoirement un échantillon des villages qui ont fait l'objet de l'enquête et ensuite on a tiré un échantillon de ménages à enquêter dans chaque village sélectionné. Pour l'enquête auprès des OSC/OBC, l'échantillon sera constitué d'au moins 75% de l'ensemble des OSC/OBC.

**Étape 3 : Calcul statistique des échantillons** : La formule pour calculer la taille de l'échantillon pour l'enquête est la suivante :

$$n = deff \frac{z^2(p(1-p))N}{e^2(N-1) + z^2(p(1-p))}$$

n=taille échantillon, deff=effet de grappe (2), z=intervalle de confiance (95%), p=proportion des participants par rapport à un des six (6) indicateurs qui donne le plus grand n par défaut p=50%, e=une marge d'erreur (5%), N=taille de la population réelle ou estimée

En appliquant la formule ci-dessus, on obtient après tout calcul fait, la taille de l'échantillon total de 765 ménages pour toute la zone d'intervention, soit proportionnellement 243 ménages pour le Niger, 220 pour le Burkina et 302 pour le Mali.

**Étape 4 : Répartition des échantillons par village** : Le nombre de ménage à enquêter dans chaque village a été reparti de façon équitable dans chaque village échantillonné en tenant compte du sexe, l'âge du chef de ménage, soit un nombre constant de 20 ménages a été sélectionné pour administrer le questionnaire. La répartition de l'échantillon par village est présentée **en annexe 11**.

**Étape 5 : Choix des ménages échantillonnés dans les villages** : Dans chaque village, ont été identifiés et enquêtés les ménages échantillonnés sur la base d'un choix aléatoire ou une répartition en divisant l'échantillon village par le nombre de quartier ou le nombre de parties raisonnables qui constituent le village sous le guide d'une personne ressource du village avant de procéder à l'enquête.

Les ménages enquêtés sont les bénéficiaires directs des OSC/OCB dans les zones d'intervention du projet AILP dans les 3 pays.

### ➤ **Approche qualitative**

**Pour les données qualitatives** (pas besoin d'échantillon mais de choix raisonné à valider par le commanditaire). Pour les données qualitatives c'est la saturation (la représentativité) qui détermine l'arrêt des entretiens. Nonobstant cette disposition, le consultant consent déterminer un seuil minimal (définition d'échantillon minimal qui est représentatif) à partir duquel seulement l'on pourra observer le niveau de saturation. A cela s'ajoute les critères de choix des différents acteurs en se basant sur leur niveau d'implication et de participation aux activités de mise en œuvre. L'échantillon a varié d'une personne (pour entretien individuel) à au moins 6 personnes pour les entretiens de groupes (maximum 12 personnes). Au total 38 personnes touchées pour les entretiens individuels et 24 focus groups dont 8 par pays (Burkina Faso, Mali et Niger) ont permis de toucher au moins 144 personnes. Trois (3) entretiens individuels n'ont pas été réalisés au niveau du Burkina Faso pour des raisons de contraintes à leur disponibilité, soit un taux de réalisation de 92% pour l'ensemble des entretiens individuels dans les 3 pays. Le nombre d'entretien réalisé pour chaque cible est présenté en **annexe 12**.

## **2.2. Mobilisation des ressources et stratégie de collecte des données**

En plus **des trois (03) consultants**, les équipes suivantes ont été mobilisées pour la collecte d'information :

- Trois (3) équipes constituées de 20 enquêteurs dont six (6) au Burkina Faso, six (06) au Niger et huit (08) au Mali ont été recrutées et formées pour la collecte des données quantitatives.
- Une équipe de cinq (05) superviseurs dont un (01) par région a été recrutée et formée (dont 2 au BF, 2 au Mali et 1 au Niger). Ils avaient la responsabilité d'assurer le bon déroulement de la collecte des données par les enquêteurs.
- Une formation de deux (02) jours y compris le prétest a été organisé pour les différentes équipes d'agents de collecte de données et de superviseurs afin de leur permettre de peaufiner et maîtriser la démarche et de s'approprier les outils. Les enquêteurs déployés par groupe dans les différentes zones échantillonnées ont procédé à la collecte des informations quantitatives et qualitatives. La collecte de données s'est déroulée du 09 au 17 septembre 2024 pour le Niger, du 13 au 18 septembre 2024 pour le Mali et du 16 au 24 Octobre 2024 pour le Burkina Faso. Elle a débuté après la validation du rapport de démarrage par le commanditaire et l'obtention des différentes lettres d'accréditation.

## **2.3. Traitement, analyse des données et rapportage**

Les données collectées à partir des tablettes envoyées sur la plateforme ONA (utilisée par Mercy Corps pour héberger ses données collectées sur le terrain) ont été exportées vers les logiciels SPSS et Excel pour vérification, apurement et analyse. Les données qualitatives dont l'objectif est la détermination des tendances des informations, ont fait l'objet d'une analyse de contenu. Le traitement a permis d'organiser l'information disponible pour répondre à l'ensemble des questions évaluatives.

## **2.4. Assurance qualité**

De façon générale, l'assurance qualité des données se résume selon les points suivants :

- Superviser et contrôler la collecte des données et le téléchargement des données sur la plateforme ;
- Rendre compte quotidiennement de l'avancement de l'enquête et à effectuer des contrôles de qualité indépendants sur les données au fur et à mesure de leur collecte ;
- Gérer les données conformément aux procédures et réglementations pertinentes en matière de protection des données ;

- Le processus de traitement et d'analyse des données qui a fait l'objet d'un contrôle qualité afin de disposer d'une base de données fiable et exploitable ;
- La protection des données faite avec l'utilisation d'une plateforme de référence (ONA) pour le stockage des données collectées sur le terrain. Une fois l'entretien fini, l'enquêteur est chargé d'envoyer le questionnaire finalisé sur la plateforme. Les données collectées sont envoyées dans la plateforme de façon instantanée.

## **2.5. Difficultés rencontrées et limites de l'évaluation**

- Au regard de l'inaccessibilité dans certaines localités à cause de la situation sécuritaire, les échantillons de ces communes et villages ont été reversés dans certains villages où le nombre total de ménage est élevé dans le pays concerné ramenant l'échantillon initiale de 20 à 40 ménages dans certaines localités ou remplacés par d'autres villages accessibles dans l'objectif de garder le même échantillon qu'à la baseline et faciliter la comparaison.
- Un retard accusé dans la collecte de données au niveau du Burkina Faso dû à l'obtention tardive de la lettre d'accréditation auprès du Ministère l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale autorisant la collecte de données sur le terrain. Ce retard a affecté tout le processus de la mission notamment la phase de terrain, traitement de données et le rapportage nécessitant l'établissement d'un avenant pour la suite du processus.

Malgré ces difficultés rencontrées, nous concluons que cela n'a pas entravé le processus de collecte et la qualité des résultats car l'échantillon initial a été respectée et a permis de faire les comparaisons entre les données de la baseline et celles de l'endline.

### III. RESULTATS

#### 3.1. Analyse de la pertinence

##### 3.1.1. Pertinence du projet par rapport au contexte et priorités des pays en matière, de cohésion sociale, de consolidation de la paix et de développement

Il s'agit ici de vérifier la contribution du projet à la réalisation des axes stratégiques des priorités des trois pays au niveau national et international en lien avec la consolidation de la paix et la cohésion sociale. L'analyse se fera à travers le PNDES pour le Burkina Faso, le Cadre Stratégique pour la Relance Économique Et le Développement Durable (CREED du Mali), la Stratégie National de la Prévention de la Radicalisation et de l'Extrême Violent (SNPREV) pour le Niger et les Objectifs de Développement Durable (ODD) sur le plan international.

#### - **Pertinence par rapport au Plan national de développement économique et social (PNDES-II) du Burkina Faso**

Le tableau ci-dessous présente l'analyse de la cohérence des résultats du projet en lien avec les axes stratégiques du PNDES-II 2021-2025.

**Tableau 1 : Cohérence du projet par rapport au PNDES-II 2021-2025**

Axes stratégiques / Objectifs spécifiques	Objectifs spécifiques	Actions développées
<p><b>Axe 1</b> : Consolider la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la Paix à travers son OS 1.1 : renforcer la résilience des populations et des communautés au risque de basculement dans la radicalisation et l'extrémisme violent ; et OS 1.3 : renforcer la cohésion sociale et la paix</p>	<p><b>Objectif spécifique 1</b> : Réduire la violence liée à l'accès, à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, pâturages)  <b>Objectif spécifique 2</b> : Prévenir la violence inter et intra-communautaire  <b>Objectif spécifique 3</b> : Prévenir la violence liée au crime organisé et aux groupes armés non étatiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation des jeunes sur les valeurs traditionnelles et culturelles favorables à la prévention et gestion de conflits.</li> <li>- Mise en place et dynamisation des structures de prévention et de gestion des conflits ruraux</li> <li>- Renforcement des capacités des leaders communautaires et locaux, des jeunes et des femmes en matière de prévention et gestion de conflits liés à l'accès, au contrôle et à l'exploitation des ressources naturelles partagées</li> <li>- Renforcement de capacité technique et opérationnelle</li> <li>- Implémentation de l'approche sensibilité aux conflits</li> <li>- Espaces de dialogue entre les représentants de l'Etat, les élus locaux et les communautés</li> </ul>

**Source** : Revue documentaire, évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

Les actions développées par le projet AILP à travers ses objectifs spécifique 1, 2 et 3 prennent en compte les orientations du PNDES-II au niveau de l'Axe 1 : Consolider la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la Paix à travers son OS 1.1 : renforcer la résilience des populations et des communautés au risque de basculement dans la radicalisation et l'extrémisme violent ; et OS 1.3 : renforcer la cohésion sociale et la paix.

#### - **Analyse de la cohérence par rapport au Cadre Stratégique pour la Relance Économique Et Le Développement Durable (CREED 2019 – 2023)**

L'analyse de la prise en compte de la vision de l'Etat pour le développement économique et durable dans la mise en œuvre des actions du projet est présentée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 2 : Cohérence par rapport au CREED**

Axes stratégiques / Objectifs stratégiques	Objectifs spécifiques du projet	Actions développées
Axe stratégique 1. Consolidation de la démocratie et amélioration de la Gouvernance à travers son <b>Objectif spécifique 1.3.1. Améliorer la gouvernance locale</b>	Objectif spécifique 1 : Réduire la violence liée à l'accès, à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, pâturages) à travers le résultat 1	- Renforcement de capacité technique (médiation, technique de négociation par intérêt, Ne pas Nuire, sensibilité au conflits) et opérationnelle -Espaces de dialogue entre les représentants de l'Etat, les élus locaux et les communautés
Axe stratégique 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et renforcement du vivre ensemble à travers son <b>Objectif spécifique 2.1.2. Assurer la protection des citoyens et prévenir et gérer les Conflits intercommunautaires en vue d'améliorer la cohésion sociale</b>	Objectif spécifique 2 : Prévenir la violence inter et intra-communautaire	-Mise en place et dynamisation des structures de prévention et de gestion des conflits ruraux (COFO, comté de paix) -Promotion des initiatives de dialogue interreligieux, interculturel et intercommunautaire Le compte rendu des actions menées aux collectivités
	Objectif spécifique 3 : Prévenir la violence liée au crime organisé et aux groupes armés non étatiques.	-Le dialogue communautaire et d'assemblées générales publiques - Caravane de paix et de sensibilisation

**Source :** Revue documentaire, évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

Les objectifs 1, 2 et 3 du projet s'insèrent parfaitement dans les actions prônées par l'axe stratégique 1 et 2 du CREED 2019-2023. Les espaces de dialogue, la mise en place et la dynamisation des structures de gestion des conflits locaux, les renforcements de capacité des autorités et leaders communautaires sont entre autres des actions qui concourent à l'atteinte des objectifs stratégiques 1.3.1 et 2.1.2. du CREED.

- **Pertinence par rapport à la Stratégie National de la Prévention de la Radicalisation et de l'Extrême Violent (SNPREV) pour le Niger**

La cohérence entre les Objectifs spécifiques/ actions développées par le projet et les orientations des axes stratégiques de la SNPREV est présentée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 3 : Cohérence par rapport à la SNPREV**

Axes stratégiques / Programmes	Objectifs spécifiques	Actions développées
<b>Axe stratégique 1 :</b> Atténuation des facteurs propices à la radicalisation et de l'extrémisme violent à travers son Programme 1 : Atténuation de la radicalisation et de l'extrémisme violent	<b>Objectif spécifique 1 :</b> Réduire la violence liée à l'accès, à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, pâturages)	- Sensibilisation des jeunes sur les valeurs traditionnelles et culturelles favorables à la prévention et gestion de conflits. - Mise en place et dynamisation des structures de prévention et de gestion des conflits ruraux - Renforcement des capacités des leaders communautaires et locaux, des jeunes et des femmes en matière de prévention et gestion de conflits liés à l'accès, au contrôle et à l'exploitation des ressources naturelles partagées
<b>Axe stratégique 3 :</b> Développement de la résilience des populations face à la radicalisation et à l'extrémisme violent à travers son Programme 5 : Renforcement des capacités locales et communautaires pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent	<b>Objectif spécifique 2 :</b> Prévenir la violence inter et intra-communautaire <b>Objectif spécifique 3 :</b> Prévenir la violence liée au crime organisé et aux groupes armés non étatiques.	- Renforcement de capacités technique et opérationnelle - Implémentation de l'approche sensibilité aux conflits - Espaces de dialogue entre les représentants de l'Etat, les élus locaux et les communautés

**Source :** Revue documentaire, évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

Les actions développées telles que la mise en place et dynamisation des structures de prévention et de gestion des conflits ruraux, le renforcement des capacités des leaders communautaires et locaux, des jeunes et des femmes en matière de prévention et gestion de conflits liés à l'accès, au contrôle et à l'exploitation des ressources naturelles partagées et l'organisation des dialogues communautaires à travers les objectifs 1,2 et 3 s'alignent sur les programmes 1 «Atténuation de la radicalisation et de l'extrémisme violent » et 5 « Renforcement des capacités locales et communautaires pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent » à travers respectivement l'axe stratégique 1 «Atténuation des facteurs propices à la radicalisation et de l'extrémisme violent » et l'axe stratégique 3 qui est le développement de la résilience des populations face à la radicalisation et à l'extrémisme violent.

- **Pertinence par rapport aux Objectifs de Développement Durable (ODD)**

La cohérence entre les actions/objectifs du projet et les orientations des ODD est présentée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 4 : Pertinence par rapport aux Objectifs de Développement Durable (ODD)**

Objectifs du développement du Durables	Objectifs spécifiques	Actions développées
<b>Objectif 10</b> : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre	<b>Objectif spécifique 1</b> : Réduire la violence liée à l'accès, à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, pâturages)	- Approche participative et inclusion à travers la prise en compte du genre (hommes, femmes, jeunes, PDI et personnes vivantes avec un handicap) - Sensibilisation de la communauté sur les valeurs traditionnelles et culturelles favorables à la prévention et gestion de conflits.
<b>Objectif 16</b> : Promouvoir l'avènement des sociétés pacifiques et ouverts aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes	<b>Objectif spécifique 2</b> : Prévenir la violence inter et intra-communautaire	- Mise en place et dynamisation des structures de prévention et de gestion des conflits ruraux - Renforcement des capacités des leaders communautaires et locaux, des jeunes et des femmes en matière de prévention et gestion de conflits liés à l'accès, au contrôle et à l'exploitation des ressources naturelles partagées
<b>Objectif 17</b> : Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le relativiser	<b>Objectif spécifique 3</b> : Prévenir la violence liée au crime organisé et aux groupes armés non étatiques	- Renforcement de capacités technique et opérationnelle structures économiques - Implémentation de l'approche sensibilité aux conflits - Promotion de l'économie locale à travers les AGR

**Source** : Revue documentaire, évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

A travers l'approche participative et inclusive (prise en compte du genre hommes, femmes, jeunes, PDI et personnes vivantes avec un handicap) et les actions développées notamment la promotion de l'économie locale à travers les AGR, la sensibilisation de la communauté sur les valeurs traditionnelles et culturelles favorables à la prévention et gestion de conflits, la mise en place et redynamisation des structures de prévention et de gestion des conflits ruraux, etc., le projet AILP s'aligne sur les ODD10, ODD16 et 17 des objectifs du Développement Durable.

*Il apparaît donc à la suite de cette revue documentaire de conclure qu'en travaillant avec les organisations locales et en s'alignant sur les politiques/stratégies gouvernementales dans le cadre de promotion de la paix, la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans les 3 pays, le projet AILP est en droite ligne avec les visions des priorités de ces trois pays et celles des Objectifs de Développement Durable (ODD).*

**3.1.2. Pertinence par rapport au choix de partenariat avec les organisations formelles et informelles (OSCs/OCBs) au détriment des grosses structures d'envergure nationale**

Le Liptako-Gourma est une vaste région s'étendant sur le Niger, le Mali et le Burkina Faso avec des zones peu peuplées où la présence de l'État est faible, notamment le long des frontières. Ces frontières poreuses sont mal contrôlées, ce qui favorise le commerce illicite, la montée des groupes armés non étatiques et la migration illégale. La faible présence du gouvernement sur le terrain et l'inexistence de services de base contribuent également à un sentiment d'exclusion et d'abandon.

Au regard du contexte sécuritaire et des causes des conflits affectant leurs communautés, le choix du partenariat avec les associations locales est primordial car elles sont en mesure d'identifier et de proposer des solutions à leurs problèmes. Le partenariat avec les organisations locales permet une facilité dans la mobilisation des populations cibles du fait de leur proximité et l'utilisation des stratégies d'adaptions dans la mise en œuvre des activités du projet dans un contexte très volatile de la situation sécuritaire. Ceci renforce davantage l'idée selon laquelle, la collaboration entre les ONG et les organisations locales est primordiale dans l'implémentation des projets.

L'on note aussi le caractère inclusif et sensibilité aux conflits du projet AILP a nécessité l'implication de plusieurs acteurs notamment les associations locales et les services étatiques (les Gouverneurs, les Préfets/président de délégation spéciale, les Maires, Secrétaires généraux, les services techniques de l'Etat, les ministères partenaires, etc.) dans la mise en œuvre de ces activités. Ces acteurs du pouvoir public et local dans les trois pays (Burkina Faso, Mali et Niger) sont plus ou moins les entités normalement en charge de la promotion de la cohésion sociale tant au niveau communautaire, local que national. Cependant, la dégradation continue de la situation sécuritaire et les mouvements massifs de populations qui s'en suivent ainsi que l'insuffisance de ressources financières empêchent ces entités d'assumer et d'assurer leurs rôles régaliens auprès de leurs communautés.

C'est ce cadre que le projet apporte des solutions à travers ses actions visant à atténuer ces insuffisances au niveau des gouvernements de ces trois pays en réduisant la vulnérabilité des groupes les plus touchés et en renforçant leur capacité d'adaptation face aux effets du changement climatique et des risques climatiques liée à l'accès, à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, pâturages) et face aux conflits sociaux.

Selon le PDS de Djibasso à travers ces propos, « **le choix des OSC était pertinent car elles connaissent bien le vécu de la population, de plus elles sont plus proche de la communauté, cette approche permet à la communauté de s'approprier du projet. Ce qui ne sera évident pour les structures d'envergure nationale. Il faut également dire que les organisations formelle et informelle ont une part de redevabilité après le projet vis à vis de leurs communautés** »

*Les indices qui montrent que les OSCs sont mieux placées pour conduire les activités de cohésion sociale dans les localités d'intervention sont notamment une meilleure connaissance des problématiques conflictuelles localisées, un meilleur accès aux zones reculées et une facilité dans la mobilisation et l'adhésion des bénéficiaires car elles sont issues de la communauté elle-même.*

### **3.1.3. Pertinence des objectifs du projet par rapport aux groupes cibles et leur perception programme par rapport à leur attentes /besoins.**

Depuis quelques années, la région du Sahel, notamment le Liptako-Gourma connaît un contexte de crise humanitaire dû à la fois à des conflits armés et aux changements climatiques entraînant des déplacements massifs des populations. Ce contexte entraîne **une forte concurrence face à l'accès aux ressources naturelles existantes**, indispensables aux économies locales fondées principalement sur le pastoralisme et l'agriculture, mais qui s'épuisent de jour en jour, ce qui affecte profondément les dispositifs de gestion agro-pastoraux. La pression foncière contribue à accentuer les divergences entre les intérêts des agriculteurs et ceux des éleveurs car l'accroissement nécessaire de la production entraîne l'expansion des terres cultivées. Les conditions d'accès aux aires de pâturages, aux couloirs de passage et aux puits pastoraux peuvent dégénérer en conflits entre agriculteurs et éleveurs pendant les périodes de transhumance. Le projet AILP, à travers son objectif spécifique (OS1) « **Réduire la violence liée à l'accès, à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau,**

**pâturages)** », vise à renforcer les capacités des OSC locales et communautés dans la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale. Aussi, à travers son objectif spécifique (OS2) « **Prévenir la violence inter et intra-communautaire** », le projet met l'accent sur les mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits au sein de communautés bénéficiaires. Son objectif spécifique (OS3) « **Prévenir la violence liée au crime organisé et aux groupes armés non étatiques** », vise la capitalisation des bonnes pratiques dans la prévention de violence liée au crime organisé à travers le Résultat 3 : Les organisations de la société civile locale dans la zone du Liptako-Gourma documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires afin de démultiplier les effets des activités organisées et de créer des tremplins vers de nouvelles opportunités.

L'analyse des objectifs du projet **montre qu'il cadre parfaitement avec les besoins des groupes cibles et contribue à réduire la vulnérabilité des groupes les plus affectés** par ce contexte de crise humanitaire et à renforcer la cohésion sociale dans les communautés bénéficiaires.

L'appréciation de bénéficiaires par rapport au bien-fondé du projet montre combien le projet répond à leurs attentes. Propos recueillis lors des entretiens avec les leaders locaux dans le village d'Ayorou Goungou (commune de Ayorou) « **Nos connaissances en matière de gestion de conflits étaient insuffisantes, grâce aux activités de renforcement sur la prévention et la gestion des conflits et les activités de sensibilisation dont nous avons bénéficié, il y a un changement de comportements entre les personnes déplacées (PDI) et la population hôte dans leur vivre ensemble, nous vivons en symbiose et il y a de l'entre aide**».

Les propos recueillis avec le Gouvernorat à Gao au Mali se résument comme ceci « **Aujourd'hui au Mali les priorités les plus importantes sont la paix, la cohésion sociale et le développement pour nos communautés, ces priorités ont été prises en compte dans la mise œuvre du projet AILP à travers les activistes de renforcements de capacités, de sensibilisation, de plaidoiries, de mise en place des comités et de développement économique des communautés à travers des AGR, etc.** ».

Selon les propos recueillis d'un des OSC-OCB / partenaires de mise en œuvre dans les communes/villages d'intervention : « **le bien fondé du projet AILP réside dans le choix de travailler avec nous les organisations locales qui est un transfert de compétences et qui nous permet d'identifier les problèmes et de les solutionner à travers la mise en œuvre des micro-projets, cela a été un cas d'école pour nous les OSC à travers le renforcement de capacité, de planification, de mise en œuvre, de suivi et de capitalisation de bonnes pratique**».

A travers les entretiens avec les femmes participant au programme dans la commune de Koporo Pen, il ressort ceci « **Notre site maraîcher était délaissé à cause des problèmes liés à l'eau mais grâce à la réhabilitation du site maraîcher, nous avons repris les activités sur le site, nos capacités de productions ont été renforcées et grâce aux enseignements reçus sur le vivre ensemble, les femmes du village se fréquentent** ».

Le responsable de l'association de jeunes leaders (COBN) de la commune de Bourem dit ceci « **Avant l'intervention du projet AILP, il avait des conflits entre les jeunes lors des tournois de football mais avec les renforcements des capacités des arbitres des tournois de Football, il y a une réduction de violence liée à ces tensions entre jeunes.** » et aussi les propos recueillis d'un membre de l'association ABKL dans la commune de Sony ali Ber qui dit ceci « **nos conducteurs de tricycles n'avaient pas de permis de conduire et cela constitue un risque dans la circulation pouvant entrainer des conflits mais le renforcement de leur capacité et l'octroi de permis de conduire des tricycles ont permis d'améliorer la conduite de ces engins à 3 roues** ».

Selon les propos du PDS de Djibasso, « **Il y'avait un besoin de conscientiser la population, car la communauté était en manque d'information sur les valeurs communautaires et sur la paix dans les**

**activités de sensibilisation et la journée communautaire implémentées par le projet répond même à l'engagement du gouvernement dans le cadre la promotion de paix et la cohésion sociale »**

*Au regard des appréciations et des propos recueillis au niveau des bénéficiaires, témoignant que AILP a été une réponse à l'ensemble des problèmes mentionnés, nous concluons que la pertinence des actions est avérée bien que la situation sécuritaire n'ait pas facilité la mise en œuvre. L'on note que le projet a su tirer profit de la stratégie faire-faire en impliquant les OSC locales, les STD, les autorités administratives / locales et la communauté bénéficiaire qui a consisté à responsabiliser tous ces acteurs à travers la mise œuvre, le ciblage géographique, l'identification des besoins et le choix des micro-projets, la sélection et le suivi dans l'objectif d'implémenter les activités malgré le contexte d'insécurité.*

**3.1.3. Pertinence des approches du projet pour une éventuelle répliation**

L'analyse de la pertinence par rapport à la stratégie de mise en œuvre du projet est présentée dans le tableau ci-dessous

**Tableau 5 : Pertinence des approches utilisées du projet**

Stratégies d'intervention	Pertinences rapport aux cibles	Forces	Insuffisances/ limites/actions à améliorer
Implication des associations locales (OSC, OCB) en tant que partenaires de mise en œuvre du projet AILP	- Facilité dans la mobilisation des bénéficiaires	- Passerelle entre l'équipe du projet et la communauté - Participation à l'efficacité et à la durabilité du projet ; - Responsabilisation des OSC/OCB.	- Double intermédiation avec les OSC et OCB - Nécessite plusieurs séances de renforcement de capacité (recyclage) - Non écriture d'une stratégie de sorties assortie d'un budget pour la continuité des activités après le projet
Mise en place de comité de sélection et de suivi des OSC	- Identification des OSC compétents - Implications des OSC des femmes et des jeunes (couches vulnérables)	- Sélection à travers les critères OSC/OCB compétentes et disponibles maîtrisant leurs problèmes - Implication des services techniques lors de la sélection et le suivi	- Suivi à distance parfois à cause de l'insécurité (limite)
L'approche genre	Implication des couches vulnérables /marginalisées (femmes, jeunes, éleveurs, etc.)	- Forte prise en compte des femmes, jeunes, lors de la conception du projet - 35% des OSC et OCB sont dirigées par des femmes et des jeunes	- Faible prise en compte du des personnes en situation de handicap dans la conception du projet - Les pesanteurs socio-culturelles sur la prise en compte du genre
Collaboration avec les partenaires tels que les services techniques déconcentrés, les collectivités territoriales, les gouvernorats, les hauts-commissaires et les directions des ministères	- Respect du rôle régalien des SDT ; - Prise en compte de leurs orientations pour la mise en œuvre des activités	- Participation à la mise en œuvre des activités ; - Facilite la durabilité des acquis du projet ; - Participation aux choix des meilleurs OSC - Signature de protocoles de partenariat	- Le projet n'a pas budgétisé le suivi des activités par les STD après la fin du projet
Approche sensibilité aux conflits/ Do No Arm	- Nécessaire pour la mise en œuvre dans tout le cycle de vie du projet dans un environnement hostile. - Implication des acteurs clés au niveau communal et communautaire - Adaptation à la dynamique	- Définition et mise en place des stratégies d'adaptation sensible aux conflits des OSC formées	Nécessite plusieurs séances de renforcement de capacité (recyclage)

	contextuelle face à la mobilité des bénéficiaires		
--	------------------------------------------------------	--	--

Source : Entretien terrain évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

En conclusion, les stratégies utilisées dont les principaux aspects sont analysés dans le tableau ci-dessus ont été pertinentes dans la mise en œuvre du projet AILP. Les stratégies qui ont permis d'engranger de bons résultats sont intégrées dans le savoir-faire des différentes communautés et sont facilement répliquables dans la prévention et gestion de conflits. A ces stratégies énumérées, il faut ajouter la flexibilité du projet qui a permis d'anticiper et d'opérer des adaptations (sensibilité aux conflits) face à la situation d'insécurité.

### 3.1.4. Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces au niveau de la conception

Le tableau ci-dessous présente le SWOT au niveau de la conception.

**Tableau 6 : Forces, faiblesses, opportunités et menaces au niveau de la conception**

Forces	Faiblesses /insuffisances
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification des partenaires locaux de mise en œuvre ;</li> <li>- Implication des bénéficiaires à travers les diagnostics communautaires ;</li> <li>- Prise en compte du genre (15-35 ans) jeunes (hommes et femmes) ;</li> <li>- Flexibilité du projet dans le choix des micro-projets communautaires ;</li> <li>- Mise en place des comités de sélection et suivi</li> <li>- Implication des services techniques ;</li> <li>- Pertinence des activités des projets car répond aux besoins des jeunes, des femmes et de la communauté ;</li> <li>- Pertinence des approches (approches multisectorielles, approche sensibilité aux conflits) ;</li> <li>- Identification des activités de renforcement de capacités en l'endroit des OSC/OCB ;</li> <li>- Implication des services techniques lors de la réalisation des évaluations des besoins pour la conception du projet ;</li> <li>- Identification des risques et stratégie de mitigation</li> <li>- Cohérence/pertinence des objectifs et les orientations des politiques/stratégies gouvernementales de promotion de la paix, la lutte contre la radicalisation et l'extrémiste violent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Limitation du nombre du nombre d'OSC liés au budget prévisionnel malgré le respect des critères de sélection ;</li> <li>- Courte durée du programme en lien avec le caractère développement ;</li> <li>- Absence d'une stratégie de désengagement assorti d'un budget</li> <li>- Non définition d'une stratégie de sortie / désengagement impliquant les communes, les OSC locales et les autorités administratives/services techniques pour le suivi/continuité en fin de projet ;</li> <li>- Faible implication des autorités communales dans la planification et la mise en œuvre des certaines activités tels que les forages pastoraux, réhabilitation centre de santé</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence des services techniques et autorités administratives</li> <li>- Existence des communes</li> <li>- Existence des OSC/OCB locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contexte sécuritaire</li> </ul>

Source : Entretien terrain évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

Au regard des témoignages rapportés et propos recueillis lors des entretiens avec les bénéficiaires, nous concluons que la pertinence du projet est avérée et répond aux besoins des populations bénéficiaires. Les stratégies utilisées sont pertinentes et permettent d'obtenir les résultats escomptés. L'approche multisectorielle/multi-acteur est jugée pertinente au regard de la diversité et caractère multiforme des besoins prioritaires des populations identifiées dans le domaine de la sécurité alimentaire, entrepreneuriat des jeunes et femmes et de la cohésion sociale avec l'implication des OSC, des autorités administratives/locales, les services techniques, etc. Les priorités-pays des 3 pays en lien avec la consolidation de la paix et la cohésion sociale à travers leurs axes stratégiques et objectifs sont prises en compte au niveau des objectifs, des résultats attendus et des actions développées par le projet sur le terrain. Le caractère multisectoriel a nécessité l'inclusion et l'implication de plusieurs acteurs dans le but d'atteindre les résultats et les objectifs escomptés. Malgré la pertinence, une

stratégie de sortie / désengagement écrite impliquant les communes, les OSC locales, les autorités administratives/services techniques et n'a pas été définis à l'avance.

### 3.2. Analyse de l'efficacité du projet

L'évaluation de l'efficacité comprend l'appréciation du bilan de réalisation physique des activités et l'appréciation du niveau d'atteinte des indicateurs. Cette évaluation s'est faite en tenant compte de l'objectif général, des objectifs spécifiques et des 3 résultats du projet. Le taux d'exécution physique d'une activité est le ratio des réalisations sur les prévisions. Le taux moyen du résultat est la moyenne arithmétique de ces activités. Le taux d'atteinte de l'indicateur est le niveau atteint sur la cible prévue. Le taux moyen est la moyenne arithmétique des indicateurs au niveau de chaque résultat.

#### 3.2.1. Effectivité et bilan de réalisation des activités du Résultat 1

Dans cette section, il s'est agi de faire le bilan des activités menées par le projet en termes de prévision et réalisation au **titre du résultat 1** : Un mécanisme de financement rapide d'interventions ponctuelles à destination des organisations de la société civile locales du Liptako-Gourma pour résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées est fonctionnel »

L'analyse aborde à ce stade la justification des écarts observés sur la base des rapports d'activités (source d'information). Le bilan physique des activités du résultat 1 est consigné dans le tableau ci-après

**Tableau 7 : Etat de réalisation des activités du Résultat 1**

Activités prévues	Taux de réalisation sur les 2 ans en %	Commentaires
A.1.1 : Processus de consultation du projet / informations aux bénéficiaires.	100%	Un processus continue qui a permis d'expliquer le contenu du projet, identifier des communes d'interventions, la mise en place du comité de sélection et suivi des OSC, la sélection des OSC de mise en œuvre des micro-projets...
A.1.2 : Atelier de lancement et identification des besoins de paix / analyse des conflits par pays, priorisation des thématiques de financement.	100%	Des ateliers ont été organisés dans les chefs de régions des 3 pays concernés Bandiagara, Gao, Ménaka, Tillabéry, Ouahigouya, Dédougou) pour le lancement des activités mais aussi pour identifier les besoins de paix.
A.1.3 : Développement des outils (manuel simplifié de gestion de subvention, canevas de projet, critères de sélection, etc.)	100%	Des outils de gestion ont été partagés et validés par le comité et les OSC. Il s'agit des canevas de notes conceptuelles simplifié, manuel simplifié de subvention, canevas de micro-projet, critères de sélection, canevas de TDR, canevas de rapport d'activité, liste de présence, fiche de distribution, PV de réception. Au total, 82 OSC dont 27 au Mali, 22 au Burkina et 33 au Niger ont été retenues pour la mise en œuvre des micro-projets. Les prévisions initiales étaient de 75 OSC.
A.1.4 : Atelier d'accompagnement pour l'élaboration des propositions complètes.	100%	Lors des deux (02) phases, les OSC ont reçu l'appui de Mercy Corps pour l'élaboration de la proposition complète. Il convient de préciser que sur les 82 organisations accompagnées au moins 16 étaient en consortium avec d'autres. Elles n'avaient donc pas de projets individuels
A.1.5 Mise à disposition des OSC des fonds nécessaires à la mise en œuvre des micro-projets élaborés	100%	Il s'agit ici des OSC ayant reçu des fonds, sur une prévision de 75, 82 OSC ont reçu des fonds pour la mise en œuvre des microprojets élaborés

**Source** : Rapport d'activité-AILP, Septembre 2024

Toutes les activités prévues dans le Résultat 1 ont été réalisées avec un taux d'exécution satisfaisant de 100%. La mise en œuvre des activités de ce résultat a permis de faire le ciblage géographique des communes d'intervention, le lancement et identification des besoins, la mise en place des comités de sélection, la sélection des OSC. En termes de réalisations, ce sont au total 82 OSC dont 27 au Mali, 22 au Burkina et 33 au Niger qui ont été retenues et appuyées avec des fonds pour la mise en œuvre de micro-projets sur une prévision initiale de 75 OSC. Le taux moyen de réalisation global du Résultat 1 est très satisfaisant avec une valeur de 100% pour tous les 3 pays.

Le tableau ci-après présente une analyse des forces-faiblesses -Opportunités-Menaces suite à mise en œuvre des activités du résultat 1.

**Tableau 8 : Forces-faiblesses -Opportunités-Menaces du résultat 1**

Forces	Faiblesses / action à améliorer / limites
<ul style="list-style-type: none"> <li>- ciblage géographique des communes d'intervention</li> <li>Mise en place des comités sélection et de suivi des OSC</li> <li>- identifications et évaluations des besoins</li> <li>- Implication des autorités administratives, les services techniques, les collectivités dans le processus de sélection des OSC et le suivi</li> <li>- 82 OSC/OCB formées, outillées et disponibles pour la mise en œuvre de projets de cohésion sociale ;</li> <li>- Flexibilité du projet à travers l'augmentation du nombre d'OSC à 82 au lieu de 75</li> <li>- Flexibilité dans l'allocation des ressources aux OSC pour le démarrage des activités contrairement (10% du montant total comme avance)</li> <li>- Bon niveau de réalisation des activités (100%)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés rencontrées dans le choix des communes frontalières pour l'implémentation de l'approche transfrontalière (cas des communes du Nord du Burkina Faso et les communes du Mali dans la région de Bandiagara et celles de la région de Tillabéry)</li> <li>- Faiblesse des fonds alloués aux OSC dans la mise en œuvre des microprojets au regard du nombre élevé des besoins identifiés</li> <li>- Insuffisance de ressources financières du comité pour faire le suivi régulier après le projet malgré leur rôle régalién</li> <li>- Absence d'institution financière dans certains localités (cas de Nouna) pour faciliter les transactions selon les critères administratifs et financiers de Mercy</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Existence des organisations de la société civile locales (OSC/OCB) ;</li> <li>Existence des services techniques, autorités administratives, collectivités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insécurité</li> <li>Risque de mauvaise gestion des fonds</li> </ul>

**Source :** Entretien terrain évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

### 3.2.2. Niveau d'évolution des indicateurs du résultat 1

En rappel, le résultat 1 s'intitule comme suit : Un mécanisme de financement rapide d'interventions ponctuelles à destination des organisations de la société civile locales du Liptako-Gourma pour résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées est fonctionnel ».

La performance des indicateurs de ce résultat est consignée dans le tableau ci-après.

**Tableau 9 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 1**

Indicateur de performance	Ventilation	Valeur de référence	Endline	Cible	Ecart =Cible-Endline	Taux d'atteinte =(Endline/Cible) *100
Indicateur 1.a: Pourcentage des membres de la communauté qui pensent qu'à travers les interventions / activités ponctuelles les organisations de la société civile locale sont capables de résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées dans leur communauté	Sexe, Age, Sites	42,27%	62,1%	80%	-17,9	77%
Indicateur 1.b : Pourcentage des membres des organisations de la société civile qui estiment que le mécanisme de financement leur a permis d'être plus efficace pour répondre aux besoins prioritaires en matière de transformation de conflits dans leur zone d'intervention.	Sexe, Age, Sites	0%	97%	80%	+17	+100
Indicateur 1.1. : Nombre d'analyses des besoins de Paix et des conflits existants	Sites	0	3	3	0	100%
Indicateur 1.2. : Nombre d'acteurs consultés lors de l'analyse des besoins de paix et des conflits existants	Sexe	0	Cible atteinte :200 ; Femmes :53 ; Hommes :147 ; (dont 57jeunes)	Cible : Total : 150 Femmes : 50 Hommes : 100 Jeunes : 50	+50	+100%
Indicateur 1.3. : Nombre des membres des OSC sélectionnées qui participent à l'atelier des besoins de paix / analyse des conflits	Sexe	0	Cible atteinte : 170 ; Femmes : 37 ; Hommes : 133 ; (dont 57jeunes)	Cible : Total : 150 Femmes : 50 Hommes : 100 Jeunes : 50	+20	+100%
Indicateur 2.1. : Nombre d'OSC porteuses d'idées de projets de paix pertinents sélectionnées	Sites	0	82	75	+7	+100%
Indicateur 2.2. : Nombre et type d'outils de gestion du fonds (manuel, canevas, grille de sélection) développé	Sites et Type	0	3	3	0	100%
Indicateur 2.3. : Nombre de notes conceptuelles des OSC sélectionnées par le comité	Sites	0	110	75	+35	+100%
Indicateur 3.1. : Nombre de micro-projets sur la paix mis en œuvre par les OSC	Sites	0	110	75	+35	+100%

**Source :** Enquête terrain, évaluation finale, Septembre 2024

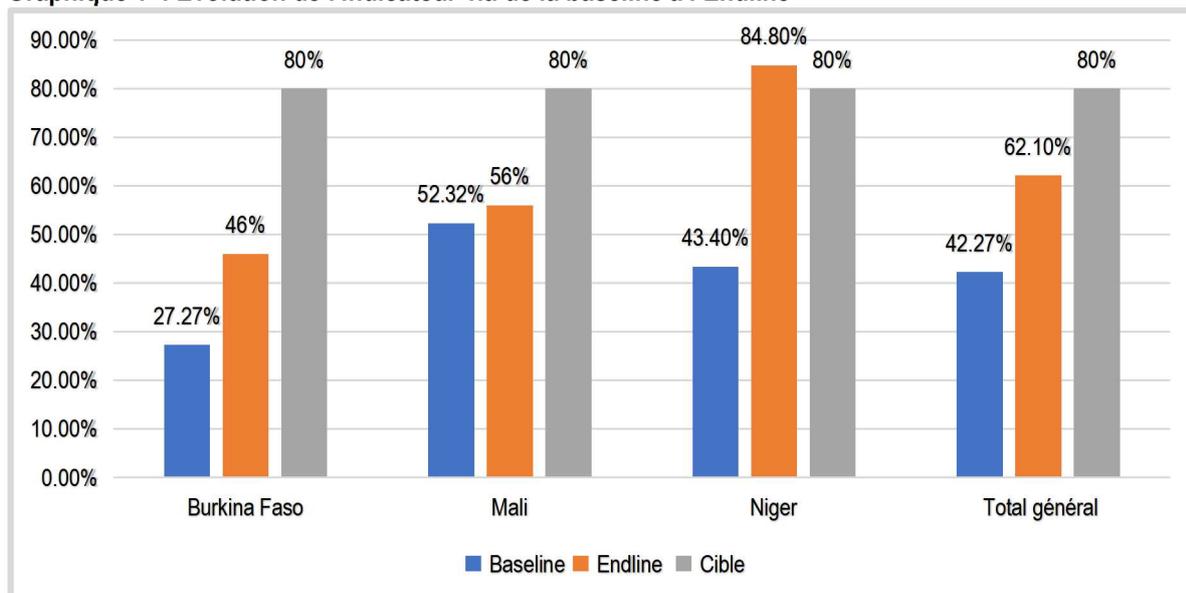
**Analyse des performances des indicateurs du résultat 1 :** Cette analyse va se faire en comparant l'évolution des indicateurs entre la valeur de référence, l'endline et la cible fixée en fin de programme.

- **Indicateur 1.a: Pourcentage des membres de la communauté qui pensent qu'à travers les interventions / activités ponctuelles les organisations de la société civile locale sont capables de résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées dans leur communauté**

**Définition :** Il s'agit des membres des communautés qui constatent que les OSC sont capables de former les membres de la communauté sur la gestion des conflits et la cohésion sociale. Elles peuvent jouer le rôle d'arbitre et des acteurs de la paix.

Le graphique ci-après présente l'évolution de l'indicateurs de la baseline à l'endline.

**Graphique 1 : Evolution de l'indicateur 1.a de la baseline à l'Endline**



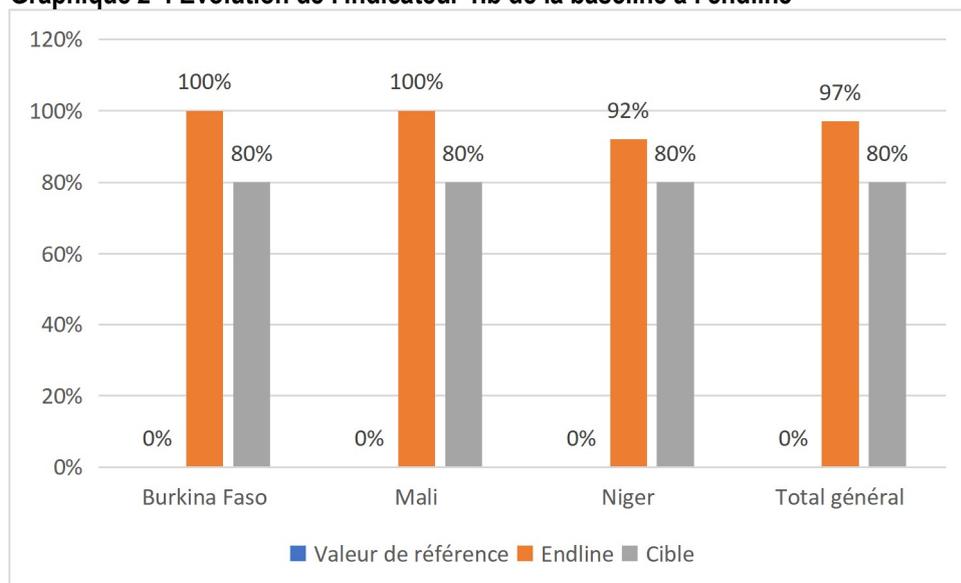
Il ressort du graphique qu'à l'endline 62,1% des membres de la communauté pensent qu'à travers les interventions / activités ponctuelles, les organisations de la société civile locale sont capables de résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées dans leur communauté. Une proportion qui a connu une évolution par rapport à celle de la baseline mais n'a pas atteint la cible de 80% avec un écart négatif de 17,9 points qui pourrait s'expliquer par le fait que les besoins des communautés ainsi que le nombre des personnes vulnérables sont très importants. Aussi le temps de la mise en œuvre est très court pour apporter un changement très significatif et les fonds alloués ne sont pas très considérables. Par contre le Niger est au-delà de la cible fixée en fin de programme. La répartition de l'indicateur présenté en tranche d'âge et sexe est présentée en **annexe 6**. Le taux d'atteinte de l'indicateur est de 77%.

- **Indicateur 1.b : Pourcentage des membres des organisations de la société civile qui estiment que le mécanisme de financement leur a permis d'être plus efficace pour répondre aux besoins prioritaires en matière de transformation de conflits dans leur zone d'intervention.**

**Définition :** Il s'agit des membres des OSC qui estiment qu'ils ont pu résoudre les besoins prioritaires des communautés grâce au financement reçu avec des réalisations durables. Cette estimation sera faite sur la base de la qualité et la quantité des projets mis en œuvre au niveau local.

Le graphique ci-après présente l'évolution de l'indicateurs de la baseline à l'endline

**Graphique 2 : Evolution de l'indicateur 1.b de la baseline à l'endline**



Il ressort de l'analyse que 97% des membres des organisations de la société civile estiment que le mécanisme de financement leur a permis d'être plus efficace pour répondre aux besoins prioritaires en matière de transformation de conflits dans leur

zone d'intervention. On note une évolution positive de l'indicateur dans la zone d'intervention du projet et de façon spécifique dans chaque pays. L'indicateur est au-delà de la cible fixée en fin de projet avec un écart positif de 17 points qui s'explique par l'appui financier accordé par Mercy Corps aux OSC pour la mise en œuvre du projet. L'évolution de l'indicateur n'a pas atteint une proportion de 100% pour le Niger comme dans les 2 autres pays car certaines OSC trouvent que la méthode de financement n'est pas appropriée estimant que le préfinancement (10% d'avance du montant total du financement) entrave parfois la bonne marche des activités. Un responsable d'OSC en témoigne en disant ceci : « *le préfinancement ne donne pas trop de courage car parfois on finit l'exécution et le décaissement prend beaucoup de temps* ».

**Analyse des performances des indicateurs de processus du résultat 1** : Cette analyse va se faire en comparant l'évolution des indicateurs entre la valeur de référence, l'endline et la cible fixée en fin de programme. Cela va concerner au total 7 indicateurs.

- **Indicateur 1.1. : Nombre d'analyses des besoins de Paix et des conflits existants**

**Définition** : Il s'agit des rencontres ou ateliers d'analyse des besoins de paix et de conflits existants dans les communautés qui ont été réalisés.

Au niveau de chaque pays, un atelier a été organisé et cela permis d'identifier les besoins prioritaires de paix et de conflits avec l'implication des autorités administratives, les services techniques et les OSC locales. Au total 3 analyses des besoins des besoins de Paix et des conflits existants ont été réalisées dans les 3 pays. Cet indicateur de processus a atteint la cible fixée en fin de programme.

- **Indicateur 1.2. : Nombre d'acteurs consultés lors de l'analyse des besoins de paix et des conflits existants**

**Définition** : Il s'agit des acteurs ayant participé ou contribué aux rencontres de l'analyse des besoins de paix et des conflits existants.

Au total 200 acteurs ont participé aux rencontres d'analyse des besoins de paix et des conflits dont 53 femmes et 147 hommes dont 57 jeunes. Cet indicateur est au-delà de cible fixée en fin de programme avec un écart positif de 50 acteurs.

- **Indicateur 1.3. : Nombre des membres des OSC sélectionnées qui participent à l'atelier des besoins de paix / analyse des conflits**

Il s'agit des acteurs membres des OSC ayant participé ou contribué aux rencontres d'analyse des besoins de paix et des conflits existants.

Le nombre total de membres sélectionnés est au-delà de la cible fixée en fin de programme avec un écart positif de 50 membres. Le nombre de femmes n'a pas atteint la cible en fixée contrairement au nombre d'hommes (dont 57 jeunes) qui est au-delà de la cible avec un écart positif de 33 hommes.

- **Indicateur 2.1 : Nombre d'OSC porteuses d'idées de projets de paix pertinents sélectionnés**

**Définition** : Il s'agit des OSC de mise en œuvre qui ont développé des projets pertinents et qui ont été sélectionnées.

Au total 82 OSC/OCB ont été sélectionnées pour être porteuses d'idées de projets de paix. L'indicateur est au-delà de la cible fixée avec un écart positif de 7 OSC/OCB qui s'explique par la pertinence et aux spécificités des micro-projets portés par les OSC qui ont un lien avec la problématique du genre, soit le renforcement des capacités des femmes et des jeunes.

- **Indicateur 2.2. : Nombre et type d'outils de gestion de fonds (manuel, canevas, grille de sélection) développé**

Il s'agit des manuels, des canevas ou grilles de sélection développée par les OSC de mise en œuvre. Grace aux actions de renforcements, les OSC ont pu développer au moins 3 types d'outils de gestion de fonds ont été développés dans les 3 pays.

- **Indicateur 2.3. : Nombre de notes conceptuelles des OSC sélectionnées par le comité**

Il s'agit des documents de micro-projet élaborées par les OSC et qui sont sélectionnées par le comité et qui ont fait l'objet de financement.

Sur une prévision de 75 micro-projets, 110 micro-projets ont été élaborés par les OSC. L'indicateur est au-delà de la cible fixée avec un écart positif de 35 microprojets qui s'explique par le nombre d'OSC retenue au-delà de la cible fixée et aussi la demande de microprojets supplémentaires par le PBF pour renforcer ou appliquer au niveau des autres communautés les initiatives de la promotion de la paix.

- **Indicateur 3.1. : Nombre de micro-projets sur la paix mis en œuvre par les OSC**

Il s'agit des micro-projets sélectionnés par le comité qui ont été financés et mis en œuvre par les OSC.

Au total 110 microprojets sélectionnés par le comité ont été financés par Mercy Corps et mis en œuvre par ces organisations, en consortium avec les organisations communautaires de base (OCB). La responsabilisation de ces organisations à travers le renforcement des capacités et l'implication des leaders communautaires a permis de mener, de façon efficace, ces microprojets. L'écart positif de 35 microprojets qui s'explique par des ressources supplémentaires accordées par le PBF pour renforcer ou appliquer au niveau des autres communautés où les initiatives de la promotion de la paix sont amorcées par AILP.

*Conclusion partielle : Sur 9 indicateurs, 2 sont des indicateurs de résultats et 7 des indicateurs de processus. Parmi les 2 indicateurs de résultats, un seul n'a pas atteint la cible fixée mais avec un taux d'atteinte 77% (il s'agit de l'indicateur 1.a) contrairement aux 6 indicateurs de processus qui sont au-delà de leur cible fixée en fin de programme. Le taux moyen d'atteinte des indicateurs du résultat 1 est de 97,4%. Au regard du niveau d'exécution des activités du résultat 1 (100%) et du taux moyen d'atteinte de ces indicateurs, la mission estime qu'un mécanisme de financement rapide d'interventions ponctuelles à destination des organisations de la société civile locales du Liptako-Gourma pour résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées est fonctionnel à travers l'accompagnement de 82 OSC porteuses d'idées de projets de paix pertinents, l'évaluation des besoins de paix avec l'implication de 200 acteurs (dont 53 femmes, 97 hommes et 57 jeunes) et 170 membres*

des OSC, le développement d'outils de gestion de fonds, la mise en œuvre de 110 micro-projet sur la paix. Cela est confirmé par 62,1% des membres de la communauté qui pensent qu'à travers les interventions / activités ponctuelles les organisations de la société civile locale sont capables de résoudre/ transformer des situations conflictuelles spécifiques et localisées dans leur communauté et 97% des membres des organisations de la société civile qui estiment que le mécanisme de financement leur a permis d'être plus efficace pour répondre aux besoins prioritaires en matière de transformation de conflits dans leur zone d'intervention.

### 3.3.3. Effectivité et bilan de réalisation des activités du Résultat 2

Le Résultat 2 : Les capacités des organisations de la société civile locale à identifier, planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer des projets répondant aux préoccupations des communautés locales et visant la prévention et la gestion non violente des. Le tableau suivant présente le niveau de réalisation des activités de ce résultat.

**Tableau 10 : Etat de réalisation des activités Résultat 2**

Activités prévues	Taux de réalisation sur les 2 ans en %	Commentaires
A2.1 : Formation en cycle de gestion de micro-projets - aspects administratifs, techniques et financiers de suivi.	100%	Ont participé à cette formation les membres du comité, le représentant des jeunes, de la CAFO, COFO, des services techniques et des OSC.
A2.2 : Accompagnement individualisé à la gestion tout au long de la mise en œuvre du projet (réunions de coordination, etc.)	100%	Les OSC ont reçu l'appui de Mercy Corps tout au long de la mise en œuvre des initiatives de paix. Au total 433 Initiatives de promotion de la paix ont été réalisées lors des deux (02) phases du projet dans les 3 pays. 221 membres des OSC sur une prévision de 150 ont été accompagnés et formés à la mise en œuvre de projets de paix.
A2.3 : Formation en analyse des conflits et gestion non violente des conflits.	100%	Ont participé à cette formation les membres du comité, le représentant des jeunes, de la CAFO, COFO, des services techniques et des OSC. 242 personnes ont été formés sur une prévision de 150
A.2.4 : Formation en médiation et techniques de négociations basées sur les intérêts.	100%	Ont participé à cette formation les membres du comité, le représentant des jeunes, de la CAFO, COFO, des services techniques et des OSC. 165 personnes ont été formés sur prévision de 150.
A.2.5 Formation en Do No Harm et sensibilité aux conflits	100%	Sur prévision de 150 participants, 173 personnes ont été formés sur les approches Do No Harm et sensibilité aux conflits

**Source :** Rapport d'activité-AILP, Septembre 2024

La conjugaison de ces actions a permis de renforcer les capacités des OSC dans plusieurs thématiques notamment en cycle de gestion de micro-projets (aspects administratifs, techniques et financiers de suivi), en analyse des conflits et gestion non violente des conflits, en médiation et techniques de négociations basées sur les intérêts et en Do No Harm et sensibilité aux conflits. Le taux moyen de réalisation global du résultat 2 est **100%**, la mission estime le taux est très satisfaisant.

Le tableau ci-après présente une analyse des forces-faiblesses -Opportunités-Menaces suite à mise en œuvre des activités du résultat 2.

**Tableau 11 : Forces-faiblesses -Opportunités-Menaces du résultat 2**

Forces	Faiblesses / action à améliorer
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existences des OSC, membres des comités de gestion de conflits, les représentants des jeunes, les services techniques formés et disponibles en cycle de gestion de micro-projets ;</li> <li>- Existence des OSC formées en initiatives de promotion de paix</li> <li>- Existences des OSC, membres des comités de gestion de conflits, les représentants des jeunes, les services techniques formés et disponibles en analyse des conflits et gestion non violente des conflits, en médiation et techniques de négociations basées sur les intérêts et en Do No Harm et sensibilité aux conflits</li> <li>- Niveau de réalisation des activités du résultat 2</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non définition et planification des activités de recyclage de l'ensemble des acteurs formées</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence des partenaires administratifs, OSC locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité entraînant les mouvements des populations</li> <li>- Mobilité des autorités admiratives dû des affectations</li> </ul>

**Source :** Entretien terrain évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

### 3.2.4. Niveau d'évolution des indicateurs du résultat 2

Le résultat 2 « Les capacités des organisations de la société civile locale à identifier, planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer des projets répondant aux préoccupations des communautés locales et visant la prévention et la gestion non violente des conflits. Le tableau suivant présente la performance des indicateurs du résultat 2.

**Tableau 12 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 2**

Indicateur de performance	Ventilation	Valeur de référence	Endline	Cible	Ecart =Cible-Endline	Taux d'atteinte =(Endline/Cible) *100
Indicateur 2.a: Pourcentage des microprojets mis en œuvre avec succès par les organisations de la société civile (c'est-à-dire avec un taux de réalisation d'au moins 80 % et avec au moins un changement positif visible sur la communauté)	Sites, OSC	0%	84,9%	80%	+4,9%	+100%
Indicateur 2.b : Pourcentage des membres de la communauté qui pensent que leur communauté est paisible, sûre et sécurisée.	Sexe, Age, Sites, Ethnie, Religion	45,57%	41,4%	70%	-28,6%	-9% une régression
Indicateur 2.c : Pourcentage des membres de la communauté qui déclarent que les activités des organisations de la société civile locale en matière de prévention, de gestion non violente des conflits et la promotion d'une paix positive sont satisfaisantes.	Sexe, Age, Sites	13,47%	46,8%	80%	-33,2%	59%
Indicateur 2.d : Pourcentage des initiatives transfrontalières portées par les OSC qui portent sur la promotion de la paix de part et d'autre de la frontière	Sites	0%	7 initiatives développées	≥10% Absence de cible fixée en termes de nombre pour le calcul de la proportion	-	-
Indicateur 2.1.1. : Nombre de personnes formées en cycle de gestion de micro-projets	Sexe, Age, Sites	0	Total : 221 ; Femmes : 68 ; Hommes : 153 (Jeunes : 100)	Cible :150; Femmes:50; Hommes:100; Jeunes :50	+71	+100%
Indicateur 2.1.2. : Nombre de réunions de coordinations organisées	Sites	0	9	9	-	+100%
Indicateur 2.1.3 : Nombre d'ateliers d'échange transfrontalier organisés avec la présence des principales OSC impliquées	Sites	0	5	6	-1	+83%
Indicateur 2.2.1. : Nombre de personnes formées en analyse des conflits et gestion non	Sexe, Age, Sites	0	Total : 242 ; Femmes : 79 ;	Cible : Total : 150 ;	+92	+100%

Indicateur de performance	Ventilation	Valeur de référence	Endline	Cible	Ecart =Cible-Endline	Taux d'atteinte =(Endline/Cible) *100
violente des conflits			Hommes : 163 (dont 136 Jeunes)	Femmes : 50 ; Hommes : 100 ; Jeunes : 50		
Indicateur 2.2.2. : Nombre de personnes formées en Ne Pas Nuire et sensibilité aux conflits	Sexe, Age, Sites	0	Total : 173 ; Femmes : 77 ; Hommes : 96 (dont 94 Jeunes)	Cible : 150 ; Total : 150 ; Femmes : 50 ; Hommes : 100 ; Jeunes : 50	+23	+100%
Indicateur 2.2.3. : Nombre de personnes formées en médiation et techniques de négociations basées sur les intérêts	Sexe, Age, Sites	0	Total : 165 ; Femmes : 50 ; Hommes : 115(dont 83Jeunes)	Cible : 150 ; Femmes : 50 ; Hommes : 100 ; Jeunes : 50	+15	+100%

Source : Enquête terrain, évaluation finale, Septembre 2024

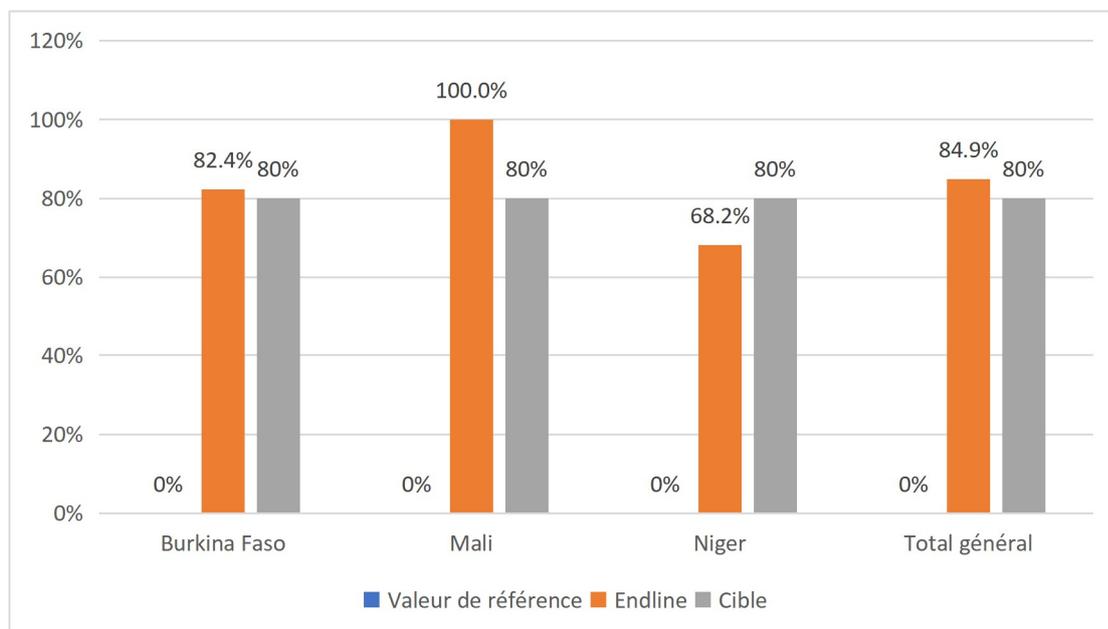
**Analyse des performances des indicateurs du résultat 2** : Cette analyse va se faire en comparant l'évolution des indicateurs entre la valeur de référence, l'endline et la cible fixée en fin de programme. Quatre indicateurs sont concernés par l'analyse. Il s'agit des indicateurs suivants :

- **Indicateur 2.a: Pourcentage des microprojets mis en œuvre avec succès par les organisations de la société civile (c'est-à-dire avec un taux de réalisation d'au moins 80 % et avec au moins un changement positif visible sur la communauté)**

**Définition** : Il s'agit des projets que les OSC vont mettre en œuvre au niveau local. Le succès est mesuré en termes de résultats atteints, du niveau d'exécution d'au moins 80% et dont le changement positif est visible.

L'évolution de l'indicateur de la baseline à l'endline est illustrée par le graphique ci-après.

Graphique 7 : Evolution de l'indicateur 2.a de la baseline à l'endline



L'indicateur a connu une évolution positive en passant de 0 à 84,9% des microprojets mis en œuvre avec succès par les organisations de la société civile avec un écart positif de 4,9 points. Par contre le Niger et le Burkina Faso n'ont pas atteint l'évolution de 100% comme le Mali et cela s'explique par le fait que certaines OSC n'ont pas pu exécuter la totalité des activités planifiées et financées à cause des mouvements des populations vers d'autres localités dites accessibles liés à la situation sécuritaire, le

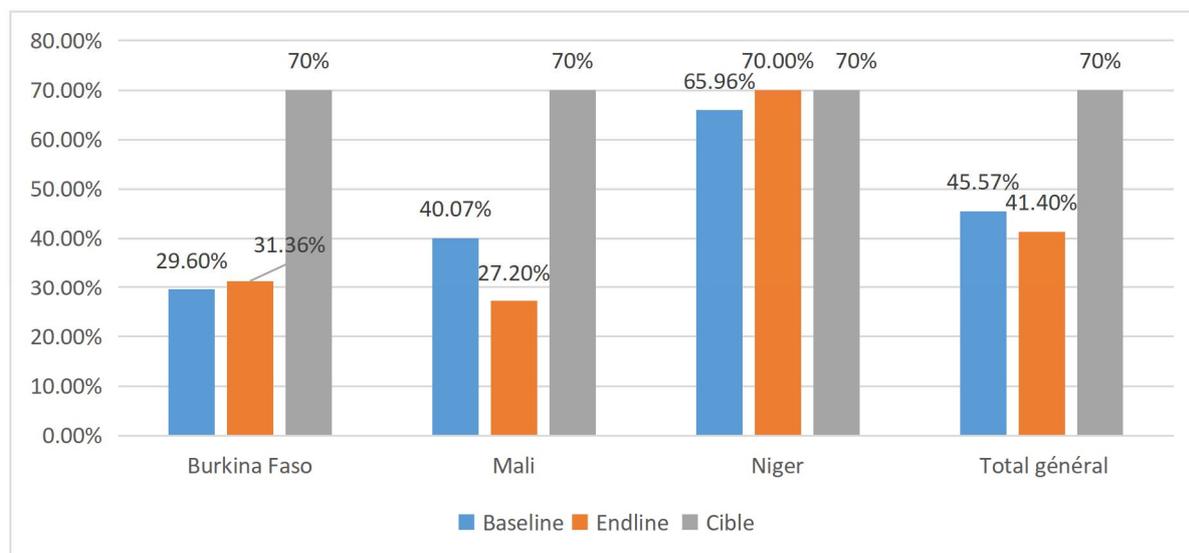
faible taux de préfinancement des activités planifiées et le faible budget alloué à certaines activités planifiées.

- **Indicateur 2.b : Pourcentage des membres de la communauté qui pensent que leur communauté est paisible, sûre et sécurisée.**

**Définition :** La communauté est définie comme un groupe de personnes vivant à proximité les unes des autres dans un quartier, un village ou une ville, selon la cible du programme. Les perceptions de la paix comprennent le fait de croire que les gens autour de l'enquêté ne se livreront pas facilement à la violence. La perception de la sécurité consiste à se promener dans le quartier de la personne interrogée sans avoir peur ou craindre d'être attaqué. La perception de la sécurité consiste à se sentir en sécurité chez soi.

L'évolution de l'indicateur de la baseline à l'endline est illustrée dans le graphique ci-après.

**Graphique 4 : Evolution de l'indicateur 2.b de la baseline à l'endline**



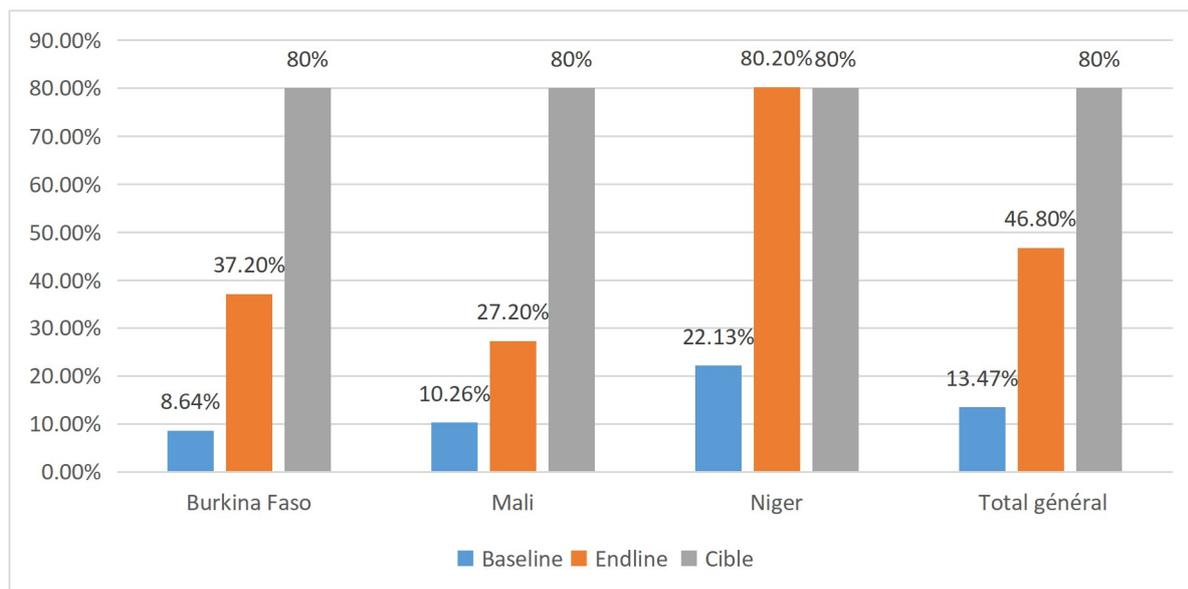
On note une évolution négative de l'indicateur de la baseline à l'endline de 45,57% à 41,4% des membres de la communauté qui pensent que leur communauté est paisible, sûre et sécurisée, soit une baisse d'environ 4 points mais statistiquement non significative d'après le test de KHIDEUX. On note un taux de régression de l'indicateur de 9 points qui pourrait s'expliquer par l'existence encore des tensions, menaces, mécontentes ou conflits violents (91% de réponses des personnes interrogées pour les cas d'attaques des groupes armés et 35% pour les cas de conflits Eleveur-agriculteurs et 30% pour des cas les crimes violents (p.ex. Vols, vols à main armée, vols de bétail, banditisme, enlèvements, etc.)) dans la zone d'intervention du projet. Par contre l'indicateur a connu une évolution positive au Niger. La répartition de l'indicateur par tranche d'âge et sexe est présentée en **annexe 7**.

- **Indicateur 2.c : Pourcentage des membres de la communauté qui déclarent que les activités des organisations de la société civile locale en matière de prévention, de gestion non violente des conflits et la promotion d'une paix positive sont satisfaisantes.**

**Définition :** Il s'agit des membres des communautés qui sont satisfaits des activités mises en œuvre par les OSC que ça soit le renforcement des capacités, les sensibilisations communautaires, les réhabilitations des infrastructures, la gestion des conflits, la promotion de la paix et la cohésion sociale.

L'évolution de l'indicateur de la baseline à l'endline est illustrée par le graphique ci-après

**Graphique 5 : Evolution de l'indicateur 2.c de la baseline à l'endline**



On constate une évolution de l'indicateur de la baseline à l'endline en passant de 13,47% à 46,8% avec un taux d'atteinte de 59% mais n'a pas atteint la cible fixée en fin de programme, soit 80% de taux de réalisation. La perception de la communauté par rapport au niveau de satisfaction des activités des organisations de la société civile locale en matière de prévention, de gestion non violente des conflits et la promotion d'une paix positive s'est amélioré avec la mise en œuvre du projet AILP mais reste mitigé par rapport à l'évolution du contexte sécuritaire qui entraîne parfois l'inaccessibilité de certaines localités ou le déplacement de la communauté vers les zones les plus sécurisées. Ce qui rend difficile une appréciation positive de cette perception. Au regard de la faiblesse de la valeur de référence (13,47%), l'étude baseline devrait passer en revue la cible de l'indicateur (80%) à la baisse en prenant en compte les facteurs tels que l'évolution du contexte sécuritaire et de la courte période de mise en œuvre du projet. La répartition de l'indicateur par tranche d'âge et sexe est présentée **en annexe 8**.

- **Indicateur 2.d : Pourcentage des initiatives transfrontalières portées par les OSC qui portent sur la promotion de la paix de part et d'autre de la frontière.**

**Définition :** Il s'agit des initiatives développées par les OSC qui regroupent plus d'une nationalité parmi les initiatives sur la promotion de la paix.

Au total sept (7) initiatives transfrontalières portées par les OSC portent sur la promotion de la paix de part et d'autre de la frontière ont été développées. Il s'agit de :

- Organisation des Forums transfrontaliers d'échanges intergénérationnels sur la redevabilité et la participation citoyenne entre population transfrontalières de Ouattagouna (Mali) et Ayorou (Niger) ; ONG Zaw In Bayen
- Formation des leaders communautaires (Rougga, Garso et Lamé) des communes de Tamou (Niger) et Botou (Burkina Faso) sur les normes et standards pour une transhumance apaisée ; ONG AREN
- Renforcement des capacités de leaders communautaires transfrontaliers de Tamou (Niger) et de Botou (Burkina Faso) sur la Gestion Non Violente des conflits et Coexistence pacifique ; ONG ADAH
- Rencontre Culturelle transfrontalière (activités sportives, dégustation de mets traditionnels, plantation d'arbres etc.) Niger\_Burkina ; ONG ADAH
- Réalisation du puits pastoral transfrontalier équipé d'un dispositif de pompage et stockage d'eau entre deux villages frontaliers : Bokuy (Commune de Madouba/Burkina Faso) et Tiarakuy (Commune de Koula/Mali) ; ONG OCADES

- Organisation d'une visite d'échange d'expérience entre la Coopérative Moni Iré Jeanne d'Arc du Mali au Burkina Faso et l'Association des femmes catholiques du Burkina Faso ; Association des Femmes Catholiques du BF
- Réhabilitation du système de pompage solaire et manuel du forage du Centre de santé transfrontalier dans la commune de Nouna (Burkina Faso).

L'indicateur n'a pas fixé de cible en fin de programme ce qui n'a pas permis de calculer en termes de pourcentage la proportion des initiatives développées au regard de la situation sécuritaire qui limite l'accessibilité à certaines localités et d'autre part l'insuffisance observée au niveau du ciblage géographique qui n'a pas forcément tenu compte des communes frontalières des 3 pays.

- **Indicateur 2.1.1. : Nombre de personnes formées en cycle de gestion de micro-projets**

C'est le nombre de personnes ayant participé à la formation en cycle de gestion de micro-projets.

Au total 221 personnes ont été formés en cycle de gestion de micro-projet dont 68 femmes, 100 jeunes et 53 hommes. L'indicateur a connu une évolution positive avec un écart positif de 71 personnes par rapport à la cible fixée qui s'explique par le nombre d'OSC sélectionnées (82).

- **Indicateur 2.1.2. : Nombre de réunions de coordinations organisées**

Il s'agit des réunions de coordinations organisées par les équipes du programme. Plus de 9 réunions de coordination ont été organisées qui s'explique par l'utilisation d'autres modes pour l'organisation de plusieurs réunions en mode virtuelle à travers les groupes WhatsApp et Microsoft Teams (au niveau de la maison des Nations-Unies). L'indicateur a atteint la cible fixée en fin de programme avec un taux d'atteinte de 100%.

- **Indicateur 2.1.3 : Nombre d'ateliers d'échange transfrontalier organisés avec la présence des principales OSC impliquées**

Il s'agit du nombre d'ateliers d'échange transfrontalier (qui regroupe plusieurs nationalités) organisés avec la présence des principales OSC impliquées. Cinq (5) ateliers d'échange transfrontalier ont été organisés sur une prévision de 6 avec un écart négatif de 1 atelier qui s'explique par la situation sécuritaire qui n'a pas favorisé cet atelier d'échange transfrontalier.

- **Indicateur 2.2.1. : Nombre de personnes formées en analyse des conflits et gestion non violente des conflits**

C'est le nombre de personnes ayant participé à la formation en analyse des conflits et gestion non violente des conflits.

Une bonne évolution de l'indicateur de la baseline à l'endline avec 242 personnes formées en analyse des conflits et gestion non violente des conflits dont 79 femmes, 136 jeunes et 27 hommes. L'indicateur a atteint la cible fixée en fin de programme avec un écart positif de 92 personnes.

- **Indicateur 2.2.2. : Nombre de personnes formées en Ne Pas Nuire et sensibilité aux conflits**

C'est le nombre de personnes ayant participé à la formation en « Ne Pas Nuire et sensibilité aux conflits ».

Au total 173 personnes ont été formées en « Ne Pas Nuire et sensibilité aux conflits » dont 77 femmes, 94 jeunes et 2 hommes. L'indicateur a atteint la cible avec un écart positif de 23 personnes.

- **Indicateur 2.2.3. : Nombre de personnes formées en médiation et techniques de négociations basées sur les intérêts**

C'est le nombre de personnes ayant participé à la formation en médiation et techniques de négociations basées sur les intérêts.

Au total 165 personnes ont été formées en médiation et techniques de négociations basées sur les intérêts dont 50 femmes, 83 jeunes et 32 hommes. L'indicateur a connu évolution positive de la baseline à l'endline avec un écart positif de 15 personnes.

*Conclusion partielle : Le niveau d'exécution physique est de 100% et le taux moyen d'atteinte des indicateurs du résultat 3 est de 81%. Sur les 4 indicateurs de résultat, 1 a connu une régression et 2 n'ont pas atteint la cible fixée, il s'agit des indicateurs (respectivement 2.b, 2.c et 2.d) mais avec un taux d'atteinte moins satisfaisants pour l'indicateur 2.b avec un taux de régression d'environ 4 points et des taux satisfaisants pour l'indicateur 2.c avec 59% de taux d'atteinte et 2.d avec 70% de taux d'atteinte. Au niveau des indicateurs de processus 1 indicateur n'a pas permis de calculer le taux d'atteinte à cause de l'absence de cible fixée en fin de programme ( il s'agit de l'indicateur 2.1.3 : Nombre d'ateliers d'échange transfrontalier organisés avec la présence des principales OSC impliquées). La mission conclue que les capacités des organisations de la société civile locale à identifier, planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer des projets répondant aux préoccupations des communautés locales et visant la prévention et la gestion non violente des conflits à travers le renforcement de capacités de 221 personnes en cycle de gestion de micro-projets, 242 personnes en analyse des conflits et gestion non violente des conflits, 173 personnes en « Ne Pas Nuire et sensibilité aux conflits » et 165 personnes en médiation et techniques de négociations basées sur les intérêts grâce à des réunions de coordinations et des ateliers d'échange transfrontaliers. Le niveau de performance des indicateurs est observé avec 84,9 % des microprojets mis en œuvre avec succès par les organisations de la société civile, une baisse de la proportion qui passe de 45,57% à 41,4% des membres de la communauté pensent que leur communauté est paisible, sûre et sécurisée, 46,8% des membres de la communauté déclarent que les activités des organisations de la société civile locale en matière de prévention, de gestion non violente des conflits et la promotion d'une paix positive sont satisfaisantes et 7% des initiatives transfrontalières portées par les OSC portent sur la promotion de la paix de part et d'autre de la frontière. Le niveau de performance des indicateurs est jugé satisfait malgré la baisse de l'indicateur 2.b « membres de la communauté pensent que leur communauté est paisible, sûre et sécurisée »*

### 3.3.5. Effectivité et bilan de réalisation des activités du Résultat 3

Le Résultat 3 « Les organisations de la société civile locale dans la zone du Liptako-Gourma documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires afin de démultiplier les effets des activités organisées et de créer des tremplins vers de nouvelles opportunités » est constitué de 4 activités dont les niveaux d'exécution sont présentés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 13 : Etat de réalisation des activités Résultat 3**

Activités prévues	Taux de réalisation sur les 2 ans en %	Commentaires
A3.1 : Formations en évaluation, capitalisation, documentation, story-telling.	+100%	Ont participé à cette formation les membres du comité, le représentant des jeunes, de la CAFO, des services techniques et des OSC. Sur une prévision de 150 participants 190 personnes été formés (Femmes :59 ; Hommes :131 (dont 94 Jeunes))
A3.2 : Production de documents de capitalisation (plaquettes, supports audio et vidéos afin de partager les meilleurs résultats).	+100%	Des outils de gestion ont été partagés et validés par le comité et les OSC. 9 productions de document de capitalisation sur une prévision de 3
A3.3 : Organisation de rencontres entre les OSC par pays pour le partage des expériences et succès.	100%	Il y a eu deux (02) rencontres par zones entre les OSC de la région de Bandiagara, de Gao et Ménaka. Nous avons le groupe WhatsApp qui permettait aux OSC d'inter-agir pour créer une cohésion sociale entre les OSC et de partage de connaissance.
A.2.X : Organisation d'un atelier régional pour échanger sur les histoires de succès et mettre les OSC en relation avec les bailleurs et les décideurs afin d'influencer les politiques publiques.	100%	Elle a regroupé les acteurs du programme (Niger, Burkina, Mali) pour un partage d'expériences et une mise en contact des OSC avec les bailleurs.

**Source :** Rapport d'activité-AILP, Septembre 2024

Toutes les activités du résultat 3 ont été réalisées et le taux moyen d'exécution globale du **Résultat 3** est de **100%**.

Le tableau ci-après présente une analyse des forces-faiblesses -Opportunités-Menaces suite à mise en œuvre des activités du résultat 3.

**Tableau 14: Forces-faiblesses -Opportunités-Menaces du résultat 3**

Forces	Faiblesses / action à améliorer/ limites
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existences des OSC, membres des comités de gestion de conflits, les représentants des jeunes, les services techniques formés et disponibles en évaluation, capitalisation, documentation, story-telling</li> <li>- Existence d'OSC formés et maîtrisent en production de documents de capitalisation</li> <li>- Atelier régional organisé pour échanger sur les histoires de succès et mettre les OSC en relation avec les bailleurs et les décideurs afin d'influencer les politiques publiques</li> </ul> Bon niveau de réalisation du résultat 3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non définition et planification des activités de recyclage de l'ensemble des acteurs formés</li> </ul>
Opportunités	Menaces
Existence des services techniques pour l'appui / conseil Existence des OSC locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insécurité</li> <li>- Absence de financement</li> <li>- Mobilité de certains acteurs formés liés à l'insécurité ou des affectations (ST, autorités administratives)</li> </ul>

**Source :** Entretien terrain évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

### 3.3.6. Niveau d'évolution des indicateurs du résultat 3

Le résultat 3 s'intitule « Les organisations de la société civile locale dans la zone du Liptako-Gourma documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires afin de démultiplier les effets des activités organisées et de créer des tremplins vers de nouvelles opportunités ».

La performance des indicateurs de ce résultat est présentée dans le tableau ci-après.

**Tableau 15 : Niveau d'atteinte des indicateurs du résultat 3**

Indicateur de performance	Ventilation	Valeur de référence	Endline	Cible	Ecart=Cible-Endline	Taux d'atteinte =(Endline/Cible) *100
Indicateur 3.a: % des membres des OSC qui documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires	Sites	5,48%	98,61%	80%	+18,61	+100%
Indicateur 3.b: Pourcentage des membres des OSC qui pensent être mieux équipés pour identifier et partager les meilleures pratiques	Sexe, Age, Sites	0%	100%	70%	+30	+100%
Indicateur 3.c: Pourcentage des membres des OSC qui déclarent avoir appris de nouvelles expériences grâce aux rencontres de partage d'expériences	Sexe, Age, Sites	0%	100%	70%	+30	+100%
Indicateur 3.d: Pourcentage des membres de la communauté qui déclarent avoir amélioré les interactions paisibles et la confiance avec les membres des communautés de l'autre côté de la frontière	Sexe, Age, Sites	22,59%	48,4%	80%	-31%	61%
Indicateur 3.1.1. : Nombre de personnes formées sur le mécanisme d'apprentissage à travers la capitalisation des bonnes pratiques et les leçons apprises	Sexe, Age, Sites	0	Cible : Total :190 ; Femmes :59 ; Hommes :131 (dont 94Jeunes)	Cible : 150 Femmes : 50 Hommes : 100 Jeunes : 50	+40	+100%
Indicateur 3.1.2. : Nombre de rencontres	Sites	0	5	3	+2	+100%

Indicateur de performance	Ventilation	Valeur de référence	Endline	Cible	Ecart=Cible-Endline	Taux d'atteinte =(Endline/Cible) *100
organisées pour l'échange inter-acteurs						
Indicateur 3.2.1 Nombre d'OSC qui ont partagés les résultats des microprojets avec les bailleurs ou décideurs politiques	Sites	0	66	75	-9	88%
Indicateur 3.2.2. : Nombre de documents (écrit, audio, vidéo) de capitalisation produits et publiés par les OSC qui sont accessibles et/ou disponibles sur les plateformes en lignes (sites web, réseaux sociaux)	Sites et Type	0	20	15	+5	+100%
Indicateur 3.2.3. : Nombre des bailleurs ou décideurs politiques participant à l'atelier régional pour échanger sur les histoires de succès	Sexe, Age, Sites	0	32	30	+2	+100%

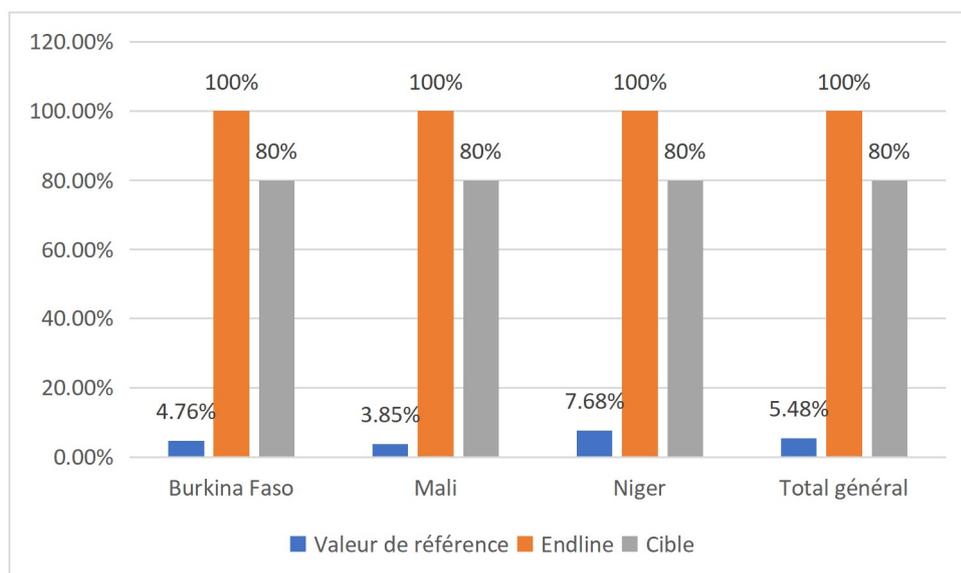
Source : Enquête terrain, évaluation finale, Septembre 2024

**Analyse des performances des indicateurs du résultat 3 :** Cette analyse va se faire en comparant l'évolution des indicateurs de la valeur de référence, l'endline) et la cible fixée en fin de mise œuvre.

- **Indicateur 3.a: % des membres des OSC qui documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires**

**Définition :** Il s'agit des OSC qui essaient de capitaliser tous les processus, d'élaborer les documents de bonnes pratiques et qui les partagent avec les autres OSC et partenaires. Le graphique ci-après présente l'évolution de l'indicateur de la baseline à l'endline.

**Graphique 6 : Evolution de l'indicateur 3.a de la baseline à l'endline**



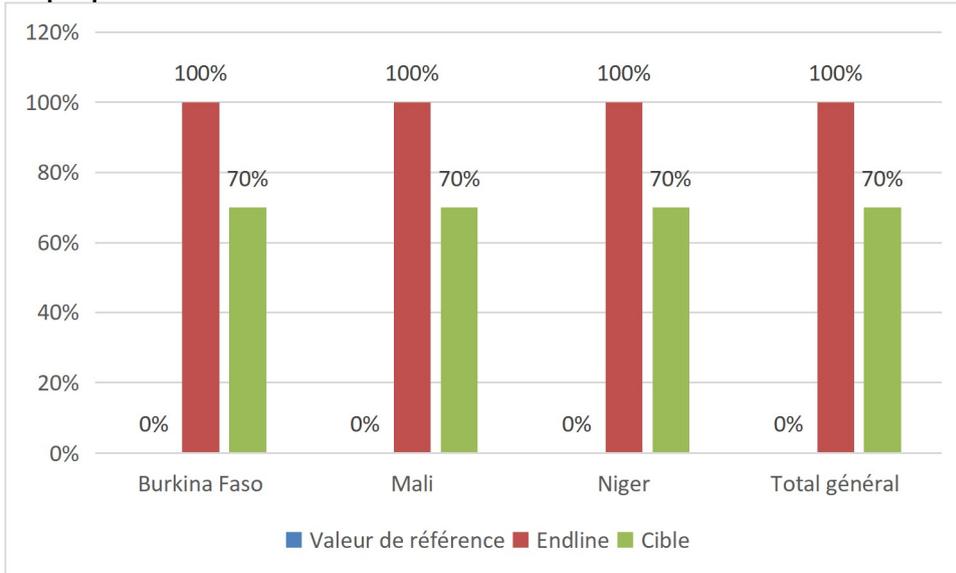
On note une évolution positive de l'indicateur de la baseline à l'endline passant de 5,48% à 100% des membres des OSC qui documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires avec un écart positif de 20 points. De façon

spécifique l'indicateur a connu une bonne évolution dans chaque pays avec un taux d'atteinte de plus de 100% par rapport à la cible fixée. Cette évolution positive s'explique en grande partie par les activités de renforcement sur la capitalisation qui permettent de les mettre en pratique.

- **Indicateur 3.b: Pourcentage des membres des OSC qui pensent être mieux équipés pour identifier et partager les meilleures pratiques**

**Définition :** Il s'agit des équipements en termes de moyens matériels et financiers pour permettre aux OSC d'identifier et de partager les meilleures pratiques. Une évolution de l'indicateur est présentée dans le graphique ci-dessous.

**Graphique 7 : Evolution de l'indicateur 3.b de la baseline à l'endline :**



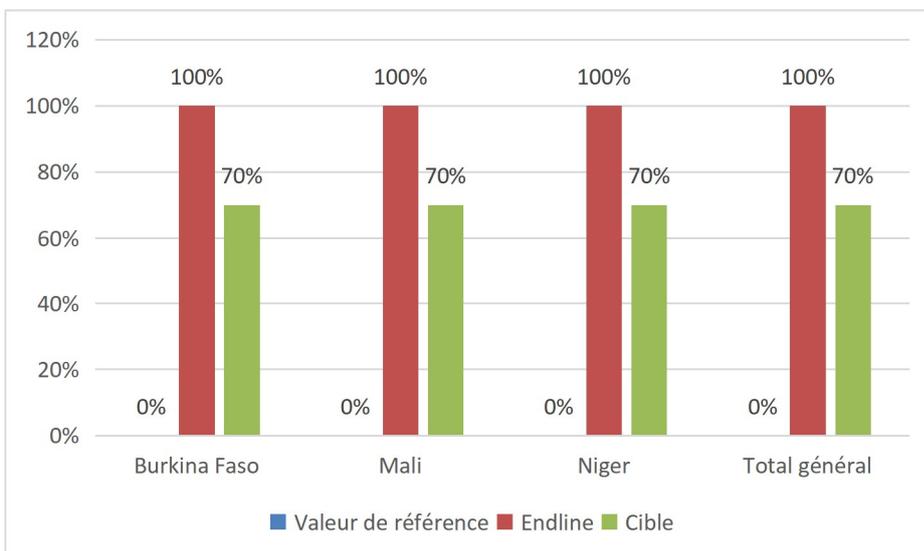
Une évolution positive de l'indicateur est observée en passant de 0% (baseline) à 100% à l'endline avec un écart positif de 30 points par rapport à la cible fixée en fin de programme. 100% des membres des OSC pensent être mieux équipés pour identifier et

partager les meilleures pratiques. Le taux d'atteinte de l'indicateur est de plus de 100% par rapport à la cible fixée.

- **Indicateur 3.c: Pourcentage des membres des OSC qui déclarent avoir appris de nouvelles expériences grâce aux rencontres de partage d'expériences**

**Définition :** Il s'agit de membres des OSC qui ont participé à des rencontres de partage d'expériences des autres et qui déclarent avoir appris de nouvelles choses ou initiatives qu'ils ne connaissaient pas au paravent. Le graphique ci-après illustre l'évolution de l'indicateur de la baseline à l'endline.

**Graphique 8 : Evolution de l'indicateur 3.c de la baseline à l'endline**



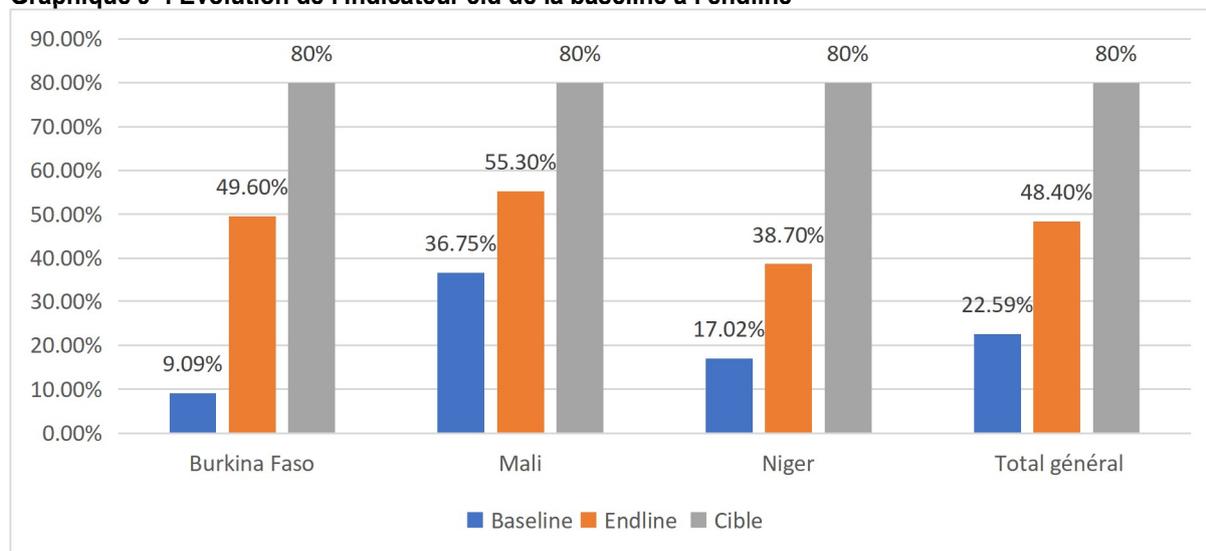
Une proportion de 100% des membres des OSC déclarent avoir appris de nouvelles expériences grâce aux rencontres de partage d'expériences. Une évolution positive de l'indicateur avec un écart positif de 30 points par rapport à la cible fixée en fin de programme (70%) qui

s'explique par les activités de rencontre et de partage d'expérience organisées par le projet. Le taux d'atteinte de cet indicateur est de plus 100%.

- **Indicateur 3.d: Pourcentage des membres de la communauté qui déclarent avoir amélioré les interactions paisibles et la confiance avec les membres des communautés de l'autre côté de la frontière**

**Définition :** Il s'agit des membres des communautés qui déclarent des interactions paisibles et qui ont confiance aux autres (groupe ethnique, village, groupe socio-professionnel, etc.). Le graphique ci-après présente l'évolution de l'indicateur désagrégé par sexe, tranche d'âge et par pays.

**Graphique 9 : Evolution de l'indicateur 3.d de la baseline à l'endline**



L'indicateur a connu une évolution de la baseline à l'endline en passant 22, 59% à 48,4% mais n'a pas atteint la cible fixée en fin de programme avec un écart négatif de 31,6 points qui s'explique par une baisse du niveau de confiance et d'interaction entre les populations de la zone de Liptako Gourma à cause des attaques terroristes dans la zone d'inventions selon les personnes interviewées. Le taux d'atteinte de l'indicateur est 61%. La perception des femmes et des hommes a connu une évolution de la baseline à l'endline avec des proportions presque identiques à l'endline. La répartition de l'indicateur par tranche d'âge et sexe est présentée en **annexe 9**.

- **Indicateur 3.1.1. : Nombre de personnes formées sur le mécanisme d'apprentissage à travers la capitalisation des bonnes pratiques et les leçons apprises**

C'est le Nombre de personnes ayant participé à la formation sur le mécanisme d'apprentissage à travers la capitalisation des bonnes pratiques et les leçons apprises.

Au total 190 personnes ont été formées sur le mécanisme d'apprentissage à travers la capitalisation des bonnes pratiques et les leçons apprises dont 59 femmes, 94 jeunes et 37 hommes. L'indicateur est au-delà de la cible fixée par le programme en fin de mise en œuvre avec un écart positif de 40 personnes.

- **Indicateur 3.1.2. : Nombre de rencontres organisées pour l'échange inter-acteurs**

C'est le nombre de rencontres organisées par l'équipe de programme pour des échanges inter-acteurs.

Au total 5 rencontres ont été organisée sur une prévision de 3. L'indicateur est au-delà la cible fixée avec un écart négatif de 2. Le taux d'atteinte est de +100%.

- **Indicateur 3.2.1 : Nombre d'OSC qui ont partagés les résultats des microprojets avec les bailleurs ou décideurs politiques**

C'est le nombre d'OSC qui ont partagés les résultats des microprojets avec les bailleurs ou décideurs politiques.

Au total 66 OSC ont partagés les résultats des microprojets avec les bailleurs ou décideurs politiques. L'indicateur n'a atteint la cible fixé en fin de programme avec un écart négatif de 9 qui s'explique par la

non-participation de toutes OSC aux ateliers régionaux d'échanges sur les histoires de succès. Le taux d'atteinte de l'indicateur est 88%.

- **Indicateur 3.2.2. : Nombre de documents (écrit, audio, vidéo) de capitalisation produits et publiés par les OSC qui sont accessibles et/ou disponibles sur les plateformes en lignes (sites web, réseaux sociaux)**

C'est le nombre de documents (écrit, audio, vidéo) de capitalisation produits et publiés par les OSC qui sont accessibles et/ou disponibles sur les plateformes en lignes (sites web, réseaux sociaux).

Au total 20 documents (écrit, audio, vidéo) de capitalisation produits et publiés par les OSC sont accessibles et/ou disponibles sur les plateformes en lignes (sites web, réseaux sociaux). L'indicateur au-delà de la cible fixée en fin de programme avec un écart positif de 5 documents. Le taux d'atteinte de l'indicateur est de plus 100%

- **Indicateur 3.2.3. : Nombre des bailleurs ou décideurs politiques participant à l'atelier régional pour échanger sur les histoires de succès**

C'est le nombre des bailleurs ou décideurs politiques participant à l'atelier régional pour échanger sur les histoires de succès.

Au total 32 bailleurs ou décideurs politiques ont participé à l'atelier régional pour échanger sur les histoires de succès. L'indicateur a atteint la cible fixée avec un écart positif de 2 participants. Le taux de réalisation de l'indicateur est à plus de 100%

*Conclusion partielle : Le niveau d'exécution physique est de 100% et le taux moyen des indicateurs du résultat 3 est de 94,3%. Sur les 4 indicateurs de résultat, un seul n'a pas atteint la cible fixée, il s'agit de l'indicateur 3.d mais son taux d'atteinte est de 61%. Au niveau des indicateurs de processus un seul aussi n'a pas atteint la cible (Indicateur 3.2.1 Nombre d'OSC qui ont partagés les résultats des microprojets avec les bailleurs ou décideurs politiques) mais le taux d'atteinte est de 88%. La mission conclue que les organisations de la société civile locale dans la zone du Liptako-Gourma documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires afin de démultiplier les effets des activités organisées et de créer des tremplins vers de nouvelles opportunités à travers le renforcement de capacités de 190 personnes sur le mécanisme d'apprentissage (la capitalisation des bonnes pratiques et les leçons apprises), le partage de résultats des microprojets de 66 OSC et 20 documents de capitalisation avec les bailleurs ou décideurs politiques (32 participants). Le niveau de performance est observé avec 98,61 % des membres des OSC qui documentent les meilleures pratiques, capitalisent, échangent entre elles et avec les partenaires. Il ressort que 100% des membres des OSC pensent être mieux équipés pour identifier et partager les meilleures pratiques, 100% des membres des OSC qui déclarent avoir appris de nouvelles expériences grâce aux rencontres de partage d'expériences et 48,4% des membres de la communauté qui déclarent avoir amélioré les interactions paisibles et la confiance avec les membres des communautés de l'autre côté de la frontière.*

### 3.3. Analyse de l'indice de la cohésion sociale

La cohésion sociale est définie comme la force des liens qui unissent les membres d'une ou plusieurs communautés. C'est aussi la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les inégalités et en évitant la marginalisation. La méthodologie de mesure de l'Indice de Cohésion Sociale utilisée au niveau de Mercy Corps repose sur 6 composantes principales :

- **La confiance** : Faire confiance aux membres d'autres groupes avec lesquels on ne s'entend pas bien
- **Interaction** : Niveau d'interaction avec les membres d'autres groupes
- **Coopération** : Avantage à coopérer avec tous les groupes qui existent dans la communauté
- **Tolérance** : Perception générale des membres d'autres groupes - Être en mesure d'accepter une idée / un principe / un conseil d'autres groupes qui diffère de ses règles ou principes
- **Action collective** : Travailler sur une activité d'intérêt commun dans la communauté avec un membre d'autres groupes
- **Inclusion sociale** : Contribuer à la prise de décision communautaire

L'ICS se calcule en mesurant d'abord le pourcentage de personnes qui sont d'accord sur la présence de chaque attitude ou comportement dans leur communauté. L'ICS global est ensuite calculé en prenant la moyenne des scores "d'accord" pour chacune des six variables qui composent la cohésion sociale. La mesure des dimensions sous-jacentes de la cohésion sociale permet d'analyser chaque élément séparément pour informer et adapter la programmation au sein de chaque communauté afin qu'elle puisse mieux répondre aux besoins de la population cible. Le tableau ci-après présente l'évolution de l'indice de la cohésion sociale de la baseline à l'endline.

**Tableau 16 : Evolution de l'indice de Cohésion Sociale de la baseline à l'endline**

Pays	Burkina Faso		Mali		Niger		Ensemble	
	Baseline	Endline	Baseline	Endline	Baseline	Endline	Baseline	Endline
<b>Confiance</b>	5,32%	21,24%	0,34%	19,87%	5,24%	10,70%	3,22%	17,38%
<b>Interactions</b>	23,40%	19,91%	3,69%	16,23%	17,47%	35,80%	13,29%	23,48%
<b>Bénéfices de la Coopération</b>	54,79%	48,23%	25,50%	75,17%	57,21%	45,68%	43,36%	57,98%
<b>Tolérance avec la diversité/différence</b>	48,40%	48,23%	43,96%	75,17%	41,92%	45,68%	44,48%	57,98%
<b>Action Collective</b>	98,40%	98,67%	77,52%	94,37%	98,69%	95,06%	89,79%	95,86%
<b>Inclusion Sociale</b>	60,11%	84,96%	51,01%	83,77%	59,83%	89,30%	56,22%	85,86%
<b>Social Cohesion Index</b>	48,40%	51,25%	33,67%	59,00%	46,73%	52,74%	41,72%	54,76%

**Source** : Enquête terrain, évaluation finale, Septembre 2024

Analyse de la performance des composantes de l'indice de la cohésion.

A travers le tableau, il ressort de l'analyse pour la composante « **Confiance totale** » que la proportion des personnes interrogées a connu une évolution de la baseline à l'endline en passant de 3,22% à 17,38% personnes qui déclarent avoir une confiance totale aux membres du groupe avec lequel ils sont en conflit. Il est ressorti des entretiens qu'en général, les membres de ces communautés ne se font pas du tout confiance sur les aspects liés à l'accès à la terre (le foncier, 48,51% de réponses des personnes interrogées et au conflits (38,78% de réponses des personnes interrogées). Cette déclaration est observée par 20,33% femmes interrogées contre 15,45% des hommes dans la zone d'intervention du projet (**voir annexe 10**).

Pour la composante « **Interactions** », il s'agit de toute rencontre en face à face ou avec une ou plusieurs autres personnes de la communauté. Elle s'est améliorée d'environ 10 points de la baseline à l'endline en passant de 13,29% à 23,48% des personnes interrogées qui pensent que les interactions sont très positives entre elles et les membres des groupes avec lesquels elles sont en conflit. De façon spécifique elle a connu une baisse au Burkina Faso en passant de 23,4% à 19,91% des personnes interrogées et cela pourrait s'expliquer par des événements/occasions qui conduisent à des interactions

négatives tels que les dégâts champêtres causés par les animaux, les attaques terroristes sont des événements qui favorisent les interactions négatives les plus fréquemment signalées. Cette perception est observée par 25,25% des femmes interrogées qui pensent que les interactions sont très positives entre elles et les membres des groupes avec lesquels elles sont en conflit contre 22,32% des hommes (**voir annexe 10**).

Au niveau de la composante « **Bénéfices de la Coopération** », elle passe de 43,36% à la baseline à 57,98% des personnes qui sont d'accord avec le fait qu'il y a des bénéfices à coopérer avec d'autres membres de leur communauté avec lesquels ils sont en conflit. Mais cette perception a connu une baisse d'environ 6 points au niveau du Burkina Faso en passant de 54,79% à 48,23% et d'environ 12 points pour le Niger en passant de 57,21% à 45,68%. Cette baisse pourrait s'expliquer par le non aboutissement dans la résolution des conflits ou des désaccords qui existent entre ces groupes. Pour la composante coopération, elle est observée par 53% des hommes contre 42,95% des femmes (**voir annexe 10**).

Concernant la composante « **Tolérance avec la diversité/différence** », elle a été mesurée par le niveau d'accord avec la déclaration suivante : « Je suis capable d'accepter des idées contraires, des principes religieux, ou des conseils socioprofessionnels différents de mes règles et principes provenant du groupe lequel je suis en conflit ». Cette composante a connu une évolution positive de la baseline à l'endline avec une hausse de 13 points passant de 44,48% à 57,98% des répondants qui disent être capable d'accepter la tolérance. Cette perception est restée constante au niveau du Burkina Faso de la baseline à l'Endline. Au niveau de cette composante, la perception est observée par 60,33% des femmes contre 56,44% des hommes (**voir annexe 10**).

Pour la composante « **Action Collective** », elle a connu une évolution en passant de 89,79% à 95,86% des personnes interrogées qui disent être prêts à travailler pour le bien commun de leur communauté avec les membres d'un groupe en conflit dans la zone d'intervention du projet. De façon spécifique, elle a connu une baisse au Niger et est restée constante au Burkina Faso. Cette évolution dans ces 2 pays pourrait s'expliquer par la méfiance ou des ressentiments qui existe encore au sein des communautés entre les groupes en conflits malgré les actions de sensibilisation sur la cohésion sociale. Cette déclaration est observée par 96,57% des hommes contre 94,75% des femmes (**voir annexe 10**).

La composante « **Inclusion Sociale** » a pour objectif d'analyser le niveau d'inclusion des individus et des groupes dans la vie de leur communauté sans discrimination fondée sur l'âge, le sexe, la religion, l'appartenance ethnique, etc. Cette inclusion a été mesurée par le niveau d'habitude des participants à donner leur avis dans la prise de décision au sein de leur communauté. Il ressort des résultats du tableau ci-dessus que la proportion est passée de 56,22% à 85,86% des répondants qui disent avoir l'habitude de donner leur avis lors de la prise de décision dans leur communauté dans la zone d'intervention du projet. De façon spécifique, elle a connu une évolution dans les 3 pays. Pour l'inclusion sociale, la déclaration est observée par 91,63% des femmes contre 77,05% des hommes des personnes interviewées (**voir annexe 10**).

Il faut noter que l'indice de Cohésion sociale s'est amélioré de la baseline à l'endline en passant de 41,72% à 54,76% des enquêtés qui trouvent que la cohésion sociale est forte au sein de leur communauté, soit une hausse de 13 points. Cela a été possible grâce à certains facteurs tels que la participation à certaines activités communautaires. La perception / déclaration des femmes est plus observée au niveau des composantes de l'indice de la cohésion sociale telles que « Cofinance », « Interaction » et « Action collective » que chez les hommes. Par contre pour les composantes (Coopération, Tolérance et Inclusion sociale), la perception / déclaration est plus observée chez les hommes que les femmes (**voir annexe 10 pour plus de détail**). Il faut souligner que l'intervention du projet AILP a contribué à réduire la violence liée à l'accès, à la gestion et à l'utilisation des ressources naturelles (terre, eau, pâturages), à la prévention de la violence inter et intra-communautaire avec 160 conflits communautaires prévenus à travers notamment l'établissement des actes de sécurisation

foncière et le recours à la parenté/Alliance à plaisanterie, à la prévention de la violence liée aux crimes organisés et aux groupes armés non étatiques, à la réduction de la vulnérabilité à l'extrémisme violent avec 844 membres des OSC qui ont été formés sur diverses thématiques (« Do No Harm », Médiation/Négociation, Sensibilité au conflit, Gestion de projet et Capitalisation) et l'amélioration de la cohésion sociale avec 433 Initiatives de promotion de la paix ont été appuyé. La mise en œuvre du projet AILP a prôné les composantes de l'indice de la cohésion sociale à travers la **confiance** en travaillant avec les OSC locale sans distinction ; **l'interaction** avec les réunions, ateliers, les cadre d'échanges, la résolution des cas de conflits ; la **Coopération** à travers les micro-projets communautaires et les journées de partage d'expériences ; **la tolérance avec la diversité/différence** avec l'acceptation des personnes déplacées internes (PDI) en tant que bénéficiaires du projet ; l'Action **Collective** avec la mise en œuvre des microprojets communautaires ; l'Inclusion Sociale avec de bénéficiaires sans discrimination fondée sur l'âge, le sexe, la religion, l'appartenance ethnique, etc. Bien que des améliorations fut observer, néanmoins, la baseline aurait dû fixée des cibles pour chaque composante afin de mesurer la performance de l'indice à travers l'apport du projet en fin de programme.

### 3.4. Analyse de l'efficience

#### 3.4.1. Analyse de la gestion des ressources humaines

Le tableau ci-après présente les ressources humaines qui participent à la mise en œuvre du projet.

**Tableau 17 : Analyse des ressources humaines**

Poste	Nombre	Temps d'intervention sur le projet <b>Temps partiel</b> ou <b>Plein Temps</b>
Program Manager	01	Plein temps
Program Officers	03	Plein temps
Spécialiste MEL	01	Plein temps
Assistant Financier	01	Plein temps
MEL	02	Temps partiel
Finance	02	Temps partiel
Assistant Logistic	03	Temps partiel
Assistant RH	03	Temps partiel
Chauffeur	03	Temps partiel
Directeur de programmes ou adjoint	03	Temps partiel
Directeur Pays	03	Temps partiel
Directeur Financier	02	Temps partiel
Directeur des opérations	02	Temps partiel
Finance Manager	03	Temps partiel
RH Manager	03	Temps partiel
MEL Manager	02	Temps partiel
Opérations Manager	03	Temps partiel
<b>Total</b>	<b>40</b>	

**Source** : Bilan financiers / ressources humaines du projet AILP

Le projet a employé 2 types de ressources humaines : au total 40 personnes constituées de personnel technique et de personnel administratif/d'appui. Une partie de ce personnel (6) est employé à temps plein et l'autre partie (34) est employée à temps partiel et est payée au prorata du temps opassé sur le projet. Ce qui dénote une bonne gestion du personnel et des ressources financières. L'ensemble des ressources humaines dispose des compétences / qualifications et des expériences dans les domaines de gestion des conflits, cohésion sociale, en matière genre et de jeunesse cadrent avec les volets de la gouvernance locales et prévention et gestion des conflits, etc. A cela, il faut ajouter le recrutement et valorisation des compétences locales (OSC/OCB) qui a facilité la mise en œuvre des activités malgré le contexte sécuritaire volatile. Par ailleurs les services techniques / autorités administratives, outre leur rôle régalien ont participé à la mise en œuvre du projet à travers leur implication dans les comités de sélection et de suivi en l'occurrence des appuis conseils et techniques. L'importance de multi-acteurs engagées au niveau des ressources humaines a permis d'être efficient à travers l'utilisation des ressources et la technologie locales (*par exemple la responsabilisation des artisans locaux en mettant à leur disposition les machines pour le curage et fonçage des puits pastoraux dans la région de la boucle du Mouhoun*) pour faciliter la mise en œuvre du projet AILP.

#### 3.4.2. Analyse de la gestion des ressources matérielles

Les ressources matérielles mises à la disposition du projet sont gérées de façon rationnelle. Des ordres de mission définissent l'objectif, la destination et les périodes d'utilisation des engins roulants. Des révisions régulières sont faites et chaque véhicule dispose d'un carnet de bord attestant de la régularité des entretiens courants et des réparations. La majorité du matériel utilisé est toujours en bon état. Ce qui dénote une bonne gestion du ressources matérielles affectées au projet.

### 3.4.3. Analyse de la gestion des ressources financières

L'utilisation des ressources financières est faite en tenant compte des planifications et des accords définis dans les différents protocoles de partenariat de mise en œuvre du projet.

Certaines activités devant être exécutées par des prestataires externes sur financement du projet ont fait l'objet de TDR et d'appels d'offres pour la réalisation des formations, la réalisation des infrastructures communautaires dans la mise en œuvre des microprojets (banque de céréales, puits maraîchers, puits pastoraux, jardin maraîchers, élevages, etc.), l'acquisition du matériel informatique et bureautique, les études, audits, la contractualisation avec les services, etc.

Cette gestion des ressources financières du projet est faite à travers un système de comptabilité informatisé. Les pièces justificatives des dépenses sont contrôlées, classées dans des chronos, numérotées, et portant des imputations comptables ainsi que le visa de contrôle du comptable et validé par le gestionnaire financier. Ce système répond aux normes d'un système de gestion de qualité.

Le taux d'exécution financière du projet mis à la disposition est de **100%**. Le taux d'exécution physique pour l'ensemble des activités est estimé à **100%**. Le ratio coût efficacité global est donc égal à  $100/100 = 1$ , ce qui signifie que l'exécution du projet a été efficiente dans la gestion des ressources financières.

**Tableau 18 : bilan d'exécution physique et financière du projet**

Rubriques	Budget prévus	Dépenses	Ecart	Taux d'exécution financière
1. Staff and Other Personnel	702245	735753	-33508	105%
2. Equipment, Véhicules, & fourniture (& Dépréciation)	29564	28418	1146	96%
2. Voyages	53212	56022	-2810	105%
3. Bureau local et Autres couts	104428	105711	-1283	101%
4. Transfers and Grants to Counterparts (R1, R2, R3) OSC et OBC	1068000	1066883	1117	100%
5. CONTRACTUAL SERVICES (R1, R2, R3) Mercy Corps	379000	343703	35297	91%
<b>TOTAL</b>	<b>2336449</b>	<b>2336490</b>	<b>-41</b>	<b>100%</b>

**Source :** Bilan financiers du projet AILP

Le projet a été exécuté à travers la bonne gestion des ressources humaines, matérielles et financières. Le rapport coût/efficacité révèle que le projet a été efficient car le ratio coût efficacité est égale à 1, le ratio 100% / 100% donne 1. Ce qui signifie que l'exécution du projet a été efficiente dans la gestion des ressources financières. Les ressources humaines ont été gérées de façon très rationnelle afin d'assurer l'atteinte des résultats dans le temps imparti et avec les moyens disponibles. Il s'agit concrètement de la bonne planification (annuelle, trimestrielle, mensuelle) des activités avec la répartition des tâches, le suivi-évaluation rapproché des activités (réunions mensuelles, trimestrielles et annuelles), et le suivi-évaluation intensif des activités sur le terrain avec la forte implication des services techniques déconcentrés de l'Etat et autres acteurs. L'importance de multi-acteurs engagées au niveau des ressources humaines a permis d'être efficient à travers l'utilisation des ressources et la technologie locales (par exemple la responsabilisation des artisans locaux en mettant à leur disposition les machines pour le curage et fonçage des puits pastoraux dans la région de la boucle du Mouhoun) pour faciliter la mise en œuvre du projet AILP. Il faut souligner que le processus de recrutement du staff a subi un retard qui malheureusement à entrainer un retard dans le démarrage effectif du projet.

### 3.5. Analyse des Effets /changements

Aujourd'hui à travers la mise en œuvre du projet AILP, plusieurs d'effets/changements sont perceptibles dans la zone d'intervention du projet. Il s'agit en autres :

- **Changements majeurs dans les relations entre les autorités locales et les OSC** : Au niveau des autorités locales et OSC, les actions du projet ont permis un  **rapprochement entre autorités locales et les OSC (issues de la communauté) entraînant une amélioration des relations intercommunautaires**. Dans ce sens, il y a même des témoignages de la part des autorités, des leaders communautaires et d'autres qui montrent que le programme AILP a réussi à renforcer davantage la confiance entre les autorités et les autres couches de la communauté notamment des jeunes. À ce titre la Mairesse de la commune de Sakoiria qui dit ceci : *« les actions menées par les comités d'écoute et du développement en termes de sensibilisation sur toutes les couches sociales ont favorisé la mobilisation des ressources fiscales au niveau de la commune. Pour la première fois dans l'histoire, la Commune a enregistré le paiement de la voirie par avance par les commerçants de la commune »*. Ensuite, au regard de toutes les actions qui sont mises en œuvre par les scoops accompagnés par le programme AILP, la commune de Dessa a fait en sorte que le Maire décide de diminuer les coûts de formalisation des structures des jeunes. Au niveau de la commune de Say, ce programme a permis de mettre en place un cadre de concertation entre les jeunes et les autorités et le maire a pris un arrêté pour reconnaître ce cadre dont les rencontres continuent à se tenir même après la fin du programme AILP.
- **Changements majeurs dans les relations entre les OSC et les populations : Un engagement communautaire de la part des OSC et des populations bénéficiaires** qui s'explique par une appropriation/adhésion aux actions du projet. L'implication des OSC locales a favorisé une adhésion et une forte mobilisation de la communauté bénéficiaires notamment dans le cadre des évaluations des besoins et l'identification des solutions. Cela se justifie avec un bon taux de réalisations des activités des OSC/OCB. Au moins 433 initiatives communautaires de renforcement des capacités de la cohésion sociale qui ont été exécutées.
- **La participation, la gestion et la responsabilisation de la communauté elle-même** à travers la mise en place des comités de paix, de gestion de conflit, la participation à des cadres de concertations et le renforcement de capacités des leaders communautaires et autorités administratives ont permis à ces acteurs de s'approprier des outils et trouver des solutions aux conflits dans leurs localités. Le projet a également contribué à l'amélioration de la confiance non seulement au sein des communautés mais aussi entre les populations et les autorités locales et services techniques. Un cas de témoignage de du Maire Adjoint de la commune de Bandiagara qui relate les faits suivants *« j'ai eu à gérer un cas de conflit pendant de façon amiable la saison hivernale entre un éleveur et un agriculteur en procédant à l'élaboration d'un PV de conciliation avec l'implication du service technique de l'agriculture, ensuite on est passé à la réparation des dégâts. Cela a consolidé les liens de parenté avec la demande en mariage de la fille de l'autre ce qui permet de renforcer davantage leur lien de vivre ensemble »*. Un autre de témoignage du Maire disait aussi *« Les sous-subsidies accordées aux OSC ont constitué un ouf de soulagement pour les communautés locales en ce sens qu'ils ont contribué à améliorer les opportunités économiques dans une période où la commune était carrément coupée de Mopti du fait de l'insécurité »*.

**Changements sur le plan socio-culturel, respect de l'équité :**

- **Sur le plan culturel et sportif**, la reprise des anciennes pratiques abandonnées notamment des courses des chameaux, des chevaux et de lutte traditionnelle, activités ayant permis de regrouper plusieurs couches sociales renforçant du coup une renaissance de la confiance entre les différentes communautés déchirées par la situation sécuritaire qui avait malheureusement entraîné l'arrêt de certaines activités culturelles (courses des chevaux, lutte traditionnelle). Il

faut noter que l'organisation des activités sportives et culturelles ont permis de renforcer les liens socio-ethniques à travers la promotion du vivre ensemble, la participation communautaire, l'interculturalité, la communication sur la non violence et une grande opportunité pour la pacification des relations entre jeunes, notamment hôtes et PDIs. Le renforcement des capacités de 10 arbitres en techniques d'arbitrage et en gestions e conflits dans la commune de Bourem a permis de réduire le cas de violences lors des compétitions sportives, renforcer l'esprit d'équité et aussi créer aussi une source de revenu pour ces arbitres à travers les matchs de football qu'ils officialisent dans les localités de la commune.

- **Au niveau du volet social**, la réhabilitation des puits pastoraux, la mise en place des banques de céréales avec la mise en place des comités de gestions des infrastructures et le curage des puits pastoraux dans les communes d'Abala et Sanam au Niger ont contribué à une bonne gestion des ressources naturelles pour les transhumances qui jadis étaient des facteurs de division des communautés à cause de la rareté des ressources en eau entre les pasteurs et les agro-pasteurs. Il y a eu également la réhabilitation du centre de santé transfrontalier entre le Burkina et le Mali a permis de prendre en compte le volet social au sein de la communauté en termes d'amélioration de l'accessibilité aux soins de santé.
- L'on note également la prise en compte du **volet économique**, en ce sens, il faut noter que les microprojets ont permis de renforcer **l'autonomisation des couches les plus vulnérables** (jeunes et femmes) qui ont trouvé aujourd'hui des AGRs (maraîchage, embouche) à faire au niveau de trois pays et une contribution des femmes. Au-delà des AGRs, Mercy corps a initié les groupements féminins à la transformation agroalimentaire et à l'écoulement des produits transformés en organisant des foires. Ces femmes arrivent à subvenir à leurs besoins et aux besoins de leurs familles en participant à la gestion du budget familial tout en apportant leur contribution au bon fonctionnement du foyer. Aujourd'hui il y a des témoignages phares qui montrent l'amélioration des conditions de vie de ces couches vulnérables et une amélioration de leurs images au sein de leur famille.

### 3.6. Analyse de la durabilité

L'Analyse de la durabilité revient à s'interroger sur la durée des bénéfices du projet après le financement. La durabilité du projet est analysée à plusieurs niveaux notamment sur le plan institutionnel et sur la stratégie du « faire faire » impliquant les OSC.

#### 3.6.1. Durabilité sur le plan institutionnel

Le processus d'approbation du projet a traversé un certain nombre d'étape. D'abord il y a eu l'appropriation nationale qui s'illustre à travers l'implication et la participation des départements ministériels en charge de l'économie et du développement, du développement communautaire, du développement sociale, action humanitaire, les directions de la jeunesse et de l'emploi, du genre et de la famille aux activités préparatoires d'identification des communes d'intervention et des associations locales de mise en œuvre. Pendant la mise œuvre, les structures administratives au niveau régional et départemental ont effectué des missions de supervision des activités du projet et des ateliers nationaux de bilan et de capitalisation. Par ailleurs, des feedbacks sur l'état de mise en œuvre des activités étaient aussi faits aux structures administratives.

Au niveau local, les résultats des entretiens montrent que le niveau d'appropriation des activités par les communautés est appréciable. Toutes les personnes touchées dans le cadre des entretiens terrain ont fait preuve d'une maîtrise des activités du projet et de la cohésion sociale. L'appropriation est renforcée par la stratégie du projet qui a consisté à adosser les activités de sensibilisations aux acteurs

communautaires et associations locales. Ces acteurs et structures constituent des relais des messages de paix et de cohésion sociale au niveau communautaire.

### 3.6.2. Durabilité sur la stratégie de faire-faire

La stratégie de faire-faire avec les associations locales et de responsabilisation des leaders communautaires en leur confiant les activités de sensibilisation au niveau communautaire, sont propices à l'appropriation des préoccupations liées à la culture de la paix et de cohésion sociale. L'appropriation des activités du projet et la responsabilisation sont très essentielles pour maintenir les changements induits. Sur le terrain, l'évaluateur note que les résultats du projet sont par endroits contrariés fortement par les conséquences du nombre d'attaques relativement élevé des groupes armés non étatiques sur la période de mise en œuvre du projet.

Selon les propos recueillis sur le terrain concernant la durabilité avec le gouverneur de la région de Gao « **Ceux ne sont pas des personnes externes qui ont initié les activités et qui ont fait la mise en œuvre, tous sont issus de la communauté, c'est leur propre initiative et leur propre solution aux problèmes identifiés à travers la participation aux diagnostics, ce qui un gage de durabilité).**

Propos recueillis lors de l'entretien avec Secrétaire général adjoint au Gouvernorat de Tillabéry qui dit ceci « **C'est même un apprentissage pour les structures locales qui ont mis en œuvre les activités du projet. Cela leur permet de s'approprier de ces activités afin de faire leur suivi même après projet.** »

*La valorisation du capital humain a été déterminante sur le projet, ce qui présage d'une bonne pérennité des actions à la fin de mise en œuvre du projet sur le plan institutionnel et la stratégie de faire-faire. Les actions visant l'autonomisation des jeunes et des femmes dans la gestion des microprojets augmentent considérablement le niveau d'appropriation de ceux-ci. Aussi, les renforcements des capacités des personnes ressources locales (OSC/OCB, leaders communautaires, les bénéficiaires, etc) et l'implication des services techniques de Etats permettent de garantir la durabilité. Mais la question qui reste posée est celle de l'appropriation après projet. Ce qui suppose que des sorties soient organisées/renforcées pour le suivi avec les services techniques et les autorités locales. Il serait plus judicieux de travailler à transférer les acquis aux communes afin qu'ils les intègrent à leur patrimoine pour un suivi (en cours de mise en œuvre). Le focus du projet sur les jeunes, les femmes et les leaders communautaires permet une bonne appropriation du projet par les bénéficiaires, ainsi qu'une amélioration durable de la coexistence pacifique dans la zone du projet.*

### 3.6.3. Analyse de la pérennisation des structures mises en place

L'analyse de la durabilité des structures mises en place s'est faite à travers les dispositifs mis en place, leur niveau de pérennisation et les insuffisances observées dans le processus. Le tableau ci-dessous présente l'analyse.

**Tableau 19 : Analyse du dispositif et de la pérennisation des réalisations ou investissements physiques**

Structures mises en place	Ressources / capacités		Motivation / Relations partenariales	Analyse des mécanismes qui peuvent entraîner la durabilité/ pérennisation
	Forces	Faiblesses / Risques		
OSC/OCB	Existence des mamans leaders, relais communautaires, les services techniques de la santé	Insuffisance de moyens financier Insécurité avec l'inaccessibilité de certaines localités	Forte motivation à travers les rencontres /participation. Ces groupes ont une relation partenariale avec les autorités administratives et collectivités	Mise en place des initiatives d'AGR pour faciliter le fonctionnement et la continuité des activités Mise en place des initiés de recherche de financement avec d'autres acteurs
Comités de sélection et de suivi	Implication des autorités administratives et locales	Insuffisance de moyen financier pour le suivi régulier après le projet Insécurité avec l'inaccessibilité de certaines localités	Rélation partenariale avec les OSC/OCB	Faire la promotion des OSC/OCB auprès des bailleurs de fonds

Structures mises en place	Ressources / capacités		Motivation / Relations partenariales	Analyse des mécanismes qui peuvent entraîner la durabilité/ pérennisation
	Forces	Faiblesses / Risques		
Microprojets communautaires	Existence des OSC/OCB Existence des collectivités et service techniques Maîtrise du processus d'élaboration	Insuffisance des moyens financier L'insécurité avec mouvement de la population	Forte motivation des bénéficiaires Invite des bénéficiaires pour des comptes rendus aux Collectivités lors des journées communales	Intégration dans le patrimoine communale à travers l'exécution dans les plans annuels d'investissement
Infrastructures réalisés /réhabilités (site maraîcher, puits/ forages pastoraux,	Existences de comités de gestion	Insécurité avec l'inaccessibilité de certaines localités	Forte motivation au regard de la réponse aux besoins Relation partenariale avec les collectivités qui a une maîtrise d'ouvrage dans le domaine	Mise en place des initiatives de mobilisation de fonds pour subvenir à d'éventuelles pannes
Dispositif de prévention et gestion des conflits (comités de paix, comités communaux de prévention et de gestion de conflits)	-Existence des comités locaux Existence de leaders communautaires formés et disponibles -OSC/OBC formés et disponibles	Absence de fonds de fonctionnement Situation d'insécurité Absence d'initiative pour le fonctionnement des comités	Forte motivation Collectivités comme relation partenariale	Maîtrise et connaissance des procédures de résolution des conflits

**Source :** Enquête terrain, Septembres 2024

Au niveau des structures, les responsabilisations des personnes en charge de la gestion (comités), l'adhésion des populations, les collectivités et les services techniques, les leaders communautaires, les OSC/OCB, sont des facteurs qui garantissent la durabilité des réalisations du projet. Pour maintenir les dispositifs existants, le transfert de ces acquis aux collectivités qui ont la maîtrise d'ouvrage communal serait une belle initiative pour la poursuite et le renforcement de ces mécanismes afin de les garantir de façon durable. Le risque commun à toutes les structures pouvant entraver la pérennisation est la situation sécuritaire volatile avec déplacement/ mouvement de la population que connaît la zone du projet et l'absence de financement.

### 3.6.6. Analyse de la pérennisation des activités de renforcement des capacités

Le tableau ci-après présente l'analyse du dispositif mis en place et le niveau de pérennisation des activités de renforcement des capacités.

**Tableau 20 : Analyse du dispositif et de la pérennisation des activités de renforcement des capacités**

Renforcement de capacités	Ressources / capacités		Motivation / relation partenariale	Mécanismes qui peuvent entraîner la pérennisation
	Forces	Faiblesses/ Risques		
Renforcement des capacités des OSC et des leaders communautaires en analyse des conflits et gestion non violente des conflits, en techniques de médiation et négociation basé sur les intérêts, en DO NO HARM et sensibilité au conflit, en évaluation, capitalisation, documentation, storytelling, en planification opérationnelle et en gestion financière	Disponibilité des OSC/OCB formés	La situation d'insécurité (facteurs externes) Mobilité des personnes formés Absence de financement	Forte motivation, Existence de partenariat avec les services techniques, les autorités administratives	Maitrise et connaissance des avantages des mécanismes de gestion de conflits, en technique de médiation et négociation basée sur les intérêts, sur sensibilité au conflit
Renforcement des capacités des leaders	Disponibilité des leaders	La situation d'insécurité (facteurs externes)	Forte motivation des leaders au regard de la	Maitrise et amélioration des connaissances en

communautaires en analyse des conflits et	communautaires formés	Mobilité des personnes formés	pertinence de la thématique abordée (paix, cohésion sociale)	mécanismes de gestion de conflits des leaders
-------------------------------------------	-----------------------	-------------------------------	--------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------

**Source :** Enquête terrain, Septembre 2024

Quant aux activités de renforcement des capacités, le partage des connaissances acquises par les bénéficiaires entre eux et avec les non bénéficiaires et les premiers effets observés participent à la pérennisation. Par ailleurs, des actions de recyclage, sensibilisation et de suivi permettront de renforcer les connaissances acquises lors des activités de renforcement des capacités.

*En résumé, plusieurs mesures mises en place par le projet, telles que l'implication et la formation des partenaires locaux, l'investissement dans les biens et équipements et la mise en place de microprojets communautaires productifs, la mise en place des comités de gestion des infrastructures contribueront à la pérennisation des acquis de l'intervention.*

### **3.6.7. Facteurs externes ayant contribué à l'atteinte des résultats et objectifs du projet et facteurs ayant constitué une entrave.**

Les activités de formation ont permis de renforcer davantage les capacités des OSC/OCB et des leaders communautaires dans plusieurs domaines et approches dans le cadre de la mise en œuvre du projet AILP. Aussi les ateliers / rencontres de partage d'expériences et de capitalisations sont des facteurs internes qui ont contribué à l'atteinte des résultats et objectifs du projet. A cela s'ajoute les différentes stratégies d'adaptation avec l'implication des OSC/OCB qui en réalité sont les communautés elles-mêmes qui ont permis de mettre en œuvre les activités et d'atteindre les objectifs fixés au départ au regard du contexte d'insécurité volatile. Le partenariat avec les organisations locales a facilité la mobilisation de la communauté bénéficiaires autour des activités du fait de leur proximité. L'implication des services techniques, les autorités administratives, les collectivités et les autorités locales constituent des facteurs externes qui ont contribué sans aucune doute à l'atteinte des résultats. Ces dernières à travers les rencontres de planifications, de mise en œuvre et de suivi ont apporté leur expertise en tant que maître d'ouvrage communale (collectivité). L'Etat à travers ces services techniques déconcentrés, les autorités administratives ont eu un regard dans la mise en œuvre à travers les activités de sélection et de suivi des OSC/OCB dans la mise en œuvre du projet et apporté son expertise ce qui a permis sans doute de d'améliorer / développer des initiatives lors de la mise en œuvre dans le but d'atteindre les objectifs du projet. L'implication des leaders a contribué à une forte adhésion et un engagement de la communauté bénéficiaires ce qui a contribué à l'atteinte des résultats/objectifs du projet.

L'instabilité institutionnelle dans les 3 pays (Burkina Faso<sup>1</sup>, Mali et Niger) a eu également pour conséquence le ralentissement de certaines activités impliquant les autorités administratives et les collectivités. Il s'agit ici particulièrement des effets de la dissolution des collectivités territoriales et l'installation des délégations spéciales qui sont supposées remplacer les maires des communes rurales et urbaines au niveau du Burkina Faso. Au niveau du Mali, cette instabilité (août 2020, mai 2021) a été marquée par une situation de transition politique et militaire caractérisée par des règles d'exceptions (couvre-feu, restrictions des libertés de mouvements, militarisation, refus d'accès aux humanitaires à certaines zones, blocus/zones enclavées, ruptures des coopérations militaires classiques). Elle s'accompagne de facteurs qui accentuent la vulnérabilité des populations dont la hausse des prix des denrées alimentaires, du carburant, l'intensification / extension des opérations militaires, la rupture de services publics au niveau de certaines collectivités territoriales. Au Niger, l'avènement du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) en juillet 2023 avec la fermeture des frontières du pays, la suspension des institutions étatiques de la Septième République et l'instauration d'un couvre-feu sur tout le territoire a certainement sans doute eu des incidents avec l'implication des autorités administratives et les collectivités dans la mise en œuvre du projet.

<sup>1</sup> (Entre janvier et septembre 2022)

Malgré le choix des organisations de la société civile locales, la situation sécuritaire a influencé de façon négative la mise en œuvre de certaines activités du projet à cause des mouvement / déplacement des populations vers les zones accessibles. L'approche de l'intervention à travers l'implication des OSC/OCB partenaires de mise en œuvre, la définition des stratégies de mitigation et la flexibilité du projet ont permis de mener les activités du projet dans les zones accessibles.

Les hypothèses critiques du document de projet et du cadre logique ont été pris en compte tout au long du cycle du projet AILP à travers les mécanismes de suivi et de gestion des risques. Les stratégies d'adaptation liées au contexte sécuritaire ont permis de rendre possible les interventions et mener les activités du projet en faveur des communautés bénéficiaires. Les formations « Ne Pas Nuire » et sensibilité aux conflits ont permis de réfléchir en amont de la mise en œuvre et réajuster le projet pour assurer l'impact des initiatives soutenues.

*Etant données que les OSC/OBC ont été les partenaires mise en œuvre avec une accessibilité un peu plus souple la gestion des risques et l'atténuation des risques externes n'ont pas été documenté tel que souhaité par le plan d'analyse et suivi des risques avec l'élaboration des outils spécifiques tout au long du cycle du projet. Néanmoins l'analyse des facteurs externes ayant constitué une entrave a permis de relever un certain nombre de facteurs tels l'instabilité institutionnelle, la dégradation de l'environnement sécuritaire avec les attaques et les mouvements des populations vers les zones les plus sécurisées.*

### 3.7. Analyse des questions transversales

#### 3.7.1. Analyse de la prise en compte du genre, l'âge ou le handicap (inclusion)

La prise en compte du genre est observée depuis la conception du projet à travers des activités dédiées spécifiquement aux femmes, aux jeunes, et personnes vivant avec un handicap. Le système de suivi et évaluation présente des données statistiques désagrégées selon le genre. Le tableau ci-après présente l'analyse de la prise en compte du genre au niveau des différentes activités implémentées à travers les résultats.

**Tableau 21: Analyse de la prise en compte du genre au niveau des différentes activités implémentées à travers les résultats**

Niveau de prise en compte du genre
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Priorisation des OSC/OCB dirigées les femmes dans lors de la sélection ;</li> <li>- Au moins 51 OSC/OCB bénéficiaires sur les 82 sont des OSC/OBC dirigés par les femmes et les jeunes ;</li> <li>- 60% des OSC/OCB ciblent la problématique du genre, le renforcement des capacités des femmes et des jeunes et les microprojets ;</li> <li>- Plus 80% les projets des OSC sélectionnées sont focalisés sur les jeunes et les femmes</li> <li>- 283 femmes sur 844 soit 34% formées sur diverses thématiques (« Do No Harm », Médiation/ Négociation, Sensibilité au conflit, Gestion de projet et Capitalisation)</li> <li>- 17 433 femmes sur 35 956 soit 48,48% des participants directs sont touchées par les actions des OSCs sur le terrain</li> <li>- La participation des femmes et des jeunes lors des sessions de renforcement des capacités sur la prévention et gestion des conflits, sur la vie associative et de la gestion de micro-projet</li> <li>- Participation des personnes déplacées internes (PDI), personnes vivant avec un handicap</li> <li>- Participation des femmes, jeunes aux ateliers nationaux et régionales de capitalisation</li> </ul>

**Source :** *Rapports d'activités du projet AILP*

*En conclusion, la prise en compte du genre a tenu compte des femmes, jeunes (filles et garçons) et des personnes en situation d'handicap lors de la conception. Lors de la mise en œuvre des activités, des dispositions ont été prises en compte dans toutes les composantes du projet notamment lors de la sélection des OSC/OCB (au moins 30% dirigées par les femmes) et la mise en œuvre des activités (60% des OSC/OCB ont ciblé la problématique du genre, le renforcement des capacités des femmes et des jeunes, les microprojets tels que les AGR sont portés par la majorité par des femmes et des jeunes, l'unité de savonnerie des femmes de Taboy au Mali). Aucun bénéficiaire n'a été exclu du fait de son sexe, de son âge, de son handicap et de son statut de Personnes Déplacées Internes (PDI). La stratégie de genre promue par le projet vise l'égalité entre les sexes et l'autonomisation (économique et sociale) des femmes à travers la promotion des activités économiques renforçant leur estime personnelle et leur rôle au sein du ménage. Les rôles joués par les jeunes et les femmes dans la gestion des conflits sont principalement les sensibilisations et l'appui dans la circulation des messages et d'informations. Au niveau de la consolidation de la paix les principaux rôles joués par les jeunes et les femmes sont la participation aux activités d'interaction communautaire et à l'économie locale/ développement. Il faut noter que les avis sont favorables quant à leur représentation dans les comités de paix ou autres groupes traditionnels de résolution de conflits (94% des membres des OSC interrogés mais elle reste limitée dans la pratique pour des raisons liées aux aspects culturelles et du type de conflits au niveau des 3 pays. Des actions de sensibilisations ou des plaidoyers auprès des leaders communautaires pour plus d'implication des femmes et des jeunes dans la résolution des conflits pour un meilleur apprentissage.*

### **3.7.2. Analyse de la Mise à l'échelle**

Dans la mise en œuvre des activités du projet AILP, l'équipe de Mercy s'est focalisé sur la capitalisation des expériences et l'identification des bonnes pratiques. Des ateliers nationaux ont été organisés à cet effet dans les 3 pays dans l'objectif de partager avec les OSC, les approches de documentation, les bonnes pratiques et les leçons apprises en mettant en évidence les résultats atteints axés sur les approches et méthodes d'implémentations des activités. Également les renforcements de capacités des OSC/OBC en amont sur le mécanisme d'apprentissage à travers la capitalisation des bonnes pratiques et les leçons apprises ont permis de les outiller sur le concept de capitalisation, le suivi et l'évaluation, la collecte d'histoires de succès, les leçons apprises et les défis. La vulgarisation de cette approche et les résultats de ce programme constitue un potentiel de répliquabilité et de généralisation des résultats locaux à l'échelle nationale et dans les municipalités où les interventions n'ont pas touché. En termes de répliquabilité à titre d'exemple, ***l'OSC (AAAE) est cas d'exemple au niveau Burkina Faso qui a bénéficié d'un autre financement d'une valeur de 48 990 000 XOF avec l'OIM grâce à l'expérience avec AILP dans communes de Ouahigouya, Yako et Gourcy dans le cadre de la réalisation des activités de cohésion sociale. Aussi, l'OSC (MCC) AILP a obtenu le premier trophée de la promotion de la paix de la région du Nord qui constitue une visibilité au niveau de la région et national pour d'autres opportunités.***

Au regard des résultats engrangés, le programme a un potentiel de répliquabilité et de généralisation des résultats locaux à l'échelle nationale et dans les municipalités où les interventions n'ont pas touché.

*L'approche de capitalisation des expériences et l'identification des bonnes pratiques a suscité d'autres financements à travers le programme AILP. Les ateliers nationaux de capitalisation ont été un potentiel de répliquabilité et de généralisation à l'échelle nationale et dans les municipalités où les interventions n'ont pas touché en fonction de l'utilité pratique des activités du projet qui ont été mises en œuvre. C'est une approche qui garantit le changement social pour les populations vulnérables par des interventions inclusives.*

### **3.7.3. Analyse de l'approche transfrontalière**

L'approche transfrontalière s'est matérialisée par la mise en place d'une dynamique de collaboration transfrontalière entre les communautés des trois pays grâce des initiatives transfrontalières telles que la visite de la Coopérative Moni Iré Jeanne d'Arc du Mali au Burkina Faso, en collaboration avec l'Association des femmes catholiques du Burkina Faso. Cet échange a abouti au renforcement des capacités des maliennes sur la transformation des produits agro-alimentaires renforçant ainsi leur

autonomisation économique et financière et l'internalisation par les femmes du Burkina Faso, des meilleures pratiques de coexistence pacifique développées au Mali. Cette coopération transfrontalière a également été renforcée avec la réalisation d'un puits pastoral équipé d'un dispositif de pompage et stockage d'eau entre deux villages frontaliers : Bokuy (Commune de Madouba/Burkina Faso) et Tiarakuy (Commune de Koula/Mali).

L'une des insuffisances dans le cadre de l'implémentation de l'approche transfrontalière est fait que le ciblage géographique des communes d'intervention du projet n'ait pas forcément tenu compte des communes qui font frontières entre le Niger, le Burkina et le Mali notamment les communes du Nord du Burkina Faso et les communes du Mali dans la région de Bandiagara et celles de la région de Tillabéry qui ne sont pas des communes frontières. Mais le développement d'activités socioculturelles entre les communautés des communes de Botou (Burkina Faso) et Tamou (Niger) ont beaucoup contribué à apaiser les tensions liées à la transhumance et à la gestion des infrastructures communautaires. Mais des initiatives ont été réalisées pour pallier à ces insuffisances. De plus des activités virtuelles de coopération entre les différentes OSCs se sont faites à travers des groupes WhatsApp en faisant des conférences entre les OSCs mais la connexion était un grand défi. Il faut noter qu'une rencontre régionale a été organisée en termes de partage d'expériences et de collaboration entre les différentes OSCs des 3 pays pour renforcer leur mobilisation des ressources.

*L'approche transfrontalière à travers le partage d'expériences entre les OSCs de ces différents pays a permis également le renforcement de la coopération entre certaines OSCs des différents pays et surtout de renforcer la coopération transfrontalière entre les différentes communautés à travers la réalisation des activités socioculturelles. Mais le plus grand défi a été noté dans le choix de certaines communes de la zone d'intervention qui ne sont pas forcément des communes frontières ce qui n'a pas facilité l'implémentation de cette approche mais aussi le réseautage transfrontalier des OSC.*

### 3.7.4. Analyse de l'effet catalyseur

#### ➤ Les principes fondamentaux de l'approche catalyseur

La mise en œuvre des activités du projet s'est d'abord focalisée sur la sélection des OSC/OCB dans les 3 pays à travers des appels à projets. Au total 82 OSC/OCB ont été identifiés sur la base des notes conceptuelles proposées à travers critères définies à l'avance. A travers des évaluations **participatives** des besoins avec les communautés de la zone d'intervention, ces différentes OSC ont identifiés des **actions collectives** à travers les microprojets (multisectorielles). Ces projets sont développés, dirigés et suivis par la communauté elle-même à travers les OSC locales. Mercy Corps sert de facilitateur et de mentor, soutenant la communauté et aidant à catalyser l'action. Il faut noter que **l'apprentissage et le renforcement de capacités** ont été priorisés à travers des activités de renforcement données à l'ensemble des organisations locales et les leaders communautaires afin de faciliter la mise en œuvre des actions proposées. Il s'agit entre autres des renforcements de capacité des OSCs et leaders communautaires en gestion des projets, gestion des conflits, vie associative, etc. L'appropriation des formations par ces acteurs ont permis de faire des planifications et de mettre en œuvre les microprojets communautaires. La communauté s'est appropriée des actions du projet tout en renforçant les relations et la cohésion à travers les structures locales de prévention/gestion des conflits mises en place ou dynamisées. Cela a permis sans doute de prévenir et d'apporter un dénouement favorable aux conflits existants en améliorant les mécanismes de gestion locales des conflits à travers les médiation/négociation, le recours à la parenté/Alliance à plaisanterie (au total 844 membres des OSC ont été formés sur diverses thématiques (« Do No Harm », Médiation/Négociation, Sensibilité au conflit, Gestion de projet et Capitalisation)). Les AGR et les activités de sensibilisation à travers les émissions radiophoniques, les théâtres, les foras, les fadas, etc. ont permis **d'améliorer l'économie locale et renforcer la cohésion sociale** des communautés autour de ces AGR.

La prise en compte de plusieurs catégories de bénéficiaires notamment les personnes vulnérables, les personnes en situation d'urgence (PDI) et la prise en compte du genre (hommes, femmes et jeunes, personnes vivant avec un handicap) montrent que le projet s'est réalisé dans une dynamique d'inclusion. L'inclusion est observée à travers les événements socioculturels qui ont permis de renforcer la cohésion sociale dans leur comportement quotidien et le vivre ensemble entre les différents groupes socio-ethniques de la zone d'intervention.

### ➤ Les effets catalyseur

Il ressort des entretiens avec les OSC que les approches utilisées pendant la mise en œuvre dans le cadre programme AILP leur ont permis d'améliorer leur visibilité auprès des autres acteurs de développement ou bailleurs (94,37% des OSC interrogées dont 88,24% au Burkina Faso, 96,3% au Mali et Niger) et de mobiliser d'autres ressources auprès d'autres partenaires, soit 42,25% des OSC interrogées (58,82% au Burkina Faso, 22,22% au Mali et 51,85% au Niger). Le nombre de partenaire varie de 1 à 4 pour le Burkina Faso et le Mali et de 1 à 6 pour le Niger. Les montants mobilisés par partenaires varient de 1 million à 230 millions dans les 3 pays. Le Tableau ci-après présente les différents partenaires.

**Tableau 22 : Différents partenaires ayant mobiliser d'autres ressources**

Burkina Faso	
-	Terre des Hommes, SP/CNLS IST/ VIH SIDA, Programme d'appui au Monde Associatif et Communautaire (PAMAC), Ministère de la jeunesse et de l'emploi
-	Centre Diocésain de Communication (CDC)
-	ONG allemande (One World - One Hope)
-	ONG humanitaire
-	Organisation Internationale de Migration (OIM)
-	PAPFA, PAFA-4R, Fond d'intervention pour l'environnement (FIE)
-	Search for Common Ground
-	WANEP/Burkina
Mali	
-	Acted, DCA et World vision
-	Albarka, Sugu YIRIWA, SENE YIRIWA et World Vision
-	DCA
-	DRC
-	Sugu YIRIWA et Jege ni Jjaba
Niger	
-	CCA, PASOC, FAFPC, HACP, PRAPS et la Coopération Almande
-	Friends of Niger et GOPA
-	GCERF, ONU FEMMES, USIF, DECAF et, IDDH
-	Jagoranci, ONDES
-	MOJEDEC
-	NRC
-	PGIT, IPIDUREM, FFRP
-	Plan Niger DRC
-	Plan Niger, mojedec, zib, islamique relief
-	Tri-aide
-	Union Européenne, Plan Niger et SOS Faim
-	USAID, UNICEF et OCHA
-	ZIB MOJEDEC

**Source :** Enquête terrain, Septembre 2024

*L'effet catalyseur est observé à travers la visibilité des OSC auprès des autres acteurs de développement ou bailleurs (94,37% des OSC interrogées dont 88,24% au Burkina Faso, 96,3% au Mali et Niger) et la mobilisation d'autres ressources auprès d'autres partenaires, soit 42,25% des OSC interrogées (58,82% au Burkina Faso, 22,22% au Mali et 51,85% au Niger). Le nombre de partenaire varie de 1 à 4 pour le Burkina Faso et le Mali et de 1 à 6 pour le Niger. Les montants mobilisés par partenaires varient de 1 million à 230 millions dans les 3 pays. La Mise en œuvre du projet a été une source d'opportunités spécifiques pour ces OSC d'où l'effet catalytique.*

### 3.8. Leçons apprises

Les principales leçons apprises de la mise en œuvre du projet sont :

1. L'implication des organisations locales (OSC, OCB) en tant que partenaires de mise en œuvre du projet AILP facilite la mobilisation des populations cibles du fait de leur proximité. Avec la crise sécuritaire, des stratégies d'adaptation permettent de continuer la mise en œuvre du projet. Ceci renforce davantage l'idée selon laquelle, la collaboration entre les ONG et les organisations locales est primordiale.
2. La collaboration avec les services techniques et les autorités administratives en tant que contrôleurs du respect des normes sectorielles dans l'identification de certaines activités, édictées par l'Etat est une évidence. Leur implication en tant que membres de comité de sélection et de suivi contribue à n'en point douter de leur expertise comme une stratégie menant au renforcement de l'efficacité et de la durabilité du projet. En effet, à la clôture des activités du projet, les agents des services techniques et les partenaires locaux poursuivront le suivi et les conseils aux bénéficiaires conformément à leur rôle régalien, renforçant du coup la durabilité des résultats. Mais le suivi régulier constitue un défi car les moyens sont limités et la situation sécuritaire reste aussi un défi à relever.
3. L'implication et la responsabilisation de la communauté bénéficiaire dans la mise en œuvre du projet sont pertinentes et permettent d'engranger de bons résultats car elles permettent aux bénéficiaires de faire eux même leurs diagnostics, de les porter et de les solutionner.
4. Les micro-projets communautaires est une bonne stratégie qui permet l'implication de toute la communauté bénéficiaire depuis la base, à travers leur implication dans le diagnostic facilitant l'appropriation et la durabilité de l'action. Leur implémentation demande une forte mobilisation des ressources financières ce qui n'a pas été le cas ici. La consolidation et le suivi de certains micro-projet doivent être reversée aux communes pour la recherche de financement et la continuité des actions dont la plupart émanent des Plans Annuels d'Investissement (PAI) des communes.
5. L'approche multisectorielle facilite le renforcement de la résilience des ménages vulnérables. En effet, le fait de combiner plusieurs approches et actions au profit des mêmes bénéficiaires leur permet d'être résilient et autonome. Ainsi, l'appui en AGR, le maraîchage, banque de céréales, les activités de sensibilisation sur la consolidation de la paix, la réhabilitation de forages, réhabilitation de centre de santé, la mise en place des comités de gestions autour des infrastructures, le renforcement des capacités en gestion de conflits / la non-violence et la dotation des bénéficiaires en techniques de production agricole et animale à travers l'implication des personnes ressources (OSC, STD, Autorités administratives/locales) garantissent la durabilité des actions du projet.
6. La stratégie d'adaptation liée à la sensibilité aux conflits utilisée (sélection des OSC/OCB locales) au regard du contexte sécuritaire très volatile, la stratégie développée a permis de s'adapter tout en gardant les mêmes objectifs du projet. Cela est un avantage/atout dans la mise en œuvre des activités, en plus des stratégies de mitigation initialement identifiées.

### 3.9. BONNES PRATIQUES

En rappel, une bonne pratique est une expérience réussie découlant d'un processus participatif, ayant fait ses preuves et permis d'obtenir de bons résultats. En effet une bonne pratique doit prendre en compte les critères suivants :

- **L'innovation** : La pratique est « originale » et son application s'inscrit dans une perspective nouvelle. Par son caractère innovant, la pratique se différencie soit par son domaine d'action, son approche et/ou les outils qui sont développés
- **La pertinence** : la pratique est opportune au vu du contexte, des besoins des populations cibles et des alternatives développées.
- **L'efficacité** : la pratique a fait ses preuves et a obtenu de bons résultats. Elle a été adoptée avec succès et a eu un effet positif sur les populations cibles.
- **La duplication** : la pratique est en mesure d'être dupliquée, d'avoir un potentiel de reproductibilité et doit donc pouvoir être adaptée à des objectifs similaires dans des contextes différents.
- **La durabilité** : la pratique préserve son « effet / impact » positif dans le temps grâce aux changements qui y sont introduits, à la volonté et aux capacités de l'acteur à continuer conformément aux exigences du contexte d'intervention.

**Tableau 23 : Principales bonnes pratiques du projet**

Bonnes pratiques	Description
La stratégie de faire-faire	La stratégie de faire-faire avec les organisations locales et de responsabilisation des leaders communautaires en leur confiant les activités de sensibilisation au niveau communautaire, sont pertinentes et propices à l'appropriation des préoccupations liées à la culture de la paix et de cohésion sociale. L'appropriation des activités du projet et la responsabilisation sont très essentielles pour maintenir les changements induits. Elle est duplicable dans un contexte très fragile et sensible aux conflits.
Approche participative et inclusive	La pratique est innovante du fait qu'elle implique plusieurs couches de la communautés (les hommes ; les jeunes ; les femmes), les différents services techniques étatiques spécialisés dans les différents domaines et les collectivités avec la maîtrise d'ouvrage communale et les OSC/OCB partenaires. Elle est pertinente dans un contexte caractérisé par l'insécurité, le sous-emploi des jeunes et les tensions communautaires. Elle permet de créer un cadre d'échanges d'idées, de partage d'expériences et de renforcement de lien entre la communauté elle-même et entre les PDI à travers l'acceptation de vivre ensemble en leur autorisant à participer aux activités du projet. Aussi l'implication des personnes vivant avec un handicap dans les activités est un signe d'inclusion. L'individualisme féminin disparaît grâce aux ARG collectives ou elles travaillent toutes ensemble dans la paix et dans le respect. Grâce aux connaissances acquises dans le domaine de la production maraîchère, animalière, la transformation, les femmes ont amélioré leur autonomisation financière. Cette approche doit être dupliquée car l'implication et l'inclusion font preuves de satisfaction, évitent les tensions et prônent le vivre ensemble. Elle est duplicable à tout projet d'urgence, relèvement et développement dans un contexte très fragile et sensibles aux conflits.
Sensibilisation sur la paix / cohésion sociale couplée aux Micro-projets communautaires	L'approche est innovante parce qu'elle s'inscrit dans une perspective de renforcement de la résilience des bénéficiaires et cible la même communauté en identifiant des microprojets dans l'objectif de le rendre autonome/résiliente. Elle est pertinente dans un contexte caractérisé par la récurrence des crises qui fragilisent les moyens d'existence des vulnérables. Elle est efficace car elle permet de créer un cadre le vivre ensemble (PDI et hôtes) et d'emploi ou une source de revenus supplémentaire pour le bénéficiaire et permet au bénéficiaire d'entreprendre avec l'accessibilité aux crédits au niveau locale. Elle est durable du fait de la responsabilisation du bénéficiaire dans la gestion de l'activité. Facile à dupliquer dans le cas où des fonds sont mobilisés pour le désengagement. Elle est duplicable dans des projets similaires et dans un contexte caractérisé par la pauvreté et le sous-emploi des jeunes.
Mise en place de comité de sélection et de suivi des OSC	La pratique est innovante dans la mesure où au l'Etat a un regard dans la réalisation des activités du projet. Elle est pertinente car elle permet facilement de capitaliser et diffuser les acquis du projet et les changements. Elle est duplicable à l'ensemble des projets dans des contextes différents vu sa pertinence. Grâce au comité de suivi, le projet a pu corriger un certain nombre d'erreurs et développer des initiatives dans le but d'atteindre les objectifs du projet.

### 3.10-CONCLUSION-RECOMMANDATIONS

#### 3.10.1. Conclusion

Le programme appui aux initiatives locales de promotion de la paix (AILP) mis en œuvre dans la zone du Liptako-Gourma Burkina Faso, Mali et Niger), a pour objectif global « de renforcer les capacités des organisations de la société civile locales pour la promotion d'une paix positive et de gestion non violente des conflits dans la zone du Liptako-Gourma ». Sa mise en œuvre est assurée par Mercy Corps en partenariat avec les OSC-OCB, pour une durée de 2 ans (2022 -2024). L'évaluation finale a permis d'apprécier le niveau d'atteinte des indicateurs de performance du projet sur la période de mise du programme afin de générer des évidences permettant de comprendre dans quelle mesure les stratégies, approches et actions mises en œuvre ont contribué ou pas à l'obtention des effets attendus et inattendus à la lumière des éléments de contexte de la zone d'intervention des trois pays. Elle a également permis de mesurer de manière objective, la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact, la durabilité et les questions clés.

*A l'issue des analyses des données, l'on peut conclure que malgré le défi sécuritaire le projet a su s'adapter en mettant les bases pour renforcer les capacités des organisations de la société civile locales pour la promotion d'une paix positive et de gestion non violente des conflits dans la zone du Liptako-Gourma.*

#### 3.10.2. Recommandations :

Au terme de l'évaluation finale, l'équipe de consultants formule les recommandations suivantes à l'endroit du Bailleur, de Mercy Corps et des partenaires.

Constats / leçons /acquis	Recommandations	Acteurs concernés
Non écriture d'une stratégie de sortie assortie d'un budget pour la continuité des activités après le projet	Pour les futures interventions, mener une réflexion approfondie sur une stratégie écrite de désengagement en fin de mise en œuvre de projet afin de permettre aux collectivités, aux services techniques /collectivités/OSC locales de poursuivre le suivi et l'appui conseil des bénéficiaires.	<b>Recommandation à l'endroit Des UNPBF</b>
Au regard des résultats engrangés et la pertinence de l'approche et des activités implémentées dans un contexte sécuritaire volatile,	Prévoir une phase de consolidation des acquis en listant les activités ayant connues des succès avec l'implication des STD et les collectivités et étendre la zone de couverture à d'autres communes	
Une responsabilisation et une organisation des acteurs clés	Pour des projets similaires, Organiser un atelier de désengagement avec les acteurs clés (services techniques, collectivités, les bénéficiaires et les leaders communautaires) en les responsabilisant pour le suivi et l'appui conseil pour une continuité des actions/acquis	<b>Recommandations à l'endroit Mercy Corps</b>
Stratégie ayant permis de continuer les activités malgré le contexte sécuritaire fragile en prenant compte la sensibilité aux conflits	Mener des réflexions vers une capitalisation de stratégie d'adaptation liée à la sensibilité aux conflits pour des projets similaires au regard du contexte sécuritaire volatile ;	
le ciblage géographique des communes d'intervention du projet n'a pas forcément tenu compte des communes qui font frontières dans le cadre de l'implémentation de l'approche transfrontalière	Tenir compte de l'approche frontalière dans le choix des communes lors du ciblage géographique pour faciliter son implémentation pour les futures interventions dans la mise en œuvre de projet similaire	
Absence d'un plan d'analyse des	Prévoir un plan d'analyse avec des outils de collecte	

<b>Constats / leçons /acquis</b>	<b>Recommandations</b>	<b>Acteurs concernés</b>
risques internes et externes tel que prévue dans le document projet	des informations pour le suivi et la gestion des risques internes et externes selon l'approche de Mercy Corps.	
Au regard de l'insuffisance des moyens financiers des OSC,	Revoir le taux de préfinancement à la hausse (50%) avec un suivi afin de permettre à ces OSC de mettre en œuvre les activités planifiées pour les futures	
Non réalisation de certaines activités par les OSC	Rechercher les coûts réels des activités au niveau local afin de permettre aux OSC d'avoir un financement qui répond au budget alloué par Mercy Corps	
Au Regard de l'inaccessibilité de certaines localités liée à l'insécurité,	Adopter des stratégies de réorientations de certaines activités vers la sensibilisation en utilisant les radios locales afin de permettre à certaines OSC d'exécuter la totalité des activités planifiées.	
Absence de financement après le projet	Continuer l'appui conseil et l'accompagnement des bénéficiaires dans la pérennisation des acquis du projet (comité de gestion, AGR, périmètre maraîcher, Banque de céréales, Unité de transformation du savon, etc.) en s'orientant vers d'autres partenaires	<b>OSC/OCB</b>
La faible inscription des actions du projet dans le patrimoine communal pour une capitalisation	S'approprier et inscrire les réalisations du projet dans le patrimoine communal afin de continuer le suivi après le projet (exemple réhabilitation des forages, mise en place de BC, périmètres maraîchers, réhabilitation de centre de santé, comité de gestion de conflits)	<b>Recommandations à l'endroit des collectivités (Mairie) / STD/Autorités administratives</b>
Manque de financement pour le suivi régulier après la fin du projet	Continuer le suivi des bénéficiaires du projet afin de pérenniser les actions du projet (rôle régalien) en impliquant les services techniques de l'Etat	
Attachement des bénéficiaires à l'assistanat et au manque d'initiative	S'approprier des acquis du projet et développer des initiatives autour des microprojet afin de renforcer leur résilience et autonomisation financière	<b>Recommandations à l'endroit des bénéficiaires</b>

## ANNEXES

### Annexe 1 : Termes de référence



Demande de  
Cotation\_Evaluation Fi

### Annexe 2 : Version finale des outils de collecte de données



Outils de collecte de  
données.docx

### Annexe 3 : Données brutes tabulées

 BDD MENAGE EVALUATION AILP ME	 1. BDD OSC AILP & RA.xlsx
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

### Annexe 4 : Bibliographie

- Document de projet, AILP, Mercy Corps ;
- Plan MEAL, Janvier 2022, AILP, Mercy Corps ;
- Cadre logique du projet, AILP, Mercy Corps ;
- Rapports annuels An I, AnII ;
- Rapport d'étude de base (Burkina Faso, Mali, Niger), Novembre 2022 ;
- Rapport de Needs Assessment ;
- Analyse des besoins ;
- Rapports narratifs et financiers ;
- Rapports de lancement et d'identification des besoins ;
- PBF June 2024 Project Progress Report ;
- Rapport de l'atelier de formation portant sur la sensibilité aux conflits (Niger) ;
- Rapport de suivi terrain (Niger) ;
- Rapport de l'atelier de formation portant sur l'évaluation, capitalisation, documentation, story-telling (Niger) ;
- Rapport sensibilité aux conflits (Niger) ;
- Rapport des formations ;
- Plan national de développement économique et social (PNDES-II2021-2025) du Burkina Faso ;
- Cadre Stratégique pour la Relance Économique Et Le Développement Durable (CREED 2019 – 2023), République de Mali ;
- Stratégie National de la Prévention de la Radicalisation et de l'Extrême Violent (SNPREV), République du Niger.

### Annexe 5 : Liste des personnes consultées



Liste des participants  
AILP.docx

## Annexe 6 : Evolution de l'indicateur 1.a de la baseline à l'Endline par tranche d'âge et sexe

Pays	Tranche d'âge	Baseline			Endline		
		Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin	Total
Burkina Faso	15 - 19 ans	50,00%	50,00%	50,00%	50,0%	50,0%	50,0%
	20 - 24 ans	16,67%	12,50%	15,38%	40,0%	66,7%	50,0%
	25 - 34 ans	21,74%	23,33%	22,64%	40,7%	41,7%	41,2%
	35 - 49 ans	22,45%	32,50%	26,97%	40,5%	41,9%	41,1%
	50 ans et plus	47,06%	29,63%	36,36%	42,9%	57,9%	53,8%
				<b>27,27%</b>	<b>41,8%</b>	<b>50,0%</b>	<b>46,0%</b>
Mali	15 - 19 ans	44,44%	80,00%	57,14%	0,0%	100,0%	50,0%
	20 - 24 ans	50,00%	57,14%	52,63%	75,0%	50,0%	62,5%
	25 - 34 ans	41,03%	44,19%	42,68%	58,3%	40,0%	48,1%
	35 - 49 ans	50,00%	64,62%	59,05%	53,4%	53,0%	53,2%
	50 ans et plus	56,25%	50,00%	52,44%	81,8%	72,7%	74,5%
		-	-	<b>52,32%</b>	<b>57,6%</b>	<b>54,8%</b>	<b>56,0%</b>
Niger	15 - 19 ans	25,00%	33,33%	28,57%	85,7%	71,4%	78,6%
	20 - 24 ans	25,00%	60,00%	40,91%	100,0%	85,7%	89,7%
	25 - 34 ans	63,16%	48,57%	53,70%	84,6%	86,6%	86,0%
	35 - 49 ans	40,00%	37,50%	38,46%	91,3%	83,6%	85,9%
	50 ans et plus	56,52%	37,25%	43,24%	66,7%	78,3%	75,9%
		-	-	<b>43,40%</b>	<b>87,1%</b>	<b>83,8%</b>	<b>84,8%</b>
Total général	15 - 19 ans				60,0%	59,1%	59,5%
	20 - 24 ans				63,0%	76,5%	70,5%
	25 - 34 ans				60,7%	63,2%	62,2%
	35 - 49 ans				55,8%	60,9%	58,6%
	50 ans et plus				61,3%	68,6%	66,9%
	<b>Total</b>	-	-	<b>42,27%</b>	<b>58,7%</b>	<b>64,4%</b>	<b>62,1%</b>

Source : Entretien terrain évaluation finale projet AILP, Septembre 2024

## Annexe 7 : Evolution de l'indicateur 2.b de la baseline à l'endline par tranche d'âge et sexe

Pays	Tranche d'âge	Baseline			Endline		
		Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin	Total
Burkina Faso	15 - 19 ans	0,00%	25,00%	12,50%	41,7%	28,6%	34,6%
	20 - 24 ans	44,44%	12,50%	34,62%	20,0%	22,2%	20,8%
	25 - 34 ans	26,09%	36,67%	32,08%	18,5%	29,2%	23,5%
	35 - 49 ans	36,73%	22,50%	30,34%	33,3%	19,4%	27,4%
	50 ans et plus	29,41%	37,04%	34,09%	50,0%	36,8%	40,4%
	<b>Total</b>			<b>31,36%</b>	<b>30,9%</b>	<b>28,4%</b>	<b>29,6%</b>
Mali	15 - 19 ans	77,78%	40,00%	64,29%	0,0%	0,0%	0,0%
	20 - 24 ans	50,00%	28,57%	42,11%	25,0%	25,0%	25,0%
	25 - 34 ans	41,03%	18,60%	29,27%	27,8%	13,3%	19,8%
	35 - 49 ans	47,50%	33,85%	39,05%	31,5%	22,9%	26,9%
	50 ans et plus	43,75%	50,00%	47,56%	63,6%	34,1%	40,0%
	<b>Total</b>			<b>40,07%</b>	<b>32,8%</b>	<b>23,2%</b>	<b>27,2%</b>
Niger	15 - 19 ans	25,00%	66,67%	42,86%	85,7%	85,7%	85,7%
	20 - 24 ans	58,33%	80,00%	68,18%	87,5%	76,2%	79,3%
	25 - 34 ans	47,37%	71,43%	62,96%	73,1%	73,1%	73,1%
	35 - 49 ans	66,67%	68,75%	67,95%	56,5%	63,6%	61,5%
	50 ans et plus	43,48%	78,43%	67,57%	33,3%	73,9%	65,5%
	<b>Total</b>			<b>65,96%</b>	<b>67,1%</b>	<b>71,1%</b>	<b>70,0%</b>
	15 - 19 ans				55,0%	45,5%	50,0%
	20 - 24 ans				40,7%	55,9%	49,2%
	25 - 34 ans				38,2%	45,6%	42,7%
	35 - 49 ans				36,2%	35,5%	35,8%

Pays	Tranche d'âge	Baseline			Endline		
		Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin	Total
	50 ans et plus				51,6%	43,8%	45,6%
	<b>Total</b>	<b>44,11%</b>	<b>46,71%</b>	<b>45,57%</b>	<b>40,0%</b>	<b>42,3%</b>	<b>41,4%</b>

Source : Enquête terrain, évaluation finale, Septembre 2024

### Annexe 8 : Evolution de l'indicateur 2.c de la baseline à l'endline par tranche d'âge et sexe

Pays	Tranche d'âge	Baseline			Endline		
		Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin	Total
Burkina Faso	15 - 19 ans	0,00%	25,00%	12,50%	41,67%	50,00%	46,15%
	20 - 24 ans	0,00%	12,50%	3,85%	33,33%	44,44%	37,50%
	25 - 34 ans	0,00%	10,00%	5,66%	22,22%	41,67%	31,37%
	35 - 49 ans	12,24%	7,50%	10,11%	33,33%	22,58%	28,77%
	50 ans et plus	11,76%	11,11%	11,36%	57,14%	47,37%	50,00%
	<b>Total</b>			<b>8,64%</b>	<b>34,5%</b>	<b>39,7%</b>	<b>37,2%</b>
Mali	15 - 19 ans	11,11%	20,00%	14,29%	0,00%	0,00%	0,00%
	20 - 24 ans	8,33%	0,00%	5,26%	50,00%	0,00%	25,00%
	25 - 34 ans	10,26%	9,30%	9,76%	22,22%	22,22%	22,22%
	35 - 49 ans	5,00%	12,31%	9,52%	24,66%	26,51%	25,64%
	50 ans et plus	15,63%	10,00%	12,20%	45,45%	38,64%	40,00%
	<b>Total</b>			<b>10,26%</b>	<b>26,4%</b>	<b>27,7%</b>	<b>27,2%</b>
Niger	15 - 19 ans	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	85,71%	92,86%
	20 - 24 ans	16,67%	20,00%	18,18%	100,00%	85,71%	89,66%
	25 - 34 ans	42,11%	25,71%	31,48%	80,77%	79,10%	79,57%
	35 - 49 ans	26,67%	18,75%	21,79%	82,61%	70,91%	74,36%
	50 ans et plus	26,09%	15,69%	18,92%	66,67%	86,96%	82,76%
	<b>Total</b>			<b>22,13%</b>	<b>84,3%</b>	<b>78,6%</b>	<b>80,2%</b>
Ensemble	15 - 19 ans				60,00%	59,09%	59,52%
	20 - 24 ans				55,56%	64,71%	60,66%
	25 - 34 ans				39,33%	53,68%	48,00%
	35 - 49 ans				36,96%	40,24%	38,76%
	50 ans et plus				54,84%	52,38%	52,94%
	<b>Total</b>	<b>13,60%</b>	<b>13,38%</b>	<b>13,47%</b>	<b>42,6%</b>	<b>49,6%</b>	<b>46,8%</b>

Source : Enquête terrain, évaluation finale, Septembre 2024

### Annexe 9 : Evolution de l'indicateur 3.d de la baseline à l'endline par tranche d'âge et sexe

Pays	Tranche d'âge	Baseline			Endline		
		Féminin	Masculin	Total	Féminin	Masculin	Total
Burkina Faso	15 - 19 ans	0,00%	0,00%	0,00%	41,67%	50,00%	46,15%
	20 - 24 ans	0,00%	12,50%	3,85%	46,67%	55,56%	50,00%
	25 - 34 ans	8,70%	3,33%	5,66%	51,85%	41,67%	47,06%
	35 - 49 ans	18,37%	10,00%	14,61%	45,24%	54,84%	49,32%
	50 ans et plus	0,00%	11,11%	6,82%	42,86%	57,89%	53,85%
	<b>Total</b>			<b>9,09%</b>	<b>46,4%</b>	<b>52,6%</b>	<b>49,6%</b>
Mali	15 - 19 ans	77,78%	60,00%	71,43%	0,00%	100,00%	50,00%
	20 - 24 ans	50,00%	42,86%	47,37%	25,00%	100,00%	62,50%
	25 - 34 ans	17,95%	13,95%	15,85%	63,89%	42,22%	51,85%
	35 - 49 ans	35,00%	36,92%	36,19%	49,32%	43,37%	46,15%
	50 ans et plus	37,50%	58,00%	50,00%	100,00%	81,82%	85,45%
	<b>Total</b>			<b>36,75%</b>	<b>56,8%</b>	<b>54,2%</b>	<b>55,3%</b>
Niger	15 - 19 ans	0,00%	33,33%	14,29%	42,86%	14,29%	28,57%
	20 - 24 ans	8,33%	10,00%	9,09%	50,00%	33,33%	37,93%
	25 - 34 ans	10,53%	20,00%	16,67%	42,31%	38,81%	39,78%
	35 - 49 ans	10,00%	27,08%	20,51%	39,13%	30,91%	33,33%
	50 ans et plus	4,35%	21,57%	16,22%	16,67%	65,22%	55,17%
	<b>Total</b>			<b>17,02%</b>	<b>40,0%</b>	<b>38,2%</b>	<b>38,7%</b>
<b>Total général</b>	15 - 19 ans				40,00%	40,91%	40,48%

	20 - 24 ans				44,44%	47,06%	45,90%
	25 - 34 ans				53,93%	40,44%	45,78%
	35 - 49 ans				46,38%	41,42%	43,65%
	50 ans et plus				58,06%	69,52%	66,91%
	<b>Total Général</b>	<b>19,34%</b>	<b>25,12%</b>	<b>22,59%</b>	<b>49,2%</b>	<b>47,9%</b>	<b>48,4%</b>

Source : Enquête terrain, évaluation finale, Septembre 2024

## Annexe 10 : Répartition des composantes de l'indice de la cohésion par sexe

	1 Confiance	2 Interaction	3 Coopération	4 Tolérance	5 Action collective	6 Inclusion sociale
<b>Burkina Faso</b>	<b>21,24%</b>	<b>19,91%</b>	<b>33,19%</b>	<b>48,23%</b>	<b>98,67%</b>	<b>84,96%</b>
<b>Féminin</b>	<b>24,55%</b>	<b>22,73%</b>	<b>31,82%</b>	<b>48,18%</b>	<b>99,09%</b>	<b>82,73%</b>
15-19	41,67%	16,67%	50,00%	58,33%	100,00%	75,00%
20-24	40,00%	13,33%	26,67%	46,67%	100,00%	80,00%
25-34	18,52%	25,93%	25,93%	48,15%	100,00%	81,48%
35-49	14,29%	23,81%	26,19%	40,48%	97,62%	83,33%
50 et plus	35,71%	28,57%	50,00%	64,29%	100,00%	92,86%
<b>Masculin</b>	<b>18,10%</b>	<b>17,24%</b>	<b>34,48%</b>	<b>48,28%</b>	<b>98,28%</b>	<b>87,07%</b>
15-19	21,43%	28,57%	42,86%	57,14%	100,00%	78,57%
20-24	11,11%	0,00%	22,22%	33,33%	100,00%	88,89%
25-34	20,83%	16,67%	37,50%	45,83%	95,83%	66,67%
35-49	6,45%	3,23%	16,13%	35,48%	100,00%	90,32%
50 et plus	26,32%	28,95%	47,37%	60,53%	97,37%	100,00%
<b>Mali</b>	<b>19,87%</b>	<b>16,23%</b>	<b>54,97%</b>	<b>75,17%</b>	<b>94,37%</b>	<b>83,77%</b>
<b>Féminin</b>	<b>25,60%</b>	<b>20,00%</b>	<b>45,60%</b>	<b>74,40%</b>	<b>92,00%</b>	<b>70,40%</b>
15-19	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%
20-24	25,00%	0,00%	50,00%	75,00%	100,00%	50,00%
25-34	25,00%	13,89%	52,78%	69,44%	88,89%	77,78%
35-49	19,18%	15,07%	49,32%	73,97%	91,78%	65,75%
50 et plus	72,73%	81,82%	0,00%	100,00%	100,00%	81,82%
<b>Masculin</b>	<b>15,82%</b>	<b>13,56%</b>	<b>61,58%</b>	<b>75,71%</b>	<b>96,05%</b>	<b>93,22%</b>
15-19	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
20-24	0,00%	0,00%	50,00%	50,00%	75,00%	100,00%
25-34	8,89%	4,44%	68,89%	66,67%	95,56%	95,56%
35-49	10,84%	7,23%	73,49%	73,49%	95,18%	95,18%
50 et plus	34,09%	36,36%	31,82%	90,91%	100,00%	86,36%
<b>Niger</b>	<b>10,70%</b>	<b>35,80%</b>	<b>56,38%</b>	<b>45,68%</b>	<b>95,06%</b>	<b>89,30%</b>
<b>Féminin</b>	<b>4,29%</b>	<b>38,57%</b>	<b>55,71%</b>	<b>54,29%</b>	<b>92,86%</b>	<b>80,00%</b>
15-19	0,00%	57,14%	57,14%	57,14%	100,00%	71,43%
20-24	12,50%	25,00%	62,50%	75,00%	87,50%	50,00%
25-34	3,85%	34,62%	46,15%	53,85%	92,31%	76,92%
35-49	4,35%	39,13%	65,22%	47,83%	95,65%	100,00%
50 et plus	0,00%	50,00%	50,00%	50,00%	83,33%	66,67%
<b>Masculin</b>	<b>13,29%</b>	<b>34,68%</b>	<b>56,65%</b>	<b>42,20%</b>	<b>95,95%</b>	<b>93,06%</b>
15-19	14,29%	42,86%	28,57%	71,43%	85,71%	85,71%
20-24	14,29%	28,57%	52,38%	42,86%	95,24%	90,48%
25-34	7,46%	32,84%	47,76%	44,78%	95,52%	91,04%
35-49	10,91%	32,73%	63,64%	32,73%	98,18%	94,55%

50 et plus	34,78%	47,83%	78,26%	47,83%	95,65%	100,00%
<b>Grand Total</b>	<b>17,38%</b>	<b>23,48%</b>	<b>49,03%</b>	<b>57,98%</b>	<b>95,85%</b>	<b>85,86%</b>
<b>Féminin</b>	<b>20,33%</b>	<b>25,25%</b>	<b>42,95%</b>	<b>60,33%</b>	<b>94,75%</b>	<b>77,05%</b>
15-19	25,00%	30,00%	50,00%	55,00%	100,00%	75,00%
20-24	29,63%	14,81%	40,74%	59,26%	96,30%	66,67%
25-34	16,85%	23,60%	42,70%	58,43%	93,26%	78,65%
35-49	15,22%	21,74%	44,93%	59,42%	94,20%	76,81%
50 et plus	41,94%	51,61%	32,26%	74,19%	96,77%	83,87%
<b>Masculin</b>	<b>15,45%</b>	<b>22,32%</b>	<b>53,00%</b>	<b>56,44%</b>	<b>96,57%</b>	<b>91,63%</b>
15-19	18,18%	31,82%	40,91%	63,64%	95,45%	81,82%
20-24	11,76%	17,65%	44,12%	41,18%	94,12%	91,18%
25-34	10,29%	20,59%	52,94%	52,21%	95,59%	88,24%
35-49	10,06%	14,79%	59,76%	53,25%	97,04%	94,08%
50 et plus	31,43%	36,19%	47,62%	70,48%	98,10%	94,29%
<b>Grand Total</b>	<b>17,38%</b>	<b>23,48%</b>	<b>49,03%</b>	<b>57,98%</b>	<b>95,85%</b>	<b>85,86%</b>

### Annexe 11. Répartition de l'échantillon des ménages à enquêter par village et OSC

Pour Niger					
Région	Commune	Village sélectionnés	Total ménage	Ménage à enquêter	OSC à enquêter
Tillabéry	Abala	Tanchiley	773	20	25
		Fartal	720	20	
	Sanam	Sanam	3397	21	
	Ayerou	Ayerou Haoussa	2419	20	
		Ayerou Goungou	-	20	
	Dessa	Famalé	554	20	
		Dessa	833	20	
	Sakoira	Diambala	1926	21	
		Sakoira	1749	21	
		Gourey Bio	-	20	
	Say	Say	221	20	
Finaré		447	20		
Total Niger			13277	243	25
Pour le Burkina Faso					
Région	Commune	Village sélectionnés	Total ménage	Ménage à enquêter	OSC à enquêter
Nord	Ouahigouya	Lilgomdé	70	20	20
		Bogaya	879	20	
	Namissiguima	Bagayalgo	84	20	
	Séguénéga	Guibou	535	20	
		Gambo	455	20	
BM	Nouna	Dembo	363	20	
		Toni	387	20	
		Nouna	3897	20	
		Pa	-	20	
Djibasso	Djibasso	1107	40		
Total Burkina Faso			8082	220	20
Pour le Mali					
Région	Commune	Village sélectionnés	Total ménage	Ménage à enquêter	OSC à enquêter
Bandiagara	Bandiagara	Bandiagara	198	20	25
	Koro	Koro	2538	41	
	Koporo Pen	Geourou Dogon	106	20	

	Bakass	Ogotena	440	20	
	Kani Bonzoni	Ende toro	81	20	
Gao	Gao	Farandjireye	816	40	
		Château	2869	41	
	Sony Aliber	Forgo Sonrai	1238	40	
	Gounzoureye	Arhabou	221	20	
	Ansongo	Bazi-Haoussa	1232	40	
	Total Mali		1024	302	25
	Total			765	70

**NB : Pour les communes ou villages inaccessibles, les échantillons de ces communes et villages ont été reversés dans certains villages ou le nombre total de ménage est élevé dans le pays concerné ramenant l'échantillon à 40 ménages dans certaines localités ou remplacés par d'autres villages accessibles. Par exemple, l'échantillon de Ménaka a été reversé dans les communes et villages dans les régions de Gao et de Bandiagara. Pour le Burkina Faso, l'échantillon de la commune de Madouba a été reversé dans la commune de Djibasso et le village de Gnimini a été remplacé par le village de Pa dans la commune de Nouna.**

#### Annexe 12 : Nombre d'entretien réalisé pour chaque cible

Cibles	Type d'entretien	Burkina Faso	Niger	Mali	Echantillon total prévu	Réalisé
Elus locaux des communes (Maire, Préfets/président de délégation spéciale)	Entretien individuel	2	2	2	6	6
Leaders locaux	Entretien individuel	2	2	2	6	6
Ministères partenaires au niveau région (Direction régional de l'économie et de la planification (Burkina Faso), Gouvernorat (Mali et au Niger (SGA)) au niveau région	Entretien individuel	2	1	2	4	4
Services techniques au niveau départemental /provincial (service départemental du développement communautaire (Niger-Tillabéri), Développement Social, Agriculture (Mali), Direction provincial de l'action humanitaire, Haut-commissaire, Direction provincial de la jeunesse et de l'emploi, Direction provincial du genre et de la famille (Burkina Faso)	Entretien individuel	8	1	4	13	10
Bénéficiaires hommes Adultes 35 ans et Plus	Focus groups	2	2	2	6	6
Bénéficiaires femmes Adultes 35 ans et Plus	Focus groups	2	2	2	6	6
Bénéficiaires Jeunes hommes /jeunes garçons (15-34 ans)	Focus groups	2	2	2	6	6
Bénéficiaires Jeunes femmes /jeunes filles (15-34 ans)	Focus groups	2	2	2	6	6
Leaders locaux au communautaire	Entretien individuel	2	2	2	6	6
Equipe projet	Entretien individuel	1	1	1	3	3

**Source :** Rapport de démarrage, évaluation finale projet AILP, Septembre 2023